

MINISTERIE VAN DE DUITSTALIGE GEMEENSCHAP

[2024/204959]

6 JUNI 2024. — Besluit van de Regering tot vastlegging van de opleidingsprogramma's mechatronica voor land-, bos-, tuin- en bouwmachines (G06/2024), mechatronicus voor vrachtwagens (G20/2024), timmerman in de bouw (C01/2024), meubelmaker (C02/2024) en parketlegger (C11/2024)

REGERING VAN DE DUITSTALIGE GEMEENSCHAP

Gelet op de wet van 29 juni 1983 betreffende de leerplicht, artikel 2;

Gelet op het decreet van 16 december 1991 betreffende de opleiding en de voortgezette opleiding in de middenstand en de kmo's, artikel 4;

Gelet op de voorstellen van het Instituut voor opleiding en voortgezette opleiding in de middenstand en de kmo's, gedaan op 28 maart 2024 en 23 mei 2024;

Gelet op het advies van de Commissie voor de erkenning van opleidingen met toepassing van artikel 2 van de wet van 29 juni 1983 betreffende de leerplicht, gegeven op 23 april 2024;

Op de voordracht van de Minister bevoegd voor Opleiding;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. De volgende opleidingsprogramma's die door het Instituut voor de opleiding en de voortgezette opleiding in de middenstand en de kmo's aan de leerlingen worden aangeboden, voldoen aan de voorwaarden inzake deeltijdse leerplicht overeenkomstig artikel 2 van de wet van 29 juni 1983 betreffende de leerplicht:

1° mechatronicus voor land-, bos-, tuin- en bouwmachines (G06/2024) in de versie van 23 mei 2024;

2° mechatronicus voor vrachtwagens (G20/2024) in de versie van 23 mei 2024;

3° timmerman in de bouw (C01/2024) in de versie van 23 mei 2024;

4° meubelmaker (C02/2024) in de versie van 23 mei 2024;

5° parketlegger (C11/2024) in de versie van 23 mei 2024.

Art. 2. De opleidingsprogramma's vermeld in artikel 1 worden vanaf het opleidingsjaar 2024-2025 trapsgewijs ingevoerd, te beginnen met het eerste jaar van de leertijd.

Het Instituut voor de opleiding en de voortgezette opleiding in de middenstand en de kmo's publiceert de opleidingsprogramma's vermeld in artikel 1 op zijn website. De leersecretariaten brengen die opleidingsprogramma's ter kennis van de partijen bij de leerovereenkomst.

Art. 3. Dit besluit treedt in werking op 1 juli 2024.

Art. 4. De minister bevoegd voor Opleiding is belast met de uitvoering van dit besluit.

Eupen, 6 juni 2024.

Voor de Regering van de Duitstalige Gemeenschap :

De Minister-President,
Minister van Lokale Besturen en Financiën,
O. PAASCH

De Minister van Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek,
L. KLINKENBERG

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C - 2024/009089]

25 AVRIL 2024. — Décret modifiant les décrets du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité, du 19 décembre 2002 relatif à l'organisation du marché régional du gaz, du 19 janvier 2017 relatif à la méthodologie tarifaire applicable aux gestionnaires de réseaux de distribution de gaz et d'électricité et du 17 décembre 2020 relatif à l'octroi d'une prime pour l'installation d'équipements de mesurage et de pilotage (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. Le présent décret transpose partiellement la directive (UE) 2018/2001 du Parlement européen et du Conseil du 11 décembre 2018 relative à la promotion de l'utilisation de l'énergie produite à partir de sources renouvelables (refonte), telle que modifiée par la directive (UE) 2023/2413 du Parlement européen et du Conseil du 18 octobre 2023 modifiant la directive (UE) 2018/2001, le Règlement (UE) 2018/1999 et la directive 98/70/CE en ce qui concerne la promotion de l'énergie produite à partir de sources renouvelables, et abrogeant la directive (UE) 2015/652 du Conseil.

CHAPITRE 1^{er}. — Modifications du décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité

Art. 2. A l'article 2 du décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité, modifié en dernier lieu par le décret du 5 mai 2022, les modifications suivantes sont effectuées :

1° au 2^oquinquies, c), les mots « installations de production dont elle est propriétaire ou sur lesquelles elle détient un droit de jouissance; » sont remplacés par les mots « projets en matière d'énergie renouvelable auxquels la communauté a souscrit et qu'elle a élaborés; »; 2° il est inséré un 29^obis/2 rédigé comme suit :

« 29^obis/2 « donnée issue du compteur communicant » : toute donnée traitée à la suite du placement d'un compteur communicant ou de l'activation de la fonction communicante d'un compteur communicant chez un client final et qui concerne des données techniques, de comptage ou d'identification; »;

3° au 31^{er}, les mots « les règles et procédures pour l'échange » sont remplacés par les mots « les règles, les procédures et le protocole de communication suivis pour l'échange ».

4° l'article 2 est complété par un 88° rédigé comme suit :

« 88° « régime d'aide » : tout instrument, régime ou mécanisme destiné à promouvoir l'utilisation ou la production de l'électricité verte grâce à une réduction du coût de cette électricité par une augmentation du prix de vente ou du volume d'achat de cette électricité, au moyen d'une obligation d'utiliser ce type d'électricité ou d'une autre mesure incitative, y compris, mais sans s'y limiter, les aides à l'investissement, les exonérations ou réductions fiscales, les remboursements d'impôt, les régimes d'aide liés à l'obligation d'utiliser de l'électricité produite à partir de sources renouvelables, y compris ceux utilisant les certificats verts, et les régimes de soutien direct des prix, y compris les tarifs de rachat et les primes variables ou fixes. ».

Art. 3. L'article 2*bis* du même décret, inséré par le décret du 19 juillet 2018 et modifié par le décret du 5 mai 2022, est abrogé.

Art. 4. L'article 4 du même décret, modifié en dernier lieu par le décret du 5 mai 2022, est complété par un alinéa 5 rédigé comme suit :

« Toute aliénation de l'infrastructure et de l'équipement faisant partie du réseau de transport local, faite par le gestionnaire du réseau de transport local, est soumise à l'accord du Gouvernement, après avis de la CWaPE. ».

Art. 5. A l'article 8 du même décret, modifié en dernier lieu par le décret du 5 mai 2022, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1^{er}, alinéa 2, les mots « dans les conditions fixées à l'article 11, § 2, alinéa 2, 9° », « sont insérés entre les mots « pour compenser ses pertes de réseau » et les mots « et pour fournir les clients finals dans les cas prévus par le présent décret »;

2° il est inséré un paragraphe 1^{er}/1 rédigé comme suit :

« § 1^{er}/1. Par dérogation au paragraphe 1^{er}, le gestionnaire de réseau de distribution peut exercer les activités d'opérateur de réseau d'énergie thermique, de production ou de fourniture d'énergie thermique aux conditions et selon les modalités suivantes :

1° le gestionnaire de réseau de distribution crée une filiale spécifiquement dédiée à l'exercice de ces activités. La filiale déroge à l'article 16, § 2, 5°;

2° au moins vingt pour cent des administrateurs de la filiale sont des administrateurs indépendants au sens de l'article 7:87, § 1^{er}, du Code des sociétés et des associations;

3° pour chaque projet de réseau d'énergie thermique, de production ou de fourniture d'énergie thermique, la filiale visée au 1°, crée une société au sens de la Partie 1e, Livre 1^{er}, Titre 1^{er}, du Code des sociétés et des associations. La société ainsi créée peut déroger aux dispositions de l'article 16;

4° si un projet comprend l'exercice d'activités de production ou de fourniture d'énergie thermique, au moins vingt-cinq pour cent des parts du capital social de la société visée au 3° sont détenus par une entité privée ou publique autre que la filiale et ne détenant pas directement ou indirectement de participations dans le capital d'un gestionnaire de réseau de distribution. Afin de remplir cette obligation, la filiale organise une procédure d'appel à candidatures ouverte, transparente et non discriminatoire. Si à l'issue de celle-ci, aucune offre raisonnable n'a été reçue, la filiale peut déroger à ladite obligation;

5° la filiale visée au 1° peut réaliser les activités d'opérateur d'un réseau d'énergie thermique, de production ou de fourniture d'énergie thermique et créer une société au sens du 3° à condition que ces activités aient fait l'objet d'une procédure de mise en concurrence ouverte, transparente et non-discriminatoire.

Les gestionnaires de réseau de distribution peuvent exercer les activités de production et fourniture d'énergie thermique jusqu'au 1^{er} juillet 2034. Le Gouvernement peut, sur base d'une analyse de maturité du marché établie par l'administration, prolonger cette échéance de dix ans.

Dans le cadre de son activité d'opérateur de réseau d'énergie thermique, de production ou de fourniture d'énergie thermique, le gestionnaire de réseau de distribution est soumis aux droits et obligations visés dans le décret du 15 octobre 2020 relatif à l'organisation du marché de l'énergie thermique et aux réseaux d'énergie thermique.

Dans le cadre de l'exercice des activités d'opérateur de réseau d'énergie thermique, de production ou de fourniture d'énergie thermique, le gestionnaire de réseau de distribution respecte les obligations visées au paragraphe 2*bis* relatives à la tenue d'une comptabilité séparée afin d'éviter toute subsidiation croisée entre activités régulées et non régulées conformément à l'article 4, § 2, alinéa 1^{er}, 18°, du décret tarifaire.

Dans le cadre de l'exercice de sa mission de contrôle, la CWaPE peut requérir du gestionnaire de réseau de distribution concerné ainsi que de l'Administration de lui fournir tout document ou information relatifs à l'activité du gestionnaire de réseau de distribution en tant qu'opérateur de réseau d'énergie thermique, en ce compris l'ensemble de ses comptes. ».

Art. 6. Dans l'article 11, § 2, alinéa 2, du même décret, modifié en dernier lieu par le décret du 5 mai 2022, le 19° est abrogé.

Art. 7. A l'article 15 du même décret, modifié en dernier lieu par le décret du 5 mai 2022, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1^{er}, alinéa 3, les mots « ou toute autre ressource alternative » sont insérés entre les mots « et d'accès flexibles » et les mots « pour permettre d'éviter »;

2° au paragraphe 2, les modifications suivantes sont apportées :

a) à l'alinéa 1^{er}, les mots « , y compris les points de recharge, » sont insérés entre les mots « probable de la consommation » et les mots « et des productions décentralisées »;

b) à l'alinéa 2, 2°, les modifications suivantes sont apportées :

1) les mots « des installations de stockage, » sont insérés entre les mots « de la production, » et les mots « de la consommation »;

2) les mots « des points de recharge, » sont insérés entre les mots « de la consommation, » et les mots « des mesures d'efficacité énergétique »;

3) la virgule entre les mots « de flexibilité » et les mots « et des échanges avec les autres réseaux » est supprimée.

Art. 8. A l'article 15^{ter} du même décret, inséré par le décret du 11 avril 2014 et modifié en dernier lieu par le décret du 5 mai 2022, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1^{er}bis, alinéa 2, les modifications suivantes sont apportées :

a) le 11° est abrogé;

b) le 12° est abrogé;

c) l'alinéa est complété par un 20° rédigé comme suit :

« 20° l'obligation de soumettre à l'approbation de la CWaPE les règlements, contrats et conditions générales, prévues à l'article 43, § 2, alinéa 2, 2°. »;

2° au paragraphe 2^{bis}, alinéa 1^{er}, les mots « toute disposition imposée par un gestionnaire de réseau fermé professionnel par un règlement, contrat ou par des conditions générales ainsi que sur » sont insérés entre les mots « contestation portant sur » et les mots « la méthode de calcul ».

Art. 9. A l'article 16^{bis}, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du même décret, inséré par le décret du 17 juillet 2008 et modifié par le décret du 5 mai 2022, les modifications suivantes sont apportées :

1° une virgule est insérée entre les mots « ou à des tiers » et les mots « agissant sous le couvert du secret professionnel »;

2° le mot « le » est inséré entre les mots « agissant sous » et les mots « couvert du secret professionnel »;

3° une virgule est insérée entre les mots « couvert du secret professionnel » et les mots « expressément prévues ou autorisées par des dispositions légales ou réglementaires ».

Art. 10. A l'article 25^{quater} du même décret, inséré par le décret du 17 juillet 2008 et modifié en dernier lieu par le décret du 5 mai 2022, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, les modifications suivantes sont apportées :

a) les mots « Tout client final » sont remplacés par les mots « Toute personne physique ou morale ayant demandé un raccordement »;

b) les mots « , en ce compris la modification du raccordement existant, » sont insérés entre les mots « raccordement effectif » et les mots « dans les délais »;

2° au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, les modifications suivantes sont apportées :

a) les mots « des clients résidentiels » sont remplacés par les mots « en basse tension pour une puissance souscrite inférieure ou égale à 56 kVA »;

b) les mots « convention contraire » sont remplacés par les mots « demande en sens contraire du demandeur de raccordement acceptée par le gestionnaire de réseau »;

3° au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, les modifications suivantes sont apportées :

a) les mots « clients non résidentiels de la » sont remplacés par les mots « autres raccordements en »;

b) les mots « convention contraire » sont remplacés par les mots « demande en sens contraire du demandeur de raccordement acceptée par le gestionnaire de réseau »;

4° au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3°, les modifications suivantes sont apportées :

a) les mots « clients finals de » sont remplacés par les mots « raccordements à »;

b) les mots « à défaut de disposition contractuelle expresse, ce délai »

sont remplacés par les mots « qui, sauf demande en sens contraire du demandeur de raccordement acceptée par le gestionnaire de réseau, »;

5° au paragraphe 1^{er}, alinéa 2, les modifications suivantes sont apportées :

a) les mots « les clients résidentiels » sont remplacés par les mots « les demandeurs de raccordement en basse tension pour une puissance souscrite inférieure ou égale à 56 kVA »;

b) les mots « les autres clients de la » sont remplacés par les mots « les autres demandeurs de raccordement en »;

c) les mots « les clients de » sont remplacés par les mots « les demandeurs de raccordement à »;

6° au paragraphe 1^{er}, alinéa 3, 1° et 2°, les mots « le client final » sont chaque fois remplacés par les mots « le demandeur de raccordement »;

7° le paragraphe 1^{er} est complété par un alinéa 5 rédigé comme suit :

« Les délais visés au présent paragraphe peuvent être prolongés de commun accord entre le gestionnaire de réseau et toute personne physique ou morale ayant demandé un raccordement. »;

8° au paragraphe 2, alinéa 1^{er}, les mots « client final » sont remplacés par les mots « personne physique ou morale ayant demandé un raccordement »;

9° au paragraphe 3, alinéa 1^{er}, les mots « client final » sont remplacés par les mots « demandeur de raccordement »;

10° au paragraphe 3, alinéas 4 et 5, les mots « client final » sont chaque fois remplacés par le mot « demandeur »;

11° au paragraphe 4, les modifications suivantes sont apportées :

a) les mots « client final » sont remplacés par les mots « demandeur de raccordement »;

b) les mots « à l'étude, l'offre ou » sont insérés entre le mot « procéder » et les mots « au raccordement effectif ».

Art. 11. A l'article 25^{sexies}/1 du même décret, inséré par le décret du 5 mai 2022, les mots « et de stockage » sont abrogés.

Art. 12. Dans l'article 26 du même décret, le paragraphe 2^{sexies} est abrogé.

Art. 13. Dans l'article 33, § 3, du même décret, modifié en dernier lieu par le décret du 5 mai 2022, les mots « , notamment, » sont abrogés.

Art. 14. A l'article 33bis/1 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 4, les phrases « Le fournisseur peut proposer une version informatisée du formulaire. Dans ce cas, elle est mentionnée sur le formulaire papier. » sont insérées entre les mots « à l'alinéa 3. » et les mots « Ce courrier »;

2° à l'alinéa 5, les mots « pour demander la résiliation du contrat de fourniture. » sont remplacés par les mots « pour demander toute mesure visant au remboursement de la dette, l'activation du prépaiement ou la résolution du contrat de fourniture. La décision du juge peut prévoir la résolution de plein droit du contrat en cas d'échec des mesures visant au remboursement de la dette ou de l'activation du prépaiement. »;

3° l'article est complété par les alinéas 11 et 12 rédigés comme suit :

« Tout jugement prononçant la résiliation du contrat autorise de plein droit la coupure par le gestionnaire du réseau de distribution concerné, en ce compris l'accès au compteur avec l'aide de la force publique si nécessaire.

Dans l'hypothèse où le client est domicilié à l'adresse de consommation, le fournisseur ne peut faire procéder à la coupure qu'un mois après la signification au ménage du jugement de résolution. Le fournisseur doit communiquer par écrit sa décision de procéder à cette coupure en exécution de ce jugement au C.P.A.S. de la commune du domicile de son client, sauf si le ménage a précédemment refusé la communication de son nom. ».

Art. 15. A l'article 34, § 1^{er}, 2°, du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° au *f*) :

a) le mot « gratuitement » est inséré entre les mots « assurer » et les mots « la communication »;

b) les mots « endéans les dix jours » sont insérés après les mots « en fait la demande »;

2° il est complété par un *l*) rédigé comme suit :

« *l*) Sauf mauvaise foi prouvée du client final, en cas d'estimation d'index durant plusieurs années, une rectification des données de mesure ou de comptage et de la facturation qui en découle ne peut se rapporter à une période de plus de vingt-quatre mois précédant le dernier relevé réel des compteurs. La somme totale d'électricité consommée entre les deux derniers relevés d'index réels est répartie par le gestionnaire de réseau sur toute la période de temps écoulée entre les deux relevés réels et seule la consommation correspondant aux vingt-quatre derniers mois peut être facturée au client final. Une rectification en faveur de l'utilisateur du réseau porte au-delà de la période de vingt-quatre mois précédant le dernier relevé réel des compteurs.

En cas de mauvaise foi prouvée du client final et dans l'hypothèse où le gestionnaire de réseau de distribution n'a pas respecté ses obligations en vertu des textes légaux et réglementaires qui lui sont applicables, notamment en matière de relevé de données de mesure ou de comptage et de dispositifs de comptage, prévues par le présent décret et ses arrêtés d'exécution, la rectification ne peut pas aller au-delà d'un délai de 5 ans. ».

Art. 16. A l'article 34bis, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, inséré par le décret du 17 juillet 2008 et modifié en dernier lieu par le décret du 5 mai 2022, du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° au *d*) :

i) le mot « lisibles, » est inséré entre les mots « sont » et le mot « équitables »;

ii) les mots « de leurs droits » sont insérés entre les mots « à l'exercice » et les mots « par les clients »;

les mots « de leurs droits » sont abrogés;

2° au *f*), les mots « de manière visible » sont insérés entre les mots « informer » et les mots « les clients finals ».

Art. 17. A l'article 35 du même décret, modifié en dernier lieu par le décret du 5 mai 2022, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1^{er} :

a) à l'alinéa 2, les mots « a lieu systématiquement » sont remplacés par les mots « ont lieu systématiquement »;

b) à l'alinéa 3, le mot « acquiert » est remplacé par les mots « met en service »;

c) l'alinéa 4 est remplacé par ce qui suit :

« Le Gouvernement détermine les conditions dans lesquelles le placement d'un compteur communicant ou l'activation de la fonction communicante d'un compteur communicant sont considérés comme techniquement impossible ou non économiquement raisonnable. »;

d) l'alinéa 7 est remplacé par ce qui suit :

« Au plus tard au 31 décembre 2029, le gestionnaire de réseau de distribution atteint l'objectif de cent pour cent de compteurs communicants installés sur son réseau. »;

2° au paragraphe 3, alinéa 2, les modifications suivantes sont apportées :

a) les mots « d'un compteur communicant » sont insérés entre les mots « son refus de placement » et les mots « ou d'activation »;

b) les mots « de la fonction communicante du compteur communicant » sont insérés entre les mots « ou d'activation » et les mots « entraîne les conséquences suivantes : »;

c) au 1°, les mots « de relève des index manuel » sont remplacés par les mots « de relève manuelle des index »;

d) l'alinéa est complété par les 6° et 7° rédigés comme suit :

« 6° l'impossibilité d'activer la fonction de prépaiement;

7° l'impossibilité technique de vérifier l'absence de problème de qualité de tension lié au réseau de distribution, rendant la demande d'indemnisation pour décrochage d'onduleur tel que visé à l'article 25sexies/1 du présent décret irrecevable. ».

Art. 18. A l'article 35bis, inséré par le décret du 19 juillet 2018 et modifié par le décret du 5 mai 2022, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 3, alinéa 2, les modifications suivantes sont apportées :

a) les mots « L'estimation visée au paragraphe 2, 1°, » sont remplacés par les mots « Afin de permettre au client final en mode prépaiement un suivi suffisamment fréquent de l'évolution de sa consommation en fermes budgétaires, l'estimation visée au paragraphe 2, 1°, »;

b) le mot « 24 » est remplacé par le mot « vingt-quatre »;

2° l'article est complété par un paragraphe 5 rédigé comme suit :

« § 5. Le Gouvernement fixe la fréquence minimum d'enregistrement des données sur le compteur communicant ainsi que les modalités de conservation de ces données pour tenir compte des impositions européennes liées au marché de l'électricité. ».

Art. 19. A l'article 35ter, inséré par le décret du 19 juillet 2018 et modifié par le décret du 5 mai 2022, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, les mots « dans le strict respect » sont remplacés par les mots « sans préjudice »;

2° au paragraphe 1^{er}, l'alinéa 2 est abrogé;

3° au paragraphe 2, alinéa 1^{er}, le mot « agrégées » est inséré entre les mots « de ces données » et les mots « vers les acteurs de marché ».

Art. 20. A l'article 35quinquies, § 1^{er}, alinéa 2, du même décret, inséré par le décret du 19 juillet 2018 et modifié par le décret du 5 mai 2022, les mots « de consommation » sont remplacés par les mots « de prélèvement ».

Art. 21. A l'article 35septies du même décret, inséré par le décret du 19 juillet 2018 et modifié par le décret du 5 mai 2022, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1^{er}, l'alinéa 1^{er} est abrogé;

2° au paragraphe 1^{er}, alinéa 2 devenu alinéa 1^{er}, le mot « communicants » est inséré entre les mots « Les compteurs » et les mots « et réseaux intelligents »;

3° le paragraphe 2, alinéa 2, est remplacé par ce qui suit :

« Le gestionnaire de réseau de distribution traite les données issues du compteur communicant uniquement pour réaliser ses missions légales ou réglementaires qui lui incombent par ou en vertu du présent décret. »;

4° au paragraphe 3, alinéa 1^{er}, les modifications suivantes sont apportées :

a) les mots « traiter les informations » sont remplacés par les mots « traiter les données issues »;

b) le mot « éclairée » est remplacé par le mot « éclairé »;

c) le mot « , explicite » est inséré entre les mots « spécifique, éclairé » et les mots « et univoque »;

d) les mots « lorsque les informations » sont remplacés par les mots « lorsque les données »;

5° au paragraphe 3, alinéa 2, les modifications suivantes sont apportées :

a) les mots « données de comptage à caractère personnel » sont remplacés par les mots « données issues d'un compteur communicant »;

b) au 1°, les mots « de comptage » sont abrogés;

c) au 1° les mots « issues des compteurs communicants » sont ajoutés après les mots « à caractère personnel »;

d) au 2°, les mots « le commerce d'informations » sont remplacés par les mots « le commerce de données »;

e) au 2°, les mots « données de comptage » sont remplacés par les mots

« données issues des compteurs communicants »;

6° le paragraphe 3, alinéa 3, est remplacé par ce qui suit :

« Le tiers qui collecte des données à caractère personnel via le port de sortie ou via tout autre dispositif devient responsable du traitement de ces données. Cette collecte de données a uniquement lieu avec le consentement préalable, libre, spécifique, éclairé et explicite du client final, dans les conditions fixées à l'alinéa 1^{er}. A cette fin, le tiers informe préalablement le client final des droits qu'il peut exercer sur ces données. »;

7° au paragraphe 4, alinéa 1^{er}, les modifications suivantes sont apportées :

a) le mot « aux » est inséré entre les mots « aux destinataires et » et les mots « catégories de destinataires suivants »;

b) les 1° à 3° sont remplacés par les points 1° à 7° rédigés comme suit :

« 1° les fournisseurs en vue de la fourniture d'électricité et de services, de la facturation et de la gestion de la clientèle conformément aux obligations visées à l'article 34bis;

2° les autres gestionnaires de réseaux en vue d'assurer la gestion et la sécurité opérationnelle de leur réseau;

3° les responsables d'équilibre en vue d'assurer l'équilibre du réseau;

4° les fournisseurs de services énergétiques, les fournisseurs de service de flexibilité et les agrégateurs en vue de la fourniture de services et de la gestion de la clientèle;

5° les autorités publiques, les organismes et les personnes physiques ou morales en vue de l'accomplissement des missions d'intérêt public qui leur sont confiées par ou en vertu d'une loi, d'un décret ou d'une ordonnance;

6° la CWaPE en vue de l'exécution de ses tâches, missions et obligations qui lui sont imposées par ou en vertu du présent décret;

7° un tiers à condition que le gestionnaire de réseau de distribution, sur demande du tiers concerné, ait obtenu le consentement préalable, libre, univoque, éclairé et explicite du client final quant à la transmission de ses données par le gestionnaire de réseau de distribution à ce tiers. »;

8° au paragraphe 4, l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« Chacun de ces destinataires est, pour ce qui le concerne, responsable du traitement des données à caractère personnel fournies par le gestionnaire de réseau de distribution. »;

9° au paragraphe 4, l'alinéa 3 est remplacé par ce qui suit :

« Le gestionnaire du réseau de distribution accorde aux destinataires énumérés à l'alinéa 1^{er} l'accès aux données strictement nécessaires à l'exécution de leurs tâches et missions respectives. »;

10° au paragraphe 5, les modifications suivantes sont apportées :

a) à l'alinéa 1^{er} :

1) les mots « de comptage à caractère personnel » sont remplacés par les mots « issues des compteurs communicants à caractère personnel »;

2) les mots « personnelles dérivées ne peuvent être conservées que le temps » sont remplacés par les mots « dérivées peuvent uniquement être conservées le temps »;

3) les mots « En tout état de cause, ce délai » sont remplacés par les mots « Ce délai »;

4) les mots « à partir de la collecte des données » sont ajoutés après les mots « ne peut pas excéder cinq ans »;

b) à l'alinéa 3, les mots « transmises de façon anonyme » sont remplacés par le mot « anonymisées »;

11° au paragraphe 6, les modifications suivantes sont apportées :

a) l'alinéa 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« Suite à l'installation du compteur communicant et préalablement à la mise en oeuvre du traitement des données issues des compteurs communicants, le gestionnaire de réseau de distribution communique aux utilisateurs du réseau les informations listées à l'article 13 du règlement 2016/679/UE du 27 avril 2016. »;

b) à l'alinéa 2, les mots « Les informations visées à l'alinéa 1^{er} » sont remplacés par les mots « Ces informations, listées à l'article 13 du règlement 2016/679/UE du 27 avril 2016, »;

c) le paragraphe 6 est complété par deux alinéas rédigés comme suit :

« L'accès par le client final à ses propres données est gratuit.

Les autres responsables de traitement visés au paragraphe 4 transmettent les informations visées à l'alinéa 1^{er} aux clients finals préalablement à la mise en oeuvre du traitement des données issues des compteurs communicants conformément à l'alinéa 2. »;

12° au paragraphe 7, l'alinéa 1^{er} est remplacé par deux alinéas rédigés comme suit :

« § 7. L'accès automatisé par le fournisseur ou le fournisseur de service de flexibilité aux données issues des compteurs communicants disponibles dans les bases de données du gestionnaire du réseau de distribution à des fins de facturation a lieu via le MIG.

L'accès automatisé par des tiers autres que le fournisseur du client final ou son fournisseur de service de flexibilité aux données issues des compteurs communicants disponibles dans les bases de données du gestionnaire du réseau de distribution à des fins autres que la facturation a lieu via le MIG TPDA dans le respect des finalités prescrites par le paragraphe 4. ».

Art. 22. L'article 35*octies*, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du même décret, inséré par le décret du 15 mai 2022, est complété par un 10° rédigé comme suit :

« 10° acheter de l'électricité renouvelable issue d'un échange de pair à pair. ».

Art. 23. A l'article 35*nonies*, § 2, alinéa 8, du même décret, inséré par le décret du 5 mai 2022, les mots « 3 et 5 » sont remplacés par les mots « 4 et 6 ».

Art. 24. L'article 35*decies* du même décret, inséré par le décret du 5 mai 2022, est abrogé.

Art. 25. L'article 35*undecies*, est complété par un paragraphe 5 rédigé comme suit :

« § 5. Les communautés d'énergie renouvelables sont accessibles à tous les consommateurs, y compris à faibles revenus ou vulnérables. ».

Art. 26. Dans l'article 35*duodecies*, § 1^{er}, alinéa 2, le 5° est remplacé par ce qui suit :

« 5° les conditions objectives, transparentes, non discriminatoires et proportionnées de participation et de retrait à la communauté ainsi que les conditions de cession et de transmission des parts et apports des actionnaires; ».

Art. 27. A l'article 35*quaterdecies*, § 1^{er}, alinéa 2, du même décret, inséré par le décret du 5 mai 2022, les modifications suivantes sont apportées :

1° le mot « pas » est inséré entre les mots « ne peuvent » et les mots « être situées »;

2° le mot « amont » est remplacé par le mot « aval ».

Art. 28. A l'article 35*sexdecies*, § 2, alinéa 2, du même décret, inséré par le décret du 5 mai 2022, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots « de production » sont remplacés par les mots « d'injection »; 2° le mot « consommation » est remplacé par le mot « prélèvement ».

Art. 29. A l'article 35*novodecies* du même décret, inséré par le décret du 5 mai 2022, le paragraphe 3 est abrogé.

Art. 30. Dans le chapitre X du même décret, il est inséré un article 36*quinquies* rédigé comme suit :

« Art. 36*quinquies*. § 1^{er}. En vue d'atteindre ou de dépasser les objectifs régionaux d'utilisation ou de production d'électricité verte, le Gouvernement, sur délégation explicite, peut mettre en oeuvre des régimes d'aide. Ces délégations sont soumises aux conditions et principes visés au présent article.

§ 2. Les régimes d'aide constituent une incitation à l'intégration de l'électricité verte au marché de l'électricité de manière à être fondés sur le marché et à réagir aux signaux de marché, tout en évitant les distorsions inutiles sur les marchés de l'électricité et en tenant compte des éventuels coûts d'intégration au système et de la stabilité du réseau.

§ 3. Les régimes d'aide accordés pour l'électricité verte sont conçus de manière à assurer une intégration optimale de ce type d'électricité sur le marché de l'électricité et à garantir que les producteurs d'électricité renouvelable répondent aux signaux de prix du marché et maximisent les revenus qu'ils tirent du marché.

À cette fin, en ce qui concerne les régimes de soutien direct des prix, l'aide est accordée sous la forme d'une prime de marché qui peut être, entre autres, variable ou fixe.

Le Gouvernement peut exempter les petites installations de production et les projets de démonstration des dispositions du présent paragraphe, sans préjudice de la réglementation européenne applicable dans le domaine du marché intérieur de l'électricité.

§ 4. Le Gouvernement garantit que les aides sont accordées pour l'électricité verte de manière ouverte, transparente, concurrentielle, non discriminatoire et efficace au regard des coûts.

Le Gouvernement peut exempter les petites installations de production et les projets de démonstration des procédures de mise en concurrence. Le Gouvernement définit le cas échéant la notion de petite installation de production.

Le Gouvernement peut aussi envisager de mettre en place des mécanismes visant à assurer la diversification géographique dans le déploiement de l'électricité verte, afin notamment de garantir une intégration au système qui soit efficace au regard des coûts.

Les régimes d'aide bénéficiant d'une décision de la Commission européenne déclarant leur compatibilité avec le marché intérieur de l'Union européenne sont présumés de manière irréfragable répondre aux critères visés à l'alinéa 1^{er}.

§ 5. Sans préjudice du paragraphe 4, le Gouvernement peut limiter les procédures de mise en concurrence à certaines technologies dans le cas où l'ouverture des régimes d'aide à tous les producteurs d'électricité verte entraînerait des résultats insuffisants pour les raisons suivantes :

- 1° le potentiel à long terme d'une technologie donnée;
- 2° le besoin de diversification;
- 3° les coûts d'intégration au réseau;
- 4° les contraintes et la stabilité du réseau;
- 5° pour la biomasse, la nécessité d'éviter des distorsions sur les marchés des matières premières.

§ 6. Lorsqu'une aide en faveur de l'électricité verte est accordée au moyen d'une procédure de mise en concurrence, le Gouvernement, pour garantir un taux élevé de réalisation des projets :

1° définit et publie des critères non discriminatoires et transparents pour l'admissibilité aux procédures de mise en concurrence et fixe des dates et des règles relatives au délai de mise en service du projet;

2° publie les informations pertinentes sur les procédures de mise en concurrence antérieures, notamment sur le taux de réalisation des projets. ».

Art. 31. L'article 37 du même décret, modifié en dernier lieu par le décret du 5 mai 2022, est complété par les paragraphes 6 et 7 rédigés comme suit :

« § 6. Le Gouvernement publie annuellement ou lorsque nécessaire un calendrier à long terme préfigurant l'allocation escomptée des certificats verts.

§ 7. Le Gouvernement évalue au moins tous les cinq ans l'efficacité et l'efficience du système de certificats verts. Le rapport issu de cette évaluation est rendu public. ».

Art. 32. Dans l'article 38 du même décret, modifié en dernier lieu par le décret du 31 janvier 2019, il est inséré un paragraphe 6^{ter} rédigé comme suit :

« § 6^{ter}. Toute modulation à la baisse du nombre de certificats verts octroyés aux installations de production d'électricité verte, en cours de période d'octroi, est soumise aux conditions cumulatives suivantes :

- 1° les critères déterminant la modulation sont objectifs;
- 2° les critères déterminant la modulation sont d'application au moment de l'ouverture du droit à l'octroi de certificats verts;
- 3° la modulation ne compromet pas la viabilité économique des installations concernées. ».

Art. 33. Dans l'article 39, § 1^{er}, du même décret, l'alinéa 2 est complété par ce qui suit :

« Le Gouvernement détermine les modalités de remboursement de la modulation de la quantité minimale visée à l'alinéa 1^{er} erronément accordée à un client final ou un autoproducteur conventionnel ou à la suite de son retrait d'une communauté carbone ou à la suite de l'inexécution des obligations d'une convention carbone conclue conformément à l'article 34, alinéa 1^{er}, 4°, du décret du 16 novembre 2023 Neutralité Carbone. Le remboursement n'est pas réalisé par l'intermédiaire des fournisseurs et est effectué au bénéfice de la surcharge visée à l'article 42^{bis}. ».

Art. 34. Dans l'article 42^{bis} du même décret, inséré par le décret du 11 décembre 2013 et modifié en dernier lieu par le décret du 20 janvier 2022, les modifications suivantes sont apportées :

1° les alinéas 1^{er} à 3 du paragraphe 5 sont remplacés par ce qui suit :

« § 5. Pour chaque kWh prélevé du réseau et consommé par les clients finals à partir du 1^{er} janvier 2024 ou de la date déterminée dans une convention carbone conclue conformément à l'article 34, alinéa 1^{er}, 4°, du décret du 16 novembre 2023 Neutralité Carbone, à partir d'un ou plusieurs points d'accès identifiés par un code EAN, une exonération partielle du premier terme de la surcharge visée au paragraphe 1^{er} est accordée seulement aux clients finals suivants :

1° quatre-vingt-cinq pour cent pour les clients finals membres d'une communauté carbone au sens de l'article 28 du décret du 16 novembre 2023 Neutralité Carbone qui a conclu une convention carbone conformément à l'article 34, alinéa 1^{er}, 4°, du décret du 16 novembre 2023 Neutralité Carbone, prélevant de l'électricité à partir d'un ou plusieurs points d'accès identifiés par un code EAN inclus dans la communauté carbone, pour une activité relevant d'un secteur exposé à un risque important que des activités soient délocalisées en dehors de l'Union européenne, visé à la section 4.11.3.1, point 405, a), et listé à l'annexe 1e, de la Communication de la Commission européenne (2022/C 80/01) relative aux lignes directrices concernant les aides d'état au climat à la protection de l'environnement et à l'énergie pour 2022;

2° septante-cinq pour cent pour les clients finals membres d'une communauté carbone au sens de l'article 28 du décret du 16 novembre 2023 Neutralité Carbone qui a conclu une convention carbone conformément à l'article 34, alinéa 1^{er}, 4°, du décret du 16 novembre 2023 Neutralité Carbone, prélevant de l'électricité à partir d'un ou plusieurs points d'accès identifiés par un code EAN inclus dans la communauté carbone, pour une activité relevant d'un secteur exposé à un risque que des activités soient délocalisées en dehors de l'Union européenne, visé à la section 4.11.3.1, point 405, b), et listé à l'annexe 1e, de la Communication de la Commission européenne (2022/C 80/01) relative aux lignes directrices concernant les aides d'état au climat à la protection de l'environnement et à l'énergie pour 2022;

3° cinquante pour cent pour les clients finals non visés aux points 1° et 2°, raccordés à un niveau de tension supérieur à la basse tension et dont la consommation annuelle est supérieure à un GWh, prélevant de l'électricité à partir d'un point d'accès identifié par un code EAN, pour une activité relevant des codes NACE primaires suivants :

- a) enseignement, 85;
- b) hôpitaux, 86;
- c) médico-social, 87-88.

En tenant compte de tous les termes de la surcharge, les clients finals visés à l'alinéa 1^{er}, 1°, s'acquittent d'au moins quinze pour cent de la surcharge telle que calculée sans exonération partielle. Tenant compte de tous les termes de la surcharge, les clients finals visés à l'alinéa 1^{er}, 2°, s'acquittent d'au moins vingt-cinq pour cent de la surcharge telle que calculée sans exonération partielle. Les seuils sont calculés de manière globale pour l'ensemble des points d'accès du client final, même si ces points d'accès sont identifiés dans différentes communautés carbone.

L'exonération partielle accordée aux clients finals ne peut aboutir à un prélèvement inférieur à 0,5 EUR/MWh, déterminé sur une base trimestrielle.

Les entreprises en difficulté telles que définies par la Communication de la Commission européenne (2014/C 249/01) relative aux lignes directrices concernant les aides d'État au sauvetage et à la restructuration d'entreprises en difficulté autres que les établissements financiers ne sont pas éligibles à l'exonération partielle du premier terme de la surcharge visée au paragraphe 1^{er}.

Les entreprises faisant l'objet d'une décision de la Commission ordonnant la récupération d'une aide illégale et incompatible avec le marché intérieur qui n'est pas encore exécutée définitivement ou provisoirement, par exemple par la mise en place d'un compte bloqué, ne sont pas éligibles à l'exonération partielle du premier terme de la surcharge visée au paragraphe 1^{er} jusqu'au remboursement définitif ou provisoire de l'aide illégale et incompatible. »;

2° le paragraphe 6 est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Le Gouvernement détermine les modalités de remboursement de l'exonération partielle du premier terme de la surcharge erronément accordée à un client final, ou lorsque le prélèvement est inférieur au seuil visé au paragraphe 5, alinéa 3, ou à la suite de son retrait d'une communauté carbone ou à la suite de l'inexécution des obligations d'une convention carbone conclue conformément à l'article 34, alinéa 1^{er}, 4°, du décret du 16 novembre 2023 Neutralité Carbone. Le remboursement n'est pas réalisé par l'intermédiaire des fournisseurs et est effectué au bénéfice de la surcharge. »;

3° dans le paragraphe 7, l'alinéa 3 est complété par les mots « et à l'article 54/1 »;

4° dans les paragraphes 8 et 9, les mots « la CWaPE » sont chaque fois remplacés par les mots « l'Administration »;

5° l'article est complété par le paragraphe 10 rédigé comme suit :

« § 10. Le Gouvernement est habilité à déterminer la méthodologie de contrôle du seuil de l'exonération partielle visée au paragraphe 5, alinéa 3, et à modifier la procédure d'actualisation de la liste de référence des clients finals visée au paragraphe 7, ainsi que la procédure de communication et de paiement des montants des exonérations dues visée au paragraphe 8. ».

Art. 35. Dans l'article 42bis/1, alinéa 1^{er}, du même décret, inséré par le décret du 5 mai 2022, les mots « suivant la publication d'une décision de l'Administration » sont remplacés par les mots « suivant la notification ou publication de tout acte de l'Administration ».

Art. 36. A l'article 43bis, § 2, alinéa 2, du même décret, inséré par le décret du 7 juillet 2008, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° les mots « et ne sort ses effets qu'après avoir été approuvé par le Gouvernement » sont abrogés;
- 2° les mots « de cette approbation » sont remplacés par les mots « suivant son adoption ».

Art. 37. A l'article 48, § 2, du même décret, modifié en dernier lieu par le décret du 5 mai 2022, à l'alinéa 2, les mots « télécopie ou courrier électronique » sont remplacés par les mots « formulaire en ligne, courrier électronique ou par tout autre moyen proposé par le Service régional de médiation ».

Art. 38. A l'article 48bis du même décret, inséré par le décret du 5 mai 2022, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° le paragraphe 1^{er} est complété par les mots « ainsi que sur toute disposition imposée par un gestionnaire de réseau fermé professionnel par un règlement, contrat ou par des conditions générales. »;
- 2° au paragraphe 2, alinéa 1^{er}, les mots « sur base desquels la méthode de calcul et les tarifs ont été établis » sont abrogés.

Art. 39. Dans l'article 51ter, § 1^{er}, 12°, du même décret, modifié en dernier lieu par le décret du 17 juillet 2018, les mots « et à l'article 6 de l'Accord de coopération du 22 septembre 2023 entre l'État fédéral, la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale relatif à certaines dispositions du partage des objectifs belges climat et énergie pour le début de la période 2021-2030 et au partage des revenus fédéraux de la mise aux enchères des quotas d'émissions pour les années 2015 à 2020 incluse » sont insérés après les mots « pour la période 2013-2020 ».

Art. 40. L'article 51quinquies du même décret, inséré par le décret du 17 juillet 2008, est complété par un paragraphe 3 rédigé comme suit :

« § 3. Par dérogation aux paragraphes 1^{er} et 2, la consommation d'électricité utilisée par une installation dédiée uniquement au stockage et raccordée directement au réseau n'est pas prise en compte pour l'établissement de la redevance. ».

Art. 41. L'article 52, § 1^{er}, du même décret, modifié en dernier lieu par le décret du 17 juillet 2008, est complété par un 3° rédigé comme suit :

« 3° ceux qui, à l'exception de la CWaPE et des gestionnaires de réseaux, ainsi que de leurs filiales, contreviennent aux règles de confidentialité fixées par le présent décret et ses arrêtés d'exécution. ».

Art. 42. A l'article 53, § 1^{er}, du même décret, modifié en dernier lieu par le décret 5 mai 2022, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 3, le mot « annuel » est inséré entre les mots « trois pour cent du chiffre d'affaires » et les mots « que la personne en cause a réalisé »;

2° le paragraphe est complété par un alinéa 4 rédigé comme suit :

« Par dérogation à l'alinéa 3, le montant de l'amende administrative que la CWaPE peut infliger au gestionnaire de réseau de transport local est compris entre 250 euros et 200 000 euros ou dix pour cent du chiffre d'affaires annuel que la personne en cause a réalisé sur le marché régional de l'électricité au cours du dernier exercice écoulé, si ce dernier montant est supérieur. ».

Art. 43. A l'article 54/1 du même décret, inséré par le décret du 5 mai 2022, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 3, le mot « annuel » est inséré entre les mots « trois pour cent du chiffre d'affaires » et les mots « que la personne en cause a réalisé »;

2° l'article est complété par un alinéa 4 rédigé comme suit :

« Par dérogation à l'alinéa 3, le montant de l'amende administrative que l'Administration peut infliger au gestionnaire de réseau de transport local est compris entre 250 euros et 200 000 euros ou dix pour cent du chiffre d'affaires annuel que la personne en cause a réalisé sur le marché régional de l'électricité au cours du dernier exercice écoulé, si ce dernier montant est supérieur. ».

CHAPITRE 2. — *Modifications du décret du 19 décembre 2002 relatif à l'organisation du marché régional du gaz*

Art. 44. À l'article 2 du décret du 19 décembre 2002 relatif à l'organisation du marché régional du gaz, modifié en dernier lieu par le décret du 6 octobre 2022, les modifications suivantes sont apportées :

1° il est inséré un 28^{ter} rédigé comme suit :

« 28^{ter} « Message Implementation Guide Third Party Data Access », en abrégé « MIG TPDA » : le manuel décrivant les règles, les procédures et le protocole de communication suivis pour l'échange de données de comptage non validées entre le gestionnaire de réseau de distribution et les parties tierces mandatées par l'utilisateur du réseau; »;

2° l'article est complété par les 60° et 61° rédigés comme suit :

« 60° « donnée issue du compteur communicant » : toute donnée traitée à la suite du placement d'un compteur communicant ou de l'activation de la fonction communicante d'un compteur communicant chez un client final, et qui concerne soit des données techniques, de comptage ou d'identification;

61° « gestionnaire du réseau de transport de gaz naturel » : le gestionnaire tel que défini à l'article 1°, 31°, de la loi du 12 avril 1965 relative au transport de produits gazeux et autres par canalisations. ».

Art. 45. L'article 16, § 2, alinéa 5, du même décret, modifié en dernier lieu par le décret du 21 mai 2015, est complété par un 9° rédigé comme suit :

« 9° le nombre de placements de compteurs communicants dans les cas visés à l'article 33bis/1 et l'activation de leur fonction communicante. ».

Art. 46. Dans le même décret, il est inséré, après l'article 33bis, un chapitre VII/1 intitulé « Compteurs communicants ».

Art. 47. Dans le chapitre VII/1, inséré par l'article 46, il est inséré un article 33bis/1 rédigé comme suit :

« Art. 33bis/1. § 1^{er}. A moins que cela soit techniquement impossible ou non économiquement raisonnable ou en cas de refus de l'utilisateur du réseau conformément au paragraphe 3, l'installation et l'activation de la fonction communicante d'un compteur communicant ont lieu systématiquement dans les cas suivants :

1° lorsque la fonction de prépaiement a été activée conformément au présent décret;

2° lorsqu'un utilisateur du réseau de distribution le demande, et ce selon les tarifs publiés conformément aux règles prévues dans le décret tarifaire.

Le Gouvernement détermine les conditions dans lesquelles le placement d'un compteur communicant ou l'activation de la fonction communicante d'un compteur communicant sont considérés comme techniquement impossibles ou non économiquement raisonnables.

Le Gouvernement précise les obligations du gestionnaire de réseau de distribution en cas d'impossibilité d'activation de la fonction communicante, en termes d'information de l'utilisateur et de délai maximum d'activation.

Le Gouvernement précise le délai maximum à charge du gestionnaire de réseau de distribution pour le placement du compteur communicant dans le cas visé à l'alinéa 1^{er}, 2°.

§ 2. La CWaPE publie annuellement un rapport sur l'évolution du nombre de placements des compteurs communicants en ce compris le développement de services annexes en Région wallonne. Ce rapport comprend également un volet sur l'évolution du nombre de compteurs à budget.

Un état des lieux du nombre de placements des compteurs communicants gaz est présenté lors des réunions du Comité de suivi du déploiement des compteurs communicants en électricité tel que visé à l'article 35, § 2, alinéa 3, du décret électricité.

§ 3. Tout client final peut refuser le placement d'un compteur communicant ou l'activation de la fonction communicante. En fonction de ses disponibilités techniques, le gestionnaire de réseau de distribution place soit un compteur communicant dont la fonction communicante est désactivée, soit un compteur non doté de la capacité de transmettre et de recevoir des données.

Il informe le client final que son refus de placement d'un compteur communicant ou d'activation de la fonction communicante du compteur communicant entraîne les conséquences suivantes :

1° l'obligation de relève manuelle des index lorsqu'un processus de marché le nécessite;

2° l'impossibilité d'activer la fonction de prépaiement. ».

Art. 48. Dans le chapitre VII/1, inséré par l'article 46, il est inséré un article 33bis/2 rédigé comme suit :

« Art. 33bis/2. § 1^{er}. Le compteur communicant fournit localement à l'utilisateur du réseau des informations en temps quasi réel sur le gaz qu'il prélève. Ces informations sont affichables en temps quasi réel sur l'écran du compteur.

Le compteur communicant est conforme à l'arrêté royal du 3 août 2012 relatif au suivi en service des compteurs de gaz utilisés en milieu résidentiel, milieu commercial et milieu industriel léger.

§ 2. Le compteur communicant est doté, dès son installation ou, le cas échéant, dès l'activation de la fonction communicante, des fonctionnalités suivantes :

1° le fonctionnement en mode prépaiement et l'affichage d'une estimation du solde disponible sur l'écran du compteur;

2° la lecture à distance, par le gestionnaire de réseau de distribution, de façon sécurisée, des index pour le gaz prélevé;

3° la coupure et, après contrôle de l'étanchéité de l'installation, l'autorisation de rétablissement à distance du compteur;

4° la supervision à distance et l'enregistrement d'alarmes;

5° la réalisation de mises à jour à distance.

Afin de permettre au client final en mode prépaiement un suivi suffisamment fréquent de l'évolution de sa consommation en termes budgétaires, l'estimation visée à l'alinéa 1^{er}, 1°, est actualisée au minimum une fois par vingt-quatre heures sur le compteur et est enregistrée au maximum une fois par heure sur le compteur ou un autre support. Lorsque le crédit disponible passe sous le seuil fixé par le Gouvernement, cette information est communiquée au client final. Le Gouvernement précise les modalités de communication du dépassement du seuil ainsi que les modalités relatives au rechargement gratuit, sécurisé et au moyen de différents modes de paiement non discriminatoires des compteurs communicants dont la fonction de prépaiement est activée.

§ 3. L'enregistrement des données sur le compteur communicant a lieu au maximum une fois par heure.

Par défaut, les données enregistrées sont transmises au maximum une fois par jour du compteur communicant vers le gestionnaire du réseau de distribution. Le rapatriement de ces données vers le gestionnaire de réseau de distribution peut être plus fréquent dans le cas où la fonction de prépaiement est activée ou pour l'accomplissement par le gestionnaire de réseau de distribution de la mission de surveillance du réseau par et en vertu du présent décret. ».

Art. 49. Dans le chapitre VII/1, inséré par l'article 46, il est inséré un article 33bis/3 rédigé comme suit :

« Art. 33bis/3. § 1^{er}. Le gestionnaire du réseau de distribution peut, à distance, fermer ou autoriser le rétablissement du compteur communicant d'un client sans préjudice des conditions et procédures fixées par ou en vertu du présent décret et, s'agissant d'un client résidentiel, du Livre VI du Code de droit économique et de la législation relative à la protection de la vie privée.

§ 2. Sans préjudice des dispositions prévues en matière de prépaiement, le régime de comptage par défaut est celui dont seuls les volumes de gaz prélevés sont utilisés dans les processus de marché. La transmission de ces données agrégées vers les acteurs de marché est effectuée, par défaut, sur base annuelle. L'utilisateur du réseau équipé d'un compteur communicant peut choisir librement un autre régime de comptage défini dans le règlement technique.

Sans préjudice des dispositions prévues en matière de prépaiement, la fréquence de facturation par défaut est annuelle. Chaque régime de comptage permet une facturation plus fréquente fondée sur la consommation réelle.

§ 3. Le gestionnaire de réseau de distribution permet aux utilisateurs d'assurer la consultation libre et gratuite de leurs données de consommation. A cette fin, le gestionnaire de réseau de distribution est responsable de la conception, de la mise en oeuvre et de l'exploitation d'une plateforme informatisée permettant aux utilisateurs de consulter librement et gratuitement leurs données issues du compteur communicant, en ce compris les données non validées de prélèvement. Le Gouvernement détermine les modalités de consultation, dont notamment le type et le format des données ainsi que les périodes concernées. ».

Art. 50. Dans le chapitre VII/1, inséré par l'article 46, il est inséré un article 33bis/4 rédigé comme suit :

« Art. 33bis/4. § 1^{er}. Les compteurs communicants et réseaux intelligents doivent être conçus de manière à éviter la destruction, accidentelle ou illicite, l'accès et la modification des données à caractère personnel ainsi qu'à permettre une communication sécurisée de ces données en tenant dûment compte des meilleures techniques disponibles pour garantir le plus haut niveau de protection en matière de cybersécurité, tout en veillant à la maîtrise des coûts et au respect du principe de proportionnalité.

§ 2. Le gestionnaire de réseau de distribution est le responsable de traitement des données à caractère personnel qu'il collecte, issues du compteur communicant.

Le gestionnaire de réseau de distribution traite les données issues du compteur communicant uniquement pour réaliser ses missions légales ou réglementaires qui lui incombent par ou en vertu du présent décret.

§ 3. Sans préjudice du droit permanent du gestionnaire du réseau de distribution, nul ne peut lire, exporter ou traiter les données issues d'un compteur communicant sans l'accord préalable, libre, spécifique, éclairé, explicite et univoque de l'utilisateur du réseau concerné sauf lorsque la divulgation à un tiers est autorisée par une disposition légale ou réglementaire ou lorsque les données sont transmises à un sous-traitant agissant au nom et pour le compte du gestionnaire de réseau de distribution.

Sont interdits, les traitements de données issues d'un compteur communicant ayant les finalités suivantes :

1° le commerce de données à caractère personnel issues des compteurs communicants;

2° le commerce de données ou de profils énergétiques établis statistiquement à partir des données issues des compteurs communicants à caractère personnel mesurées périodiquement qui permettent de déduire les comportements de consommation du client final;

3° l'établissement de listes des clients finals concernant les fraudeurs et les mauvais payeurs.

Le tiers qui collecte des données à caractère personnel via le port de sortie ou via tout autre dispositif devient responsable du traitement de ces données. Cette collecte de données n'a lieu qu'avec le consentement préalable, libre, spécifique, éclairé et explicite du client final, dans les conditions fixées à l'alinéa 1^{er}. A cette fin, le tiers informe préalablement le client final des droits qu'il peut exercer sur ces données.

§ 4. Dans les conditions fixées par et en vertu du présent décret, le gestionnaire de réseau de distribution peut communiquer les données qu'il collecte, issues des compteurs communicants, aux destinataires et aux catégories de destinataires suivants :

1° les fournisseurs en vue de la fourniture de gaz et de services, de la facturation et de la gestion de la clientèle conformément aux obligations visées à l'article 33;

2° les autres gestionnaires de réseau de distribution et le gestionnaire de réseau de transport de gaz naturel en vue d'assurer la gestion et la sécurité opérationnelle de leur réseau;

3° la CWaPE en vue de l'exécution de ses tâches, missions et obligations qui lui sont imposées par ou en vertu du présent décret;

4° les autorités publiques, les organismes et les personnes physiques ou morales en vue de l'accomplissement des missions d'intérêt public qui leur sont confiées par ou en vertu d'une loi, d'un décret ou d'une ordonnance;

5° un tiers à condition que le gestionnaire de réseau de distribution, sur demande du tiers concerné, ait obtenu le consentement préalable, libre, univoque, éclairé et explicite du client final quant à la transmission de ses données par le gestionnaire de réseau de distribution à ce tiers.

Chacun de ces destinataires est, pour ce qui le concerne, responsable du traitement des données à caractère personnel fournies par le gestionnaire de réseau de distribution.

Le gestionnaire du réseau de distribution accorde aux destinataires énumérés à l'alinéa 1^{er} uniquement l'accès aux données strictement nécessaires à l'exécution de leurs tâches et missions respectives.

§ 5. Les données issues des compteurs communicants à caractère personnel, en ce compris les données dérivées, peuvent uniquement être conservées le temps nécessaire à la réalisation des finalités pour lesquelles elles ont été collectées. Ce délai ne peut pas excéder cinq ans à partir de la collecte des données.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, les données peuvent être conservées pour une durée supérieure à cinq ans lorsque la réalisation des missions du responsable de traitement l'exige. Dans ce cas, le responsable de traitement motive la durée de conservation plus longue.

Les données à caractère personnel sont anonymisées dès que leur individualisation n'est plus nécessaire pour la réalisation des finalités pour lesquelles elles ont été collectées.

§ 6. Suite à l'installation du compteur communicant et préalablement à la mise en oeuvre du traitement des données issues des compteurs communicants, le gestionnaire de réseau de distribution communique aux utilisateurs du réseau les informations listées à l'article 13 du Règlement 2016/679/UE du 27 avril 2016.

Ces informations, listées à l'article 13 du Règlement 2016/679/UE du 27 avril 2016, sont communiquées de manière neutre, uniforme et claire à travers différents canaux d'information tels que des brochures, lettres ou sites internet.

Le gestionnaire de réseau de distribution indique sur son site internet les coordonnées du service compétent auprès duquel les personnes concernées peuvent exercer les droits précités en matière de vie privée.

L'accès par le client final à ses propres données est gratuit.

Les autres responsables de traitement visés au paragraphe 4 transmettent les informations visées à l'alinéa 1^{er} aux clients finals préalablement à la mise en oeuvre du traitement des données issues des compteurs communicants conformément à l'alinéa 2.

§ 7. L'accès automatisé par le fournisseur aux données issues des compteurs communicants disponibles dans les bases de données du gestionnaire du réseau de distribution à des fins de facturation a lieu via le MIG.

L'accès automatisé par des tiers autres que le fournisseur du client final aux données issues des compteurs communicants disponibles dans les bases de données du gestionnaire du réseau de distribution à des fins autres que la facturation a lieu via le MIG TPDA dans le respect des finalités prescrites par le paragraphe 4.

L'accès aux données est non-discriminatoire et peut avoir lieu de manière simultanée par plusieurs parties.

Le MIG et le MIG TPDA sont élaborés conformément à l'article 14bis, selon la procédure établie par le règlement technique. ».

CHAPITRE 3. — *Modifications du décret du 19 janvier 2017 relatif à la méthodologie tarifaire applicable aux gestionnaires de réseaux de distribution de gaz et d'électricité*

Art. 51. À l'article 4 du décret du 19 janvier 2017 relatif à la méthodologie tarifaire applicable aux gestionnaires de réseaux de distribution de gaz et d'électricité, modifié en dernier lieu par le décret du 5 mai 2022, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1^{er}, alinéa 3, les mots « les impacts des communautés d'énergie renouvelable, et des régimes particuliers visés à l'article 26 » sont remplacés par les mots « les impacts des communautés d'énergie, des activités de partage au sein d'une communauté d'énergie ou au sein d'un même bâtiment et d'échange de pair à pair, ainsi que des régimes particuliers visés à l'article 26 »;

2° au paragraphe 2, le 22° est abrogé;

3° au paragraphe 2, le 23° est remplacé par ce qui suit :

« 23° la méthodologie tarifaire veille à assurer l'équilibre entre, d'une part, le développement des activités de partage au sein d'une communauté d'énergie ou au sein d'un même bâtiment et des échanges de pair à pair et, d'autre part, la solidarité de la couverture des coûts globaux des réseaux ainsi que la contribution aux taxes, surcharges et autres frais régulés; »;

4° le paragraphe 2 est complété par un 28° rédigé comme suit :

« 28° la méthodologie tarifaire tient compte de la vulnérabilité du ménage lors de la détermination du tarif applicable aux procédures d'activation du prépaiement en cas de défaut de paiement d'un client résidentiel. ».

CHAPITRE 4. — *Modification du décret du 17 décembre 2020 relatif à l'octroi d'une prime pour l'installation d'équipements de mesurage et de pilotage*

Art. 52. Dans l'article 2, § 1^{er}, du décret du 17 décembre 2020 relatif à l'octroi d'une prime pour l'installation d'équipements de mesurage et de pilotage, les mots « jusqu'au 31 décembre 2023 » sont remplacés par les mots « jusqu'au 31 décembre 2024 ».

CHAPITRE 5. — *Disposition finale*

Art. 53. Pour les factures émises entre le 1^{er} janvier 2024 et la date d'entrée en vigueur du présent décret, le délai de quatre mois pour l'introduction de la demande de prime visée à l'article 2, § 2, alinéa 1^{er}, du décret du 17 décembre 2020 relatif à l'octroi d'une prime pour l'installation d'équipements de mesurage et de pilotage prend cours à compter de l'entrée en vigueur de présent décret.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Donné à Namur, le 25 avril 2024.

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

Le Vice-Président et Ministre de l'Économie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation, du Numérique, de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de compétences,
W. BORSUS

Le Vice-Président et Ministre du Climat, de l'Énergie, de la Mobilité et des Infrastructures,
Ph. HENRY

La Vice-Présidente et Ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé, de l'Action sociale et de l'Économie sociale, de l'Égalité des chances et des Droits des femmes,
Ch. MORREALE

La Ministre de la Fonction publique, de l'Informatique, de la Simplification administrative, en charge des allocations familiales, du Tourisme, du Patrimoine et de la Sécurité routière,
V. DE BUE

Le Ministre du Logement, des Pouvoirs locaux et de la Ville,
Ch. COLLIGNON

Le Ministre du Budget et des Finances, des Aéroports et des Infrastructures sportives,
A. DOLIMONT

La Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal,
C. TELLIER

—
Note

(1) Session 2023-2024.

Documents du Parlement wallon, 1672 (2023-2024) N^os 1 à 4.

Compte rendu intégral, séance plénière du 24 avril 2024.

Discussion.

Vote.

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C - 2024/009089]

25. APRIL 2024 — Dekret zur Abänderung der Dekrete vom 12. April 2001 bezüglich der Organisation des regionalen Elektrizitätsmarkts, vom 19. Dezember 2002 bezüglich der Organisation des regionalen Gasmarkts, vom 19. Januar 2017 über die Tarifmethodik, die auf die Betreiber von Strom- und Gasverteilernetzen anwendbar ist und vom 17. Dezember 2020 über die Gewährung einer Prämie zur Installierung von Mess- und Steuervorrichtungen (1)

Das Wallonische Parlament hat Folgendes angenommen und Wir, Wallonische Regierung, sanktionieren es:

Artikel 1 - Durch das vorliegende Dekret wird die Richtlinie (EU) 2018/2001 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 11. Dezember 2018 zur Förderung der Nutzung von Energie aus erneuerbaren Quellen (Neufassung) in der durch die Richtlinie (EU) 2023/2413 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 18. Oktober 2023 zur Änderung der Richtlinie (EU) 2018/2001, der Verordnung (EU) 2018/1999 und der Richtlinie 98/70/EG in Bezug auf die Förderung von Energie aus erneuerbaren Quellen und zur Aufhebung der Richtlinie (EU) 2015/652 des Rates geänderten Fassung teilweise umgesetzt.

KAPITEL 1 — *Abänderungen des Dekrets vom 12. April 2001 bezüglich der Organisation des regionalen Elektrizitätsmarkts*

Art. 2 - Artikel 2 des Dekrets vom 12. April 2001 bezüglich der Organisation des regionalen Elektrizitätsmarkts, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 5. Mai 2022, wird wie folgt abgeändert:

1° in Ziffer 2^{quinties} Buchstabe c) werden die Worte "Produktionsanlagen, die ihr gehören oder an denen sie ein Nutzungsrecht hat" ersetzt durch die Worte "Projekte im Bereich erneuerbare Energie, für die Gemeinschaft eine Verpflichtung eingegangen ist und die sie ausgearbeitet hat"; 2° es wird eine Ziffer 29^{bis}/2 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"29°bis/2 "Daten aus dem intelligenten Zähler": alle Daten, die nach der Installation eines intelligenten Zählers oder der Aktivierung der Kommunikationsfunktion eines intelligenten Zählers bei einem Endkunden verarbeitet werden, und die technische Daten, Zählern oder Identifikationsdaten betreffen;"

3° in Ziffer 31^{ter} wird die Wortfolge "die Regeln und Verfahren für den Austausch von nicht validierten Zählern zwischen dem Verteilernetzbetreiber und vom Netzbetreiber beauftragten Dritten" ersetzt durch die Wortfolge "die Regeln, die Verfahren und das Kommunikationsprotokoll, die für den Austausch von nicht validierten Zählern zwischen dem Verteilernetzbetreiber und vom Netzbetreiber beauftragten Dritten befolgt werden,".

4° Artikel 2 wird um eine Ziffer 88 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

“88° *“Beihilferegelung“*: Jedes Instrument, jede Regelung oder jeder Mechanismus zur Förderung der Nutzung oder Erzeugung von Grünstrom durch eine Senkung der Kosten dieses Stroms mittels einer Erhöhung des Verkaufspreises oder der Abnahmemenge dieses Stroms, durch eine Verpflichtung zur Nutzung dieser Art von Strom oder durch andere Anreize, einschließlich, aber nicht beschränkt auf, Investitionsbeihilfen, Steuerbefreiungen oder -erleichterungen, Steuerrückerstattungen, Beihilferegelungen im Zusammenhang mit der Verpflichtung zur Nutzung von Strom aus erneuerbaren Energiequellen, einschließlich solcher, bei denen grüne Zertifikate verwendet werden, sowie Regelungen zur direkten Preisstützung, einschließlich Einspeisetarifen und variablen oder festen Prämien.”.

Art. 3 - Der Artikel *2sexies* desselben Dekrets, eingefügt durch das Dekret vom 19. Juli 2018 und abgeändert durch das Dekret vom 5. Mai 2022, wird aufgehoben.

Art. 4 - Artikel 4 desselben Dekrets, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 5. Mai 2022, wird um einen Absatz 5 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

“Jegliche durch den Betreiber des lokalen Übertragungsnetzes vorgenommene Veräußerung der Infrastruktur und der Ausrüstung, die dem lokalen Übertragungsnetz angehören, unterliegt der Zustimmung der Regierung nach Stellungnahme der CWaPE (Commission wallonne pour l'énergie -Wallonische Kommission für Energie).”.

Art. 5 - Artikel 8 desselben Dekrets, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 5. Mai 2022, wird wie folgt abgeändert:

1° in Paragraf 1 Absatz 2 wird zwischen die Wortfolge *“für den Ausgleich seiner Netzverluste“* und die Wortfolge *und zur Versorgung der Endverbraucher“* die Wortfolge *“unter den in Artikel 11 § 2 Absatz 2 Ziffer 9 festgelegten Bedingungen“* eingefügt;

2° es wird ein Paragraf 1/1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

“§ 1/1. Abweichend von Paragraf 1 kann der Verteilernetzbetreiber unter den folgenden Bedingungen und gemäß den folgenden Modalitäten die Tätigkeiten des Betreibers eines thermischen Energienetzes ausüben, sowie Tätigkeiten im Bereich der Erzeugung oder der Versorgung von thermischer Energie:

1° der Verteilernetzbetreiber gründet eine Tochtergesellschaft, die eigens für die Ausübung dieser Tätigkeiten bestimmt ist. 6° Die Tochtergesellschaft weicht von Artikel 16 § 2 Ziffer 5 ab;

2° mindestens zwanzig Prozent der Verwalter der Tochtergesellschaft sind unabhängige Verwalter im Sinne von Artikel 7:87 § 1 des Gesetzbuches der Gesellschaften und Vereinigungen;

3° für jedes Projekt eines thermischen Energienetzes, der Erzeugung oder Versorgung von thermischer Energie gründet die in Ziffer 1 genannte Tochtergesellschaft eine Gesellschaft im Sinne von Teil 1, Buch 1, Titel 1 des Gesetzbuches der Gesellschaften und Vereinigungen. Die so gegründete Gesellschaft darf von den Bestimmungen des Artikels 16 abweichen;

4° wenn ein Projekt die Ausübung von Tätigkeiten zur Erzeugung oder Versorgung von thermischer Energie umfasst, werden mindestens fünfundzwanzig Prozent der Anteile am Gesellschaftskapital der in Ziffer 3 genannten Gesellschaft von einer privaten oder öffentlichen Einrichtung gehalten, die nicht die Tochtergesellschaft ist und die nicht direkt oder indirekt Anteile am Kapital eines Verteilernetzbetreibers hält. Um diese Verpflichtung zu erfüllen, organisiert die Tochtergesellschaft ein offenes, transparentes und nicht diskriminierendes Bewerbungsverfahren. Wenn nach diesem Bewerbungsverfahren kein angemessenes Angebot eingegangen ist, darf die Tochtergesellschaft von der genannten Verpflichtung abweichen;

5° die in Ziffer 1 genannte Tochtergesellschaft kann die Tätigkeiten des Betreibers eines thermischen Energienetzes sowie Tätigkeiten im Bereich der Erzeugung oder Versorgung von thermischer Energie durchführen und eine Gesellschaft im Sinne von Ziffer 3 gründen, unter der Bedingung, dass diese Tätigkeiten Gegenstand eines offenen, transparenten und nicht diskriminierenden Verfahrens mit Aufruf zum Wettbewerb waren.

Verteilernetzbetreiber dürfen bis zum 1. Juli 2034 Tätigkeiten im Bereich der Erzeugung und Versorgung von thermischer Energie ausüben. Die Regierung kann diese Frist auf der Grundlage einer von der Verwaltung erstellten Marktrefeanalyse um zehn Jahre verlängern.

Im Rahmen seiner Tätigkeit als Betreiber eines thermischen Energienetzes sowie seiner Tätigkeiten im Bereich der Erzeugung oder Versorgung von thermischer Energie unterliegt der Verteilernetzbetreiber den im Dekret vom 15. Oktober 2020 über die Organisation des Markts für thermische Energie und die thermischen Energienetze genannten Rechten und Pflichten.

Im Rahmen der Ausübung der Tätigkeiten als Betreiber eines thermischen Energienetzes und seiner Tätigkeiten im Bereich der Erzeugung oder der Versorgung von thermischer Energie hält der Verteilernetzbetreiber die in Paragraf *2bis* genannten Verpflichtungen bezüglich der Führung einer getrennten Buchhaltung ein, um jede Quersubventionierung zwischen regulierten und nicht regulierten Tätigkeiten gemäß Artikel 4 § 2 Absatz 1 Ziffer 18 des Tarifdekrets zu vermeiden.

Im Rahmen der Ausübung ihrer Kontrollfunktion kann die CWaPE den betroffenen Verteilernetzbetreiber sowie die Verwaltung auffordern, ihr alle Unterlagen und Informationen im Zusammenhang mit der Tätigkeit des Verteilernetzbetreibers als Betreiber eines thermischen Energienetzes, einschließlich seiner gesamten Rechnungslegung zu übermitteln. ”.

Art. 6 - In Artikel 11 § 2 Absatz 2 desselben Dekrets, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 5. Mai 2022, wird Ziffer 19 aufgehoben.

Art. 7 - Artikel 15 desselben Dekrets, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 5. Mai 2022, wird wie folgt abgeändert:

1° in Paragraf 1 Absatz 3 wird zwischen die Wortfolge *und zu flexiblen Zugängen“* und die Wortfolge *“, um eine Stärkung der Netzkapazität zu vermeiden“* die Wortfolge *“oder andere alternative Ressourcen“* eingefügt;

2° In Paragraf 2 werden folgende Abänderungen vorgenommen:

a) in Absatz 1 wird zwischen die Wortfolge *“Entwicklung des Verbrauchs“* und die Wortfolge *“und der dezentralen Erzeugungsanlagen“* die Wortfolge *“, einschließlich der Ladepunkte,“* eingefügt;

b) in Absatz 2 Ziffer 2 werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1) zwischen die Wortfolge *“der Produktion,“* und die Wortfolge *“ des Verbrauchs“* wird die Wortfolge *“der Lagerstätten,“* eingefügt;

2) zwischen die Wortfolge "des Verbrauchs," und die Wortfolge "der Maßnahmen im Bereich der Energieeffizienz" wird die Wortfolge "der Ladepunkte," eingefügt;

3) in der französischen Fassung wird das Komma zwischen der Wortfolge "de flexibilité" und der Wortfolge "et des échanges avec les autres réseaux" gestrichen.

Art. 8 - Artikel 15ter desselben Dekrets, eingefügt durch das Dekret vom 11. April 2014 und zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 5. Mai 2022, wird wie folgt abgeändert:

1° in Paragraph 1bis Absatz 2 werden folgende Abänderungen vorgenommen:

a) Ziffer 11 wird aufgehoben;

b) Ziffer 12 wird aufgehoben;

c) der Absatz wird durch die Ziffer 20 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"20° die Verpflichtung, der CWaPE die in Artikel 43 § 2 Absatz 2 Ziffer 2 vorgesehenen Regelungen, Verträge und allgemeinen Bedingungen zur Genehmigung vorzulegen. ";

2° in Absatz 2bis, Unterabsatz 1er werden zwischen das Wort "Beanstandung" und die Wortfolge "der Berechnungsmethode" die Wortfolge "einer Bestimmung, die von einem Betreiber eines geschlossenen Unternehmensnetzes durch eine Verordnung, einen Vertrag oder durch allgemeine Geschäftsbedingungen auferlegt wird, sowie" eingefügt.

Art. 9 - Artikel 16bis § 1 Absatz 1 desselben Dekrets, eingefügt durch das Dekret vom 17. Juli 2008 und abgeändert durch das Dekret vom 5. Mai 2022, wird wie folgt abgeändert:

1° in der französischen Fassung wird zwischen die Wortfolge "ou à des tiers" und die Wortfolge "agissant sous le couvert du secret professionnel" ein Komma eingefügt;

2° in der französischen Fassung wird zwischen die Wortfolge "agissant sous" und die Wortfolge "couvert du secret professionnel" das Wort "le" eingefügt;

3° in der französischen Fassung wird zwischen die Wortfolge "couvert du secret professionnel" und die Wortfolge "expressément prévues ou autorisées par des dispositions légales ou réglementaires" ein Komma eingefügt.

Art. 10 - Artikel 25quater desselben Dekrets, eingefügt durch das Dekret vom 17. Juli 2008 und zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 5. Mai 2022, wird wie folgt abgeändert:

1° in Paragraph 1 Absatz 1 werden folgende Abänderungen vorgenommen:

a) die Wortfolge "Jeder Endkunde" wird durch die Wortfolge "Jede natürliche oder juristische Person, die einen Anschluss beantragt hat," ersetzt;

b) die Wortfolge ", einschließlich der Änderung des bestehenden Anschlusses," wird zwischen die Wortfolge "den effektiven Anschluss" und die Wortfolge "nicht innerhalb der folgenden Fristen" eingefügt;

2° in Paragraph 1 Absatz 1 Ziffer 1 werden folgende Abänderungen vorgenommen:

a) die Wortfolge "für Haushaltskunden" wird durch die Wortfolge "in Niederspannung für eine Vertragsleistung von bis zu 56 kVA" ersetzt;

2° in Paragraph 1 Absatz 1 Ziffer 1 wird die Wortfolge "wenn nichts anderes vereinbart wurde" durch die Wortfolge "wenn kein gegenteiliger Antrag des Anschlussantragstellers vom Netzbetreiber angenommen wurde" ersetzt;

3° in Paragraph 1 Absatz 1 Ziffer 2 werden folgende Abänderungen vorgenommen:

a) die Wortfolge "übrigen Kunden für" wird durch die Wortfolge "anderen Anschlüssen für" ersetzt;

b) in Paragraph 1 Absatz 1 Ziffer 1 wird die Wortfolge "wenn nichts anderes vereinbart wurde" durch die Wortfolge "wenn kein gegenteiliger Antrag des Anschlussantragstellers vom Netzbetreiber angenommen wurde" ersetzt;

4° in Paragraph 1 Absatz 1 Ziffer 3 werden folgende Abänderungen vorgenommen:

die Wortfolge "Endkunden" wird durch die Wortfolge "Anschlüsse an" ersetzt;

b) die Wortfolge "wenn keine ausdrückliche Vertragsbestimmung vorliegt, läuft diese Frist ab dem Eingangsdatum der Zahlung des Betrags des Anschlussangebots des Netzbetreibers" wird durch die Wortfolge "die, sofern der Netzbetreiber keinem gegenteiligen Ersuchen des Antragstellers auf einen Anschluss zustimmt, ab dem Eingangsdatum der Zahlung des Betrags des Anschlussangebots des Netzbetreibers läuft." ersetzt;

5° Paragraph 1 Absatz 2 wird wie folgt abgeändert:

a) die Wortfolge "den Haushaltskunden" wird durch die Wortfolge "die Antragsteller für einen Anschluss in Niederspannung für eine Vertragsleistung von bis zu 56 kVA" ersetzt;

b) die Wortfolge "den übrigen Kunden der" wird durch die Wortfolge "den übrigen Antragstellern für einen Anschluss in" ersetzt;

die Wortfolge "den Kunden für" wird durch die Wortfolge "den Antragstellern für einen Anschluss in" ersetzt;

6° in Paragraph 1 Absatz 3 Ziffern 1 und 2 wird die Wortfolge "den Endkunden" bzw. "der Endkunde" jeweils durch die Wortfolge "die Person, die den Anschluss beantragt," ersetzt;

7° Paragraph 1 wird durch einen Absatz 5 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"Die in diesem Absatz genannten Fristen können im gegenseitigen Einvernehmen zwischen dem Netzbetreiber und jeder natürlichen oder juristischen Person, die einen Anschluss beantragt hat, verlängert werden. ";

die Wortfolge "Der Endkunde" durch die Wortfolge "Jede natürliche oder juristische Person, die einen Anschluss beantragt hat," ersetzt;

9° in Paragraph 3 Absatz 1 wird die Wortfolge "der Kunde" durch die Wortfolge "die Person, die einen Anschluss beantragt hat," ersetzt.

10° in Paragraph 3 Absätze 4 und 5 wird die Wortfolge "den Endkunden" bzw. "der Endkunde" jeweils durch die Wortfolge "den Antragsteller" bzw. "der Antragsteller" ersetzt;

11° In Paragraph 4 werden folgende Abänderungen vorgenommen:

die Wortfolge "Endkunde" wird durch die Wortfolge "die Person, die den Anschluss beantragt hat" ersetzt;

b) die Wortfolge "der Studie, des Angebots oder" zwischen die Wortfolge "auf Ausführung" und die Wortfolge "des effektiven Anschlusses" eingefügt.

Art. 11 - In Artikel 25^{sexies}/1 desselben Dekrets, eingefügt durch das Dekret vom 5. Mai 2022, wird die Wortfolge "und Speicherung" aufgehoben.

Art. 12 - In Artikel 26 desselben Dekrets wird Paragraph 2^{sexies} aufgehoben.

Art. 13 - In Artikel 33 § 3 desselben Dekrets, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 5. Mai 2022, wird die Wortfolge "unter anderem" aufgehoben.

Art. 14 - In Artikel 33 bis/1 desselben Dekrets werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in Absatz 4 werden die Sätze "Der Betreiber kann eine elektronische Fassung des Formulars anbieten. In diesem Fall wird dies auf dem Papierformular vermerkt." zwischen die Wortfolge "Formular beifügt." und die Wortfolge "In diesem Schreiben" eingefügt;

2° in Absatz 5 wird die Wortfolge "um die Auflösung des Liefervertrags zu beantragen." durch die Wortfolge "um jede Maßnahme zur Rückzahlung der Schulden, zur Aktivierung der Vorauszahlung oder zur Auflösung des Liefervertrags zu beantragen. Die Entscheidung des Richters kann vorsehen, dass der Vertrag von Rechts wegen aufgelöst wird, wenn die Maßnahmen zur Rückzahlung der Schulden oder die Aktivierung der Vorauszahlung scheitern." ersetzt;

3° der Artikel wird um die Absätze 11 und 12 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"Jedes Urteil, mit dem die Auflösung des Vertrags ausgesprochen wird, genehmigt von Rechts wegen die Abschaltung durch den betroffenen Verteilernetzbetreiber, einschließlich des Zugangs zum Zähler, wenn nötig mit Hilfe der Staatsgewalt.

Falls der Kunde an der Verbrauchsadresse wohnhaft ist, darf der Versorger die Abschaltung erst einen Monat nach Zustellung des Auflösungsurteils an den Haushalt vornehmen. Der Versorger muss seine Entscheidung, diese Abschaltung in Umsetzung dieses Urteils vorzunehmen, schriftlich dem Ö.S.H.Z. der Gemeinde des Wohnortes seines Kunden mitteilen, es sei denn, der Haushalt hat zuvor die Mitteilung seines Namens verweigert."

Art. 15 - In Artikel 34 § 1 Ziffer 2 desselben Dekrets werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° unter f):

das Wort "kostenlose" wird zwischen die Wortfolge "Gewährleistung der" und das Wort "Übermittlung" eingefügt;

b) die Wortfolge "innerhalb von zehn Tagen und " wird nach der Wortfolge "der dies beantragt," eingefügt;

2° er wird durch einen Buchstaben l) mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"l) Außer bei nachgewiesener Bösgläubigkeit des Endverbrauchers, bei einer Schätzung des Zählerstands über mehrere Jahre hinweg, darf eine Berichtigung der Mess- oder Zählraten und der daraus resultierenden Rechnungsstellung sich nicht auf einen Zeitraum von mehr als vierundzwanzig Monaten vor der letzten tatsächlichen Ablesung der Zähler beziehen. Die Gesamtsumme der zwischen den letzten beiden tatsächlichen Ablesungen verbrauchten Elektrizitätsmenge wird vom Netzbetreiber auf den gesamten Zeitraum zwischen den beiden tatsächlichen Ablesungen aufgeteilt und nur der Verbrauch, der den letzten vierundzwanzig Monaten entspricht, darf dem Endverbraucher in Rechnung gestellt werden. Eine Berichtigung zugunsten des Netzbenutzers wird sich über den Zeitraum von vierundzwanzig Monaten vor der letzten tatsächlichen Ablesung des Zählerstands hinaus erstrecken.

Bei nachgewiesener Bösgläubigkeit des Endverbrauchers und für den Fall, dass der Verteilernetzbetreiber seinen Verpflichtungen gemäß den für ihn geltenden gesetzlichen oder verordnungsrechtlichen Texten nicht nachgekommen ist, insbesondere in Bezug auf die Ablesung von Mess- oder Zählraten und die Zählvorrichtungen, die in dem vorliegenden Dekret und seinen Ausführungserlassen vorgesehen sind, darf die Berichtigung nicht über eine Frist von 5 Jahren hinausgehen."

Art. 16 - Artikel 34^{bis} § 1 Absatz 1 Ziffer 2 desselben Dekrets, eingefügt durch das Dekret vom 17. Juli 2008 und zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 5. Mai 2022, wird wie folgt abgeändert:

1° unter d):

i) zwischen den Worten "sind" und dem Wort "fair" wird das Wort "lesbar," eingefügt;

ii) in der französischen Fassung wird die zwischen die Wortfolge "à l'exercice" und die Wortfolge "par les clients" die Wortfolge "de leurs droits" eingefügt;

die Wortfolge "de leurs droits" wird aufgehoben;

2° in Buchstabe f) wird vor das Wort "rechtzeitige" die Wortfolge "und sichtbare" eingefügt.

Art. 17 - Artikel 35 desselben Dekrets, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 5. Mai 2022, wird wie folgt abgeändert:

1° in Paragraph 1:

a) in der französischen Fassung wird die Wortfolge "à lieu systématiquement" durch die Wortfolge "ont lieu systématiquement" ersetzt;

b) in Absatz 3 wird das Wort "erwirbt" durch die Wortfolge "in Betrieb nimmt" ersetzt;

c) Absatz 4 wird durch Folgendes ersetzt:

"Die Regierung bestimmt die Bedingungen, unter denen das Anbringen eines intelligenten Zählers oder die Aktivierung der Kommunikationsfunktion als technisch unmöglich oder wirtschaftlich nicht vertretbar betrachtet wird."

d) Absatz 7 wird durch Folgendes ersetzt:

"Der Verteilernetzbetreiber erreicht spätestens am 31. Dezember 2029 das Ziel von hundert Prozent auf seinem Netz eingerichteter intelligenter Zähler."

2° Paragraph 3 Absatz 2 wird wie folgt abgeändert:

a) nach dem Wort "Installierung" wird die Wortfolge "eines intelligenten Zählers" eingefügt;

b) nach dem Wort "Aktivierung" wird die Wortfolge "der Kommunikationsfunktion des intelligenten Zählers" eingefügt;

c) in der französischen Fassung wird unter Ziffer 1 die Wortfolge "de relève des index manuel" durch die Wortfolge "de relève manuelle des index" ersetzt.

d) der Absatz wird durch die Ziffern 6 und 7 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

6° die Unmöglichkeit, die Vorauszahlungsfunktion zu aktivieren;

7° die technische Unmöglichkeit, das Nichtvorhandensein eines Problems der Spannungsqualität im Zusammenhang mit dem Verteilernetz zu überprüfen, wodurch der Antrag auf Entschädigung wegen Abkopplung des Wechselrichters gemäß Artikel 25^{sexies}/1 des vorliegenden Dekrets unzulässig wird. "

Art. 18 - In Artikel 35^{bis} desselben Dekrets, eingefügt durch das Dekret vom 19. Juli 2018 und abgeändert durch das Dekret vom 5. Mai 2022, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° Paragraph 3 Absatz 2 wird wie folgt abgeändert:

a) Die Wortfolge "Die Einschätzung nach Paragraph 2 Ziffer 1 wird" wird durch die Wortfolge "Um dem Endkunden im Vorauszahlungsmodus eine ausreichend häufige Überwachung der Entwicklung seines Verbrauchs in finanzieller Hinsicht zu ermöglichen, wird die Einschätzung nach Paragraph 2 Ziffer 1" ersetzt;

b) das Wort "24" wird durch das Wort "vierundzwanzig" ersetzt;

2° der Artikel wird um einen Paragraphen 5 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"§ 5. Die Regierung legt die Mindesthäufigkeit der Aufzeichnung der Daten auf dem intelligenten Zähler sowie die Modalitäten der Aufbewahrung dieser Daten fest, um den europäischen Auflagen im Zusammenhang mit dem Elektrizitätsmarkt Rechnung zu tragen. "

Art. 19 - In Artikel 35^{ter} desselben Dekrets, eingefügt durch das Dekret vom 19. Juli 2018 und abgeändert durch das Dekret vom 5. Mai 2022, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in Paragraph 1 Absatz 1 wird die Wortfolge "unter strikter Beachtung" durch das Wort "unbeschadet" ersetzt;

2° in Paragraph 1 wird Absatz 2 gestrichen;

3° in Paragraph 2 Absatz 1 wird die Wortfolge "dieser Daten" durch die Wortfolge "dieser aggregierten Daten" ersetzt.

Art. 20 - In Artikel 35^{quinquies} Paragraph 1 Absatz 2 desselben Dekrets, eingefügt durch das Dekret vom 19. Juli 2018 und abgeändert durch das Dekret vom 5. Mai 2022, wird das Wort Verbrauchs-" durch das Wort "Entnahme-" ersetzt.

Art. 21 - In Artikel 35^{septies} desselben Dekrets, eingefügt durch das Dekret vom 19. Juli 2018 und abgeändert durch das Dekret vom 5. Mai 2022, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in Paragraph 1 wird Absatz 1 gestrichen.

2° in der französischen Fassung von Paragraph 1 Absatz 2, der nunmehr Absatz 1 ist, wird das Wort "communicants" zwischen die Wortfolge "Les compteurs" und die Wortfolge "réseaux intelligents" eingefügt;

3° Paragraph 2 Absatz 2 erhält folgende Fassung:

"Der Verteilernetzbetreiber verarbeitet die Daten aus dem intelligenten Zähler ausschließlich zur Erfüllung seiner gesetzlichen oder verordnungsrechtlichen Aufgaben, die ihm durch oder aufgrund dieses Dekrets obliegen. ";

4° Paragraph 3 Absatz 1 wird wie folgt abgeändert:

a) in der französischen Fassung wird die Wortfolge "traiter les informations" durch die Wortfolge "traiter les données issues" ersetzt;

b) in der französischen Fassung wird das Wort "éclairée" durch das Wort "éclairée" ersetzt;

c) das Wort ", ausdrückliche" wird zwischen die Wortfolge "spezifische, in voller Kenntnis der Sachlage gegebene" und die Wortfolge "und eindeutige" eingefügt;

d) in der französischen Fassung wird die Wortfolge "lorsque les informations" durch die Wortfolge "lorsque les données" ersetzt;

5° Paragraph 3 Absatz 2 wird wie folgt abgeändert:

a) Die Wortfolge "personenbezogenen Messdaten" wird durch die Wortfolge "Daten aus einem intelligenten Zähler" ersetzt;

b) unter Ziffer 1 wird das Wort "Messdaten" durch das Wort "Daten" ersetzt;

c) Ziffer 1 wird durch die Wortfolge "aus intelligenten Zählern" ergänzt;

d) unter Ziffer 2 wird in der französischen Fassung die Wortfolge "le commerce d'informations" durch die Wortfolge "le commerce de données" ersetzt;

e) unter Ziffer 2 wird das Wort "Messdaten" durch die Wortfolge

"Daten aus intelligenten Zählern" ersetzt;

6° Paragraph 3 Absatz 3 wird durch Folgendes ersetzt:

"Die dritte Partei, die personenbezogene Daten über den Ausgangsport oder über ein anderes Gerät erhebt, wird für die Verarbeitung dieser Daten verantwortlich. Diese Datenerhebung erfolgt nur mit der vorherigen, freien, spezifischen, informierten und ausdrücklichen Zustimmung des Endkunden unter den in Absatz 1 festgelegten Bedingungen. Zu diesem Zweck informiert der Dritte den Endkunden vorab über die Rechte, die er in Bezug auf diese Daten ausüben kann. ";

7° in Paragraph 4 Absatz 1 werden folgende Abänderungen vorgenommen:

2° in der französischen Fassung wird zwischen die Wortfolge "aux destinataires et" und die Wortfolge "catégories de destinataires suivants :" das Wort "aux" eingefügt; "

b) die Ziffern 1 bis 3 werden durch die Ziffern 1 bis 7 mit folgendem Wortlaut ersetzt:

1° die Lieferanten im Hinblick auf die Lieferung von Strom und die Erbringung von Dienstleistungen, die Abrechnung und die Verwaltung der Kunden gemäß den Verpflichtungen nach Artikel 34^{bis};

2° die sonstigen Netzbetreiber, um das Management und die Betriebssicherheit ihres Netzes zu gewährleisten;

3° die Bilanzkreisverantwortlichen im Hinblick auf die Gewährleistung des Netzgleichgewichts;

4° die Energiedienstleister, Flexibilitätsdiensteanbieter und Aggregatoren im Hinblick auf die Erbringung von Dienstleistungen und die Verwaltung von Kunden;

5° die öffentlichen Behörden, Organisationen und natürliche oder juristische Personen im Hinblick auf die Erfüllung von Aufgaben im öffentlichen Interesse erforderlich sind, die ihnen durch oder aufgrund von Gesetzen, Dekreten oder Verordnungen übertragen wurden;

6° die CWaPE im Hinblick auf die Erfüllung ihrer Aufgaben, Aufträge und Verpflichtungen, die ihr durch oder aufgrund dieses Dekrets auferlegt werden;

7° einen Dritten, sofern der Verteilernetzbetreiber auf Anfrage des betreffenden Dritten die vorherige, freie, eindeutige, in Kenntnis der Sachlage und ausdrücklich erteilte Zustimmung des Endkunden zur Weitergabe seiner Daten durch den Verteilernetzbetreiber an diesen Dritten eingeholt hat. “;

8° in Paragraf 4 erhält Absatz 2 folgende Fassung:

“Jeder dieser Empfänger ist in seinem Bereich für die Verarbeitung der vom Verteilernetzbetreiber bereitgestellten personenbezogenen Daten verantwortlich. “;

9° in Paragraf 4 erhält Absatz 3 folgende Fassung:

“Der Verteilernetzbetreiber gewährt den in Absatz 1 aufgeführten Empfängern nur Zugang zu den Daten, die für die Erfüllung ihrer jeweiligen Aufgaben und Aufträge unbedingt erforderlich sind. “;

10° In Paragraf 5 werden folgende Abänderungen vorgenommen:

a) in Absatz 1:

1) wird die Wortfolge “personenbezogenen Messdaten” durch die Wortfolge “personenbezogenen Daten aus intelligenten Zählern” ersetzt;

2) wird die Wortfolge “der abgeleiteten personenbezogenen Daten” durch die Wortfolge “der abgeleiteten Daten” ersetzt;

3) wird die Wortfolge “In jedem Fall darf dieser Zeitraum” durch die Wortfolge “Dieser Zeitraum darf” ersetzt;

4) wird nach der Wortfolge “fünf Jahre” die Wortfolge “nachdem die Daten gesammelt wurden” eingefügt;

b) in Absatz 3 wird die Wortfolge “ anonym übermittelt” durch die Wortfolge “anonymisiert” ersetzt;

11° In Paragraf 6 werden folgende Abänderungen vorgenommen:

ab Absatz 1 wird durch Folgendes ersetzt:

“Im Anschluss an die Installation des intelligenten Zählers und vor der Verarbeitung der Daten aus den intelligenten Zählern stellt der Verteilernetzbetreiber den Netzbenutzern die in Artikel 13 der Verordnung 2016/679/EU vom 27. April 2016 aufgelisteten Informationen zur Verfügung. “;

b) In Absatz 2 wird die Wortfolge “die in Absatz 1 genannten Informationen ” durch die Wortfolge “diese in Artikel 13 der Verordnung 2016/679/EU vom 27. April 2016 aufgelisteten Informationen” ersetzt;

c) Paragraf 6 wird um zwei Absätze mit folgendem Wortlaut ergänzt:

“Der Zugriff des Endkunden auf seine eigenen Daten ist kostenlos.

Die anderen in Paragraf 4 genannten für die Verarbeitung Verantwortlichen übermitteln die in Absatz 1 genannten Informationen an die Endkunden, bevor die Verarbeitung der Daten aus intelligenten Zählern gemäß Absatz 2 beginnt. “;

12° in Paragraf 7 wird Absatz 1 durch zwei Absätze mit folgendem Wortlaut ersetzt:

“§ 7. Der automatisierte Zugriff des Versorgers oder des Flexibilitätsdiensteanbieters auf die Daten aus kommunizierenden Zählern, die in den Datenbanken des Verteilernetzbetreibers für Abrechnungszwecke verfügbar sind, erfolgt über das MIG.

Der automatisierte Zugriff von Dritten, die nicht der Versorger des Endkunden oder sein Flexibilitätsdiensteanbieter sind, auf die Daten und Informationen aus den intelligenten Zählern, die in den Datenbanken des Verteilernetzbetreibers verfügbar sind, zu anderen Zwecken als der Abrechnung, erfolgt über das MIG TPDA unter Beachtung der in Paragraf 4 vorgeschriebenen Zweckbestimmungen. “.

Art. 22 - Artikel 35octies § 1 Absatz 1 desselben Dekrets, eingefügt durch das Dekret vom 15. Mai 2022, wird durch eine wie folgt lautende Ziffer 10 ergänzt:

“10° erneuerbaren Strom zu kaufen, der aus einem Peer-to-Peer-Handel stammt. “.

Art. 23 - In Artikel 35nonies § 2 Absatz 8 desselben Dekrets, eingefügt durch das Dekret vom 5. Mai 2022, wird die Wortfolge “3 und 5” durch die Wortfolge “4 und 6” ersetzt.

Art. 24 - Artikel 35decies desselben Dekrets, eingefügt durch das Dekret vom 5. Mai 2022, wird aufgehoben.

Art. 25 - Artikel 35undecies desselben Erlasses wird durch einen Paragrafen 5 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

“§ 5. Gemeinschaften für erneuerbare Energien sind für alle Verbraucher zugänglich, auch für einkommensschwache oder gefährdete. “.

Art. 26 - In Artikel 35duodecies § 1 Absatz 2 wird Ziffer 5 durch Folgendes ersetzt:

“5° die objektiven, transparenten, nicht diskriminierenden und verhältnismäßigen Bedingungen für die Teilnahme an und den Austritt aus der Energiegemeinschaft sowie die Bedingungen für die Abtretung und Übertragung der Anteile und Einlagen der Anteilseigner;“.

Art. 27 - In Artikel 35quaterdecies § 1 Absatz 2 desselben Dekrets, eingefügt durch das Dekret vom 5. Mai 2022, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in der französischen Fassung wird zwischen die Wortfolge “ne peuvent” und die Wortfolge “être situées” das Wort “pas” eingefügt;

a) die Wortfolge “vor einem Zugangspunkt” wird durch die Wortfolge “nach einem Zugangspunkt” ersetzt;

Art. 28 - In Artikel 35sexdecies § 2 Absatz 2 desselben Dekrets, eingefügt durch das Dekret vom 5. Mai 2022, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

- 1° das Wort "Produktions-" wird durch das Wort "Einspeisungs-" ersetzt;
- 2° das Wort "Verbrauchsaufzeichnungen" wird durch das Wort "Entnahmeanzeichnungen" ersetzt.

Art. 29 - In Artikel 35novodecies desselben Dekrets, eingefügt durch das Dekret vom 5. Mai 2022, wird Paragraph 3 aufgehoben.

Art. 30 - In Kapitel X desselben Dekrets wird ein Artikel 36quinquies mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. 36quinquies - § 1. Um die regionalen Ziele für die Nutzung oder Erzeugung von Grünstrom zu erreichen oder zu übertreffen, kann die Regierung auf ausdrückliche Beauftragung Beihilferegulungen einführen. Diese Beauftragungen unterliegen den in diesem Artikel genannten Bedingungen und Grundsätzen.

§ 2. Die Beihilferegulungen bieten einen Anreiz für die Integration von Grünstrom in den Elektrizitätsmarkt, so dass sie marktbasierend sind und auf Marktsignale reagieren, wobei unnötige Verzerrungen auf den Elektrizitätsmärkten vermieden und mögliche Kosten für die Systemintegration und die Netzstabilität berücksichtigt werden.

§ 3. Die für Grünstrom gewährten Beihilferegulungen sind so konzipiert, dass sie eine optimale Integration von Grünstrom in den Elektrizitätsmarkt gewährleisten und sicherstellen, dass die Erzeuger von Strom aus erneuerbaren Energiequellen auf die Preissignale des Marktes reagieren und ihre Einnahmen aus dem Markt maximieren.

Zu diesem Zweck wird bei direkten Preisstützungsregelungen die Beihilfe in Form einer Marktprämie gewährt, die unter anderem variabel oder fest sein kann.

Die Regierung kann kleine Produktionsanlagen und Demonstrationsprojekte von den Bestimmungen des vorliegenden Absatzes ausnehmen, unbeschadet der geltenden europäischen Verordnung im Bereich des Elektrizitätsinnenmarktes.

§ 4. Die Regierung stellt sicher, dass die Beihilfen für Grünstrom auf offene, transparente, wettbewerbsorientierte, nicht diskriminierende und kosteneffiziente Weise gewährt werden.

Die Regierung kann kleine Produktionsanlagen und Demonstrationsprojekte von den Verfahren zum Wettbewerbsaufruf ausnehmen. Die Regierung definiert gegebenenfalls den Begriff der kleinen Produktionsanlage.

Die Regierung kann auch die Einführung von Mechanismen zur Gewährleistung der geografischen Diversifizierung beim Einsatz von Grünstrom in Erwägung ziehen, um unter anderem eine kosteneffiziente Systemintegration zu gewährleisten.

Bei Beihilferegulungen, die in den Genuss einer Entscheidung der Europäischen Kommission kommen, in der ihre Vereinbarkeit mit dem Binnenmarkt der Europäischen Union erklärt wird, wird unwiderlegbar davon ausgegangen, dass sie die in Absatz 1 genannten Kriterien erfüllen.

§ 5. Unbeschadet von Paragraph 4 kann die Regierung die Verfahren zum Wettbewerbsaufruf auf bestimmte Technologien beschränken, falls die Öffnung der Beihilferegulungen für alle Grünstromerzeuger aus folgenden Gründen zu unzureichenden Ergebnissen führen würde:

- 1° das langfristige Potenzial einer bestimmten Technologie;
- 2° der Bedarf an Diversifizierung;
- 3° die Kosten für die Integration in das Netz;
- 4° die Einschränkungen und Stabilität des Netzes;
- 5° für die Biomasse, die Notwendigkeit, Verzerrungen auf den Rohstoffmärkten zu vermeiden.

§ 6. Wird eine Beihilfe für Grünstrom im Rahmen eines Verfahrens zum Wettbewerbsaufruf gewährt, muss die Regierung, um eine hohe Realisierungsrate der Projekte zu gewährleisten:

1° nichtdiskriminierende und transparente Kriterien für die Zulässigkeit von Verfahren zum Wettbewerbsaufruf definieren und veröffentlichen und Termine und Regeln für die Frist für die Inbetriebnahme des Projekts festlegen;

2° relevante Informationen über frühere Verfahren zum Wettbewerbsaufruf veröffentlichen, insbesondere über die Realisierungsrate der Projekte. "

Art. 31 - Artikel 37 desselben Dekrets, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 5. Mai 2022, wird um die Paragraphen 6 und 7 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"§ 6. Die Regierung veröffentlicht jährlich oder bei Bedarf einen langfristigen Zeitplan, der die erwartete Zuteilung von grünen Zertifikaten vorwegnimmt.

§ 7. Die Regierung bewertet mindestens alle fünf Jahre die Leistungsfähigkeit und Effizienz des Systems der grünen Zertifikate. Der Bericht, der aus dieser Bewertung hervorgeht, wird veröffentlicht. "

Art. 32 - Artikel 38 desselben Dekrets, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 31. Juli 2019, wird um einen Paragraphen 6ter mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"§ 6ter. Jede Abwärtsmodulation der Anzahl der grünen Zertifikate, die während des Gewährungszeitraums an Anlagen zur Erzeugung von grünem Strom vergeben werden, unterliegt den folgenden kumulativen Bedingungen:

- 1° die Kriterien, die die Modulation bestimmen, sind objektiv;
- 2° die Kriterien, die die Modulation bestimmen, sind zum Zeitpunkt der Eröffnung des Anspruchs auf die Gewährung von grünen Zertifikaten anwendbar;
- 3° die Modulation gefährdet nicht die wirtschaftliche Lebensfähigkeit der betreffenden Anlagen. "

Art. 33 - In Artikel 39 § 1 desselben Dekrets wird Absatz 2 durch Folgendes ersetzt:

"Die Regierung legt die Modalitäten für die Rückerstattung der Modulation der in Absatz 1 genannten Mindestmenge fest, die einem Endkunden oder einem konventionellen Eigenerzeuger fälschlicherweise oder infolge seines Austritts aus einer CO₂-Gemeinschaft oder infolge der Nichterfüllung der Verpflichtungen einer CO₂-Vereinbarung, der gemäß Artikel 34 Absatz 1 Ziffer 4 des Dekrets vom 16. November 2023 zur CO₂-Neutralität geschlossen wurde, zuerkannt wurde. Die Erstattung erfolgt nicht über die Lieferanten und wird zugunsten des in Artikel 42bis genannten Tarifaufschlags vorgenommen. "

Art. 34 - Artikel 42*bis* desselben Dekrets, eingefügt durch das Dekret vom 11. Dezember 2013 und zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 20. Januar 2022, wird wie folgt abgeändert:

a) die Absätze 1 und 3 von Paragraph 5 werden durch Folgendes ersetzt:

“§ 5. Für jede kWh, die aus dem Netz entnommen und von Endkunden ab dem 1. Januar 2024 oder dem Datum, das in einer gemäß Artikel 34 Absatz 1 Ziffer 4 des Dekrets vom 16. November 2023 zur CO₂-Neutralität geschlossenen CO₂-Vereinbarung festgelegt wurde, von einem oder mehreren Anschlusspunkten, die durch einen EAN-Code identifiziert werden, verbraucht wird, wird eine teilweise Befreiung von dem ersten Parameter des in Paragraph 1 genannten Tarifaufschlags nur den folgenden Endkunden gewährt:

1° fünfundachtzig Prozent für Endkunden, die Mitglied einer CO₂-Gemeinschaft im Sinne von Artikel 28 des Dekrets vom 16. November 2023 zur CO₂-Neutralität sind, die eine CO₂-Vereinbarung gemäß Artikel 34 Absatz 1 Ziffer 4 des Dekrets vom 16. November 2023 zur CO₂-Neutralität geschlossen hat, Strom von einem oder mehreren Anschlusspunkten entnimmt, die durch einen in der CO₂-Gemeinschaft enthaltenen EAN-Code identifiziert werden, für eine Tätigkeit in einem Sektor, der einem erheblichen Risiko ausgesetzt ist, dass Tätigkeiten aus der Europäischen Union verlagert werden, gemäß Abschnitt 4. 11.3.1 Punkt 405 Buchstabe a und in Anhang 1e der Mitteilung der Europäischen Kommission (2022/C 80/01) über die Leitlinien für staatliche Klima-, Umweltschutz- und Energiebeihilfen 2022 aufgelistet;

2° fünfundsechzig Prozent für Endkunden, die Mitglied einer CO₂-Gemeinschaft im Sinne von Artikel 28 des Dekrets vom 16. November 2023 zur CO₂-Neutralität sind, die eine CO₂-Vereinbarung gemäß Artikel 34 Absatz 1 Ziffer 4 des Dekrets vom 16. November 2023 zur CO₂-Neutralität geschlossen hat, Strom von einem oder mehreren Anschlusspunkten entnimmt, die durch einen in der CO₂-Gemeinschaft enthaltenen EAN-Code identifiziert werden, für eine Tätigkeit in einem Sektor, der einem Risiko ausgesetzt ist, dass Tätigkeiten aus der Europäischen Union verlagert werden, gemäß Abschnitt 4. 11.3.1 Punkt 405 Buchstabe b und in Anhang 1e der Mitteilung der Europäischen Kommission (2022/C 80/01) über die Leitlinien für staatliche Klima-, Umweltschutz- und Energiebeihilfen 2022 aufgelistet;

3° fünfzig Prozent für nicht unter die Nummern 1 und 2 fallende Endkunden, die an ein Spannungsniveau angeschlossen sind, das über dem Niederspannungsniveau liegt, einen Jahresverbrauch von mehr als 1 GWh haben und Strom über einen durch einen EAN-Code identifizierten Anschlusspunkt für eine Tätigkeit entnehmen, die unter die folgenden primären NACE-Codes fällt:

- a) Unterrichtswesen, 85;
- b) Krankenhäuser, 86;
- c) sozial-/medizinischer Bereich (87-88).

Unter Berücksichtigung aller Parameter des Aufschlags zahlen die in Absatz 1 Ziffer 1 genannten Endkunden mindestens fünfzehn Prozent des Aufschlags, wie er ohne Teilbefreiung berechnet wurde. Unter Berücksichtigung aller Parameter des Aufschlags zahlen die in Absatz 1 Ziffer 2 genannten Endkunden mindestens fünfundzwanzig Prozent des Aufschlags, wie er ohne Teilbefreiung berechnet wurde. Die Schwellenwerte werden global für alle Anschlusspunkte des Endkunden berechnet, auch wenn diese Anschlusspunkte in unterschiedlichen CO₂-Gemeinschaften identifiziert werden.

Die teilweise Befreiung von Endkunden darf nicht zu einer Abgabe von weniger als 0,5 EUR/MWh führen, die auf vierteljährlicher Basis ermittelt wird.

Unternehmen in Schwierigkeiten im Sinne der Mitteilung der Europäischen Kommission (2014/C 249/01) über Leitlinien für staatliche Beihilfen zur Rettung und Umstrukturierung nichtfinanzieller Unternehmen in Schwierigkeiten kommen für die teilweise Befreiung des ersten Parameters des Tarifaufschlags nach Paragraph 1 nicht in Betracht.

Unternehmen, die Gegenstand einer Entscheidung der Kommission sind, mit der die Rückforderung einer rechtswidrigen und mit dem Binnenmarkt unvereinbaren Beihilfe angeordnet wird, die noch nicht endgültig oder vorläufig, beispielsweise durch Einrichtung eines Sperrkontos, vollzogen ist, kommen für eine teilweise Befreiung von dem ersten Parameter des in Paragraph 1 genannten Aufschlags bis zur endgültigen oder vorläufigen Rückzahlung der rechtswidrigen und mit dem Binnenmarkt unvereinbaren Beihilfe nicht in Betracht. “;

2° Paragraph 6 wird durch einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

“Die Regierung bestimmt die Modalitäten der Rückerstattung der teilweisen Befreiung des ersten Parameters des Aufschlags, die einem Endkunden fälschlicherweise gewährt wurde, oder wenn die Abgabe unter dem in Paragraph 5 Absatz 3 genannten Schwellenwert liegt, oder infolge seines Austritts aus einer CO₂-Gemeinschaft oder infolge der Nichterfüllung der Verpflichtungen aus einem CO₂-Vertrag, der gemäß Artikel 34 Absatz 1 Ziffer 4 des Dekrets vom 16. November 2023 zur CO₂-Neutralität geschlossen wurde. Die Erstattung erfolgt nicht über die Lieferanten und wird zugunsten des Tarifaufschlags vorgenommen. “;

3° in Paragraph 7 Absatz 3 wird nach der Wortfolge “in Artikel 52” die Wortfolge “und in Artikel 54/1” eingefügt;

4° in den Paragraphen 8 bis 9 wird das Wort “CWaPE” jeweils durch das Wort “Verwaltung” ersetzt;

5° der Artikel wird durch den Paragraphen 10 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

“§ 10. Die Regierung wird ermächtigt, die in Paragraph 5 Absatz 3 genannte Methodik zur Kontrolle des Schwellenwerts für die teilweise Befreiung festzulegen und das in Paragraph 7 genannte Verfahren zur Aktualisierung der Referenzliste der Endkunden sowie das in Paragraph 8 genannte Verfahren zur Mitteilung und Zahlung der Beträge der geschuldeten Befreiungen zu ändern. “.

Art. 35 - In Artikel 42*bis*/1 Absatz 1 desselben Dekrets, eingefügt durch das Dekret vom 5. Mai 2022, wird die Wortfolge “nach der Veröffentlichung eines Beschlusses der Verwaltung” durch die Wortfolge “nach der Zustellung oder Veröffentlichung eines Verwaltungsakts” ersetzt.

Art. 36 - In Artikel 43*bis* § 2 Absatz 2 desselben Dekrets, eingefügt durch das Dekret vom 7. Juli 2008, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° die Wortfolge “und erlangt Rechtsgültigkeit ausschließlich durch Genehmigung der Regierung” wird aufgehoben;

2° die Wortfolge “nach dieser Genehmigung” wird durch die Wortfolge “nach ihrer Verabschiedung” ersetzt.

Art. 37 - In Artikel 48 § 2 desselben Dekrets, zuletzt geändert durch das Dekret vom 5. Mai 2022, wird in Absatz 2 die Wortfolge Fax oder Email” durch die Wortfolge “Online-Formular, E-Mail oder ein anderes von dem Regionalen Mediationsdienst angebotenes Mittel” ersetzt.

Art. 38 - In Artikel 48*bis* desselben Dekrets, eingefügt durch das Dekret vom 5. Mai 2022, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° Paragraf 1 wird durch die Wortfolge "sowie auf alle Bestimmungen, die von einem Betreiber eines geschlossenen Unternehmensnetzes durch eine Verordnung, einen Vertrag oder durch allgemeine Geschäftsbedingungen auferlegt werden" ergänzt. "

2° in Paragraf 2 Absatz 1 wird die Wortfolge ", auf deren Grundlage die Berechnungsmethode und die Tarife festgelegt wurden" aufgehoben.

Art. 39 - In Artikel 51*ter* § 1 Ziffer 12 desselben Dekrets, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 17. Juli 2018, wird die Wortfolge "und Artikel 6 des Zusammenarbeitsabkommens vom 22. September 2023 zwischen dem Föderalstaat, der Flämischen Region, der Wallonischen Region und der Region Brüssel-Hauptstadt in Bezug auf bestimmte Bestimmungen gemeinsamer belgischer Klima- und Energieziele für den Beginn des Zeitraums 2021-2030 und zur gemeinsamen Nutzung föderaler Einnahmen aus der Versteigerung von Emissionszertifikaten für die Jahre 2015 bis einschließlich 2020" nach der Wortfolge "für den Zeitraum 2013-2020" eingefügt.

Art. 40 - Artikel 51*quinqüies* desselben Dekrets, eingefügt durch das Dekret vom 17. Juli 2008, wird durch einen Paragrafen 3 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"§ 3. Abweichend von den Paragrafen 1 und 2 wird der Stromverbrauch, der von einer ausschließlich der Speicherung gewidmeten und direkt an das Netz angeschlossenen Anlage genutzt wird, bei der Festlegung der Gebühr nicht berücksichtigt. "

Art. 41 - Artikel 52 § 1 desselben Dekrets, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 17. Juli 2008, wird um eine Ziffer 3 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"3° diejenigen, die, mit Ausnahme der CWaPE und der Netzbetreiber sowie ihrer Tochtergesellschaften, gegen die in diesem Dekret und seinen Ausführungserlassen festgelegten Vertraulichkeitsregeln verstoßen. "

Art. 42 - In Artikel 53 § 1 desselben Dekrets, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 5. Mai 2022, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in Absatz 3 wird die Wortfolge "drei Prozent des Umsatzes" durch die Wortfolge "drei Prozent des Jahresumsatzes" ersetzt;

2° der Paragraf wird um einen Absatz 4 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"In Abweichung von Absatz 3 beträgt die Höhe der administrativen Geldbuße, die die CWaPE gegen den Betreiber lokalen Übertragungsnetzes verhängen kann, zwischen 250 Euro und 200 000 Euro oder zehn Prozent des Jahresumsatzes, den die betreffende Person im letzten abgelaufenen Geschäftsjahr auf dem regionalen Elektrizitätsmarkt erzielt hat, je nachdem, welcher Betrag höher ist. "

Art. 43 - In Artikel 54/1 desselben Dekrets, eingefügt durch das Dekret vom 5. Mai 2022, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in Absatz 3 wird die Wortfolge "drei Prozent des Umsatzes" durch die Wortfolge "drei Prozent des Jahresumsatzes" ersetzt;

2° der Artikel wird um einen Absatz 4 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"In Abweichung von Absatz 3 beträgt die Höhe der administrativen Geldbuße, die die Verwaltung gegen den Betreiber lokalen Übertragungsnetzes verhängen kann, zwischen 250 Euro und 200 000 Euro oder zehn Prozent des Jahresumsatzes, den die betreffende Person im letzten abgelaufenen Geschäftsjahr auf dem regionalen Elektrizitätsmarkt erzielt hat, je nachdem, welcher Betrag höher ist. "

KAPITEL 2 — *Änderungen im Dekret vom 19. Dezember 2002 bezüglich der Organisation des regionalen Gasmarkts*

Art. 44 - Artikel 2 des Dekrets vom 19. Dezember 2002 bezüglich der Organisation des regionalen Gasmarkts, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 6. Oktober 2022, wird wie folgt abgeändert:

1° ein Punkt 28*ter* mit folgendem Wortlaut wird eingefügt:

"28*ter* "Message Implementation Guide Third Party Data Access", abgekürzt "MIG TPDA": das Handbuch, das die Regeln, Verfahren und das Kommunikationsprotokoll beschreibt, die für den Austausch von nicht validierten Zählern zwischen dem Verteilernetzbetreiber und den vom Netzbetreiber beauftragten Drittparteien befolgt werden;"

2° der Artikel wird durch die Ziffern 60 und 61 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"60° "Daten aus dem intelligenten Zähler": alle Daten, die nach der Installation eines intelligenten Zählers oder der Aktivierung der Kommunikationsfunktion eines intelligenten Zählers bei einem Endkunden verarbeitet werden und die entweder technische Daten, Zählern oder Identifikationsdaten betreffen;

61° "Betreiber des Erdgastransportnetzes": der in Artikel 1 Ziffer 31 des Gesetzes vom 12. April 1965 über die Beförderung gasförmiger und anderer Erzeugnisse durch Leitungen erwähnte Betreiber; "

Art. 45 - Artikel 16 § 2 Absatz 5 desselben Dekrets, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 21. Mai 2015, wird um eine Ziffer 9 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"9° die Anzahl der installierten kommunizierenden Zähler in den in Artikel 33*bis*/1 genannten Fällen und die Aktivierung der Kommunikationsfunktion. "

Art. 46 - In dasselbe Dekret wird nach Artikel 33*bis* ein Kapitel VII/1 mit der Überschrift "Kommunizierende Zähler" eingefügt.

Art. 47 - In das durch Artikel 46 eingefügte Kapitel VII/1 wird ein Artikel 33*bis*/1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. 33*bis*/1 - § 1. Sofern dies nicht technisch unmöglich oder wirtschaftlich unzumutbar ist oder der Netzbetreiber dies gemäß Paragraf 3 ablehnt, erfolgt die Installation und Aktivierung der Kommunikationsfunktion eines kommunizierenden Zählers systematisch in den folgenden Fällen:

1° wenn die Vorauszahlungsfunktion in Übereinstimmung mit diesem Dekret aktiviert wurde;

2° wenn ein Nutzer des Verteilernetzes dies verlangt, und zwar nach den Tarifen, die gemäß den im Tarifdekret vorgesehenen Regeln veröffentlicht werden.

Die Regierung bestimmt die Bedingungen, unter denen das Anbringen eines kommunizierenden Zählers oder die Aktivierung der Kommunikationsfunktion eines kommunizierenden Zählers als technisch unmöglich oder wirtschaftlich nicht vertretbar betrachtet wird.

Die Regierung bestimmt die Verpflichtungen des Verteilernetzbetreibers im Falle der Unmöglichkeit der Aktivierung der Kommunikationsfunktion was die Information des Benutzers und die Höchstfrist für die Aktivierung betrifft.

Die Regierung bestimmt die Höchstfrist, die der Verteilernetzbetreiber einhalten muss, um den kommunizierenden Zähler im in Absatz 1 Ziffer 2 beschriebenen Fall anzubringen.

§ 2. Die CWAPE veröffentlicht einmal pro Jahr einen Bericht über die Entwicklung der Anzahl angebrachter intelligenter Zähler, einschließlich der Entwicklung von Nebendienstleistungen in der Wallonischen Region. Der Bericht enthält auch einen Abschnitt über die Entwicklung der Anzahl der Budgetzähler.

Eine Bestandsaufnahme der Anzahl angebrachter kommunizierender Gaszähler wird bei den Sitzungen des Begleitausschusses für die Einführung kommunizierender Zähler im Stromsektor gemäß Artikel 35 § 2 Absatz 3 des Stromdekrets vorgelegt.

§ 3. Jeder Endkunde kann die Anlage eines intelligenten Zählers oder die Aktivierung der Kommunikationsfunktion ablehnen. Je nach technischer Verfügbarkeit installiert der Verteilernetzbetreiber entweder einen intelligenten Zähler, dessen Kommunikationsfunktion deaktiviert ist, oder einen Zähler, der nicht über die Fähigkeit verfügt, Daten zu senden und zu empfangen.

Er informiert den Endkunden darüber, dass seine Ablehnung der Installation eines kommunizierenden Zählers oder der Aktivierung der Kommunikationsfunktion des Zählers folgende Konsequenzen nach sich zieht:

- 1° die Verpflichtung zur manuellen Indexablesung, wenn ein Marktprozess dies erfordert;
- 2° die Unmöglichkeit, die Vorauszahlungsfunktion zu aktivieren. "

Art. 48 - In Kapitel VII/1, eingefügt durch Artikel 46, wird ein Artikel 33bis/2 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. 33bis/2 - § 1. Der kommunizierende Zähler liefert dem Netzbenutzer lokal nahezu in Echtzeit Informationen über das von ihm entnommene Gas. Diese Informationen können nahezu in Echtzeit auf dem Display des Zählers angezeigt werden.

Der kommunikationsfähige Zähler entspricht dem Königlichen Erlass vom 3. August 2012 über die Betriebsüberwachung von Gaszählern, die im Wohnbereich, im gewerblichen Bereich und im Bereich der Leichtindustrie eingesetzt werden.

§ 2. § 2. Ab seiner Einrichtung oder gegebenenfalls ab der Aktivierung der Kommunikationsfunktion verfügt der intelligente Zähler mindestens über folgende Funktionen:

- 1° Betrieb im Vorauszahlungsmodus und Anzeige auf dem Zählerbildschirm einer Einschätzung des verfügbaren Restbetrags;
- 2° die gesicherte Fernablesung der Zählerstände für das entnommene Gas durch den Betreiber des Verteilernetzes;
- 3° Abschaltung und, nach Prüfung der Dichtheit der Anlage, die Genehmigung zur ferngesteuerten Wiederinbetriebnahme des Zählers;
- 4° Fernüberwachung und Aufzeichnung von Alarmsignalen;
- 5° Durchführung von Fernaktualisierungen;

Um dem Endkunden im Vorauszahlungsmodus eine ausreichend häufige Überwachung der Entwicklung seines Verbrauchs bezogen auf das Budget zu ermöglichen, wird die in Absatz 1 Ziffer 1 genannte Schätzung mindestens einmal alle vierundzwanzig Stunden auf dem Zähler aktualisiert und höchstens einmal pro Stunde auf dem Zähler oder einem anderen Medium aufgezeichnet. Wenn der verfügbare Restbetrag den von der Regierung festgelegten Schwellenwert unterschreitet, wird diese Information dem Endverbraucher mitgeteilt. Die Regierung bestimmt die Modalitäten, wie die Unterschreitung des Schwellenwerts mitgeteilt wird, sowie die Modalitäten in Bezug auf das unentgeltliche, sichere Wiederaufladen mit verschiedenen, nicht diskriminierenden Zahlungsmethoden der intelligenten Zähler mit einer Aktivierung der Vorauszahlungsfunktion.

§ 3. Die Aufzeichnung der Daten auf dem kommunizierenden Zähler erfolgt höchstens einmal pro Stunde.

Standardmäßig werden die gespeicherten Daten maximal einmal pro Tag vom kommunizierenden Zähler an den Betreiber des Verteilernetzes übertragen. Die Rückführung dieser Daten an den Betreiber des Verteilernetzes kann häufiger erfolgen, wenn die Vorauszahlungsfunktion aktiviert ist oder damit der Betreiber des Verteilernetzes die Aufgabe der Netzüberwachung durch und aufgrund dieses Dekrets wahrnehmen kann. "

Art. 49 - In Kapitel VII/1, eingefügt durch Artikel 46, wird ein Artikel 33bis/3 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. 33bis/3 - § 1. Der Verteilernetzbetreiber kann den kommunizierenden Zähler eines Kunden ferngesteuert schließen oder die Wiederherstellung desselben genehmigen, unbeschadet der Bedingungen und Verfahren, die durch oder aufgrund des vorliegenden Dekrets festgelegt wurden, und, sofern es sich um einen Haushaltskunden handelt, des Buches VI des Wirtschaftsgesetzbuches und der Gesetzgebung zum Schutz des Privatlebens

§ 2. Unbeschadet der in Sachen Vorauszahlung vorgesehenen Bestimmungen ist die standardmäßige Zählfrequenz diejenige, bei der nur die entnommenen Gasmengen in den Marktprozessen benutzt werden. Die Übermittlung dieser aggregierten Daten an die Marktteilnehmer erfolgt auf Jahresbasis. Der mit einem kommunizierenden Zähler ausgestattete Netzbenutzer kann jedoch frei eine andere Zählfrequenz wählen, insofern sie in der technischen Regelung vorliegt.

Unbeschadet der in Sachen Vorauszahlung vorgesehenen Bestimmungen gilt eine standardmäßig jährliche Rechnungsfrequenz. Jede Zählfrequenz ermöglicht eine häufigere, auf dem tatsächlichen Verbrauch beruhende Abrechnung.

§ 3. Der Verteilernetzbetreiber ermöglicht es den Netzbenutzern, die freie und kostenlose Einsichtnahme in ihre Verbrauchsdaten zu gewährleisten. Zu diesem Zweck ist der Betreiber des Verteilernetzes für die Konzeption, die Umsetzung und den Betrieb einer computergestützten Plattform verantwortlich, über die die Nutzer ihre Daten aus dem kommunizierenden Zähler, einschließlich der nicht validierten Entnahmedaten, frei und kostenlos abrufen können. Die Regierung bestimmt die Modalitäten dieser Einsichtnahme, worunter insbesondere den Typ und das Format der Daten und die betreffenden Zeiträume. "

Art. 50 - In Kapitel VII/1, eingefügt durch Artikel 46, wird ein Artikel 33bis/4 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. 33bis/4 - § 1. Kommunizierende Zähler und intelligente Netze müssen so ausgelegt sein, dass sie die unbeabsichtigte oder unrechtmäßige Zerstörung, den Zugang und die Veränderung personenbezogener Daten verhindern und eine sichere Kommunikation dieser Daten ermöglichen, wobei die besten verfügbaren Techniken zur Gewährleistung des höchsten Schutzniveaus in Bezug auf die Cybersicherheit gebührend zu berücksichtigen sind und gleichzeitig die Kostenkontrolle und die Einhaltung des Grundsatzes der Verhältnismäßigkeit zu gewährleisten sind.

§ 2. Der Betreiber des Verteilernetzes ist der Verantwortliche für die Verarbeitung der von ihm gesammelten personenbezogenen Daten aus dem kommunizierenden Zähler.

Der Verteilernetzbetreiber verarbeitet die Daten aus dem intelligenten Zähler ausschließlich zur Erfüllung seiner gesetzlichen oder verordnungsrechtlichen Aufgaben, die ihm durch oder aufgrund dieses Dekrets obliegen.

§ 3. Unbeschadet des dauerhaften Rechts des Betreibers des Verteilernetzes darf niemand die Daten eines kommunizierenden Zählers lesen, exportieren oder verarbeiten, wenn er nicht über die vorherige, freie, eindeutige, in Kenntnis der Sachlage und ausdrücklich erteilte Zustimmung des betreffenden Netzbenutzers verfügt, außer wenn die Bekanntgabe an eine Drittperson durch eine gesetzliche oder verordnungsrechtliche Bestimmung erlaubt ist und/oder wenn die Daten einem Subunternehmer mitgeteilt werden, der im Namen und für Rechnung des Betreibers des Verteilernetzes handelt.

Die Verarbeitung von personenbezogenen Daten aus einem kommunizierenden Zähler ist untersagt, wenn sie zu folgenden Zwecken stattfindet:

1° Handel mit personenbezogenen Daten aus kommunizierenden Zählern;

2° Handel mit Energiedaten oder -profilen, die anhand von regelmäßig erfassten personenbezogenen Daten aus kommunizierenden Zählern statistisch festgestellt werden, aus denen es möglich ist, die Verbrauchsgewohnheiten des Endverbrauchers abzuleiten;

3° Erstellung von Listen von Endverbrauchern in Bezug auf Betrüger und schlechte Zahler.

Die dritte Partei, die personenbezogene Daten über den Ausgangsport oder über ein anderes Gerät erhebt, wird für die Verarbeitung dieser Daten verantwortlich. Diese Datenerhebung erfolgt nur mit der freien und informierten Zustimmung des Endkunden unter den in Absatz 1 festgelegten Bedingungen. Zu diesem Zweck informiert der Dritte den Endkunden vorab über die Rechte, die er in Bezug auf diese Daten ausüben kann.

§ 4. Unter den durch das und aufgrund des vorliegenden Dekrets festgelegten Bedingungen kann der Verteilernetzbetreiber die von ihm erhobenen Daten, die aus den intelligenten Zählern stammen, an folgende Empfänger und Kategorien von Empfängern weitergeben:

"1° die Lieferanten im Hinblick auf die Lieferung von Gas und die Erbringung von Dienstleistungen, die Abrechnung und die Verwaltung der Kunden gemäß den Verpflichtungen nach Artikel 33;

2° die anderen Betreiber eines Verteilernetzes und der Betreiber des Erdgastransportnetzes, um den Betrieb und die Betriebssicherheit ihres Netzes zu gewährleisten;

3° die CWaPE im Hinblick auf die Erfüllung ihrer Aufgaben, Aufträge und Verpflichtungen, die ihr durch oder aufgrund dieses Dekrets auferlegt werden;

4° die öffentlichen Behörden, Organisationen und natürliche oder juristische Personen im Hinblick auf die Erfüllung von Aufgaben im öffentlichen Interesse erforderlich sind, die ihnen durch oder aufgrund von Gesetzen, Dekreten oder Verordnungen übertragen wurden;

5° einen Dritten, sofern der Betreiber des Verteilernetzes auf Anfrage des betreffenden Dritten die vorherige, freie, eindeutige, in Kenntnis der Sachlage und ausdrücklich erteilte Zustimmung des Endkunden zur Weitergabe seiner Daten durch den Betreiber des Verteilernetzes an diesen Dritten eingeholt hat.

Jeder dieser Empfänger ist in seinem Bereich für die Verarbeitung der vom Verteilernetzbetreiber bereitgestellten personenbezogenen Daten verantwortlich.

Der Betreiber des Verteilernetzes gewährt den in Absatz 1 aufgeführten Empfängern nur Zugang zu den Daten, die für die Erfüllung ihrer jeweiligen Aufgaben und Aufträge unbedingt erforderlich sind.

§ 5. Die personenbezogenen Daten aus den kommunizierenden Zählern, einschließlich der abgeleiteten Daten, dürfen nur so lange gespeichert werden, wie dies zur Erfüllung des Zwecks, zu dem sie gesammelt wurden, nötig ist. Diese Frist darf fünf Jahre ab dem Zeitpunkt der Datenerhebung nicht überschreiten.

Abweichend von Absatz 1 können Daten länger als fünf Jahre aufbewahrt werden, wenn dies zur Erfüllung der Aufgaben des für die Verarbeitung Verantwortlichen erforderlich ist. In diesem Fall begründet der für die Verarbeitung Verantwortliche die längere Aufbewahrungsdauer.

Personenbezogene Daten werden anonymisiert, sobald ihre Individualisierung zur Umsetzung des Zwecks, zu dem sie gesammelt wurden, nicht mehr notwendig ist.

§ 6. "Im Anschluss an die Installation des intelligenten Zählers und vor der Verarbeitung der Daten aus den intelligenten Zählern stellt der Verteilernetzbetreiber den Netzbenutzern die in Artikel 13 der Verordnung 2016/679/EU vom 27. April 2016 aufgelisteten Informationen zur Verfügung.

Diese in Artikel 13 der Verordnung 2016/679/EU vom 27. April 2016 aufgelisteten Informationen werden auf neutrale, einheitliche und deutliche Weise über verschiedene Informationskanäle (Broschüren, Schreiben, Internetseiten, ...) mitgeteilt.

Der Verteilernetzbetreiber gibt auf seiner Webseite die Angaben zur zuständigen Dienststelle an, bei welcher die betroffenen Personen die oben genannten Rechte in Sachen Schutz des Privatlebens ausüben können.

Der Zugriff des Endkunden auf seine eigenen Daten ist kostenlos.

Die anderen in Paragraf 4 genannten für die Verarbeitung Verantwortlichen übermitteln die in Absatz 1 genannten Informationen an die Endkunden, bevor die Verarbeitung der von den intelligenten Zählern erzeugten Daten gemäß Absatz 2 beginnt.

§ 7. Der automatisierte Zugriff des Versorgers auf die Daten und Informationen der kommunizierenden Zähler, die in den Datenbanken des Verteilernetzbetreibers für Abrechnungszwecke verfügbar sind, erfolgt über das MIG.

Der automatisierte Zugriff von Dritten, die nicht der Endkunde, sein Versorger oder sein Flexibilitätsdiensteanbieter sind, auf die Daten und Informationen der kommunizierenden Zähler, die in den Datenbanken des Verteilernetzbetreibers zu Informationszwecken verfügbar sind, erfolgt über das MIG TPDA unter Beachtung der in Absatz 4 vorgeschriebenen Zweckbestimmungen.

Der Zugang zu den Daten ist nicht diskriminierend und kann von mehreren Parteien gleichzeitig erfolgen.

Die MIG und die MIG TPDA werden gemäß Artikel 14*bis* nach dem in der Technischen Vorschrift festgelegten Verfahren erstellt. ”.

KAPITEL 3 — *Änderung im Dekret vom 19. Januar 2017
über die Tarifmethodik, die auf die Betreiber von Strom- und Gasverteilernetzen anwendbar ist*

Art. 51 - Artikel 4 des Dekrets vom 19. Januar 2017 über die Tarifmethodik, die auf die Betreiber von Strom- und Gasverteilernetzen anwendbar ist, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 5. Mai 2022, wird wie folgt abgeändert:

1° in Paragraf 1 Absatz 3 wird die Wortfolge ”die Auswirkungen der Erneuerbare-Energie-Gemeinschaften und der besonderen Regelungen im Sinne von Artikel 26” ersetzt durch die Wortfolge ”die Auswirkungen von Energiegemeinschaften, von Aktivitäten zur gemeinsamen Nutzung innerhalb einer Energiegemeinschaft oder innerhalb eines Gebäudes und zum Peer-to-Peer-Austausch, sowie der Sonderregelungen gemäß Artikel 26”;

2° in Paragraf 2 wird Ziffer 22 aufgehoben;

3° in Paragraf 2 wird Ziffer 23 durch Folgendes ersetzt:

”23° bei der Tarifmethodik wird darauf geachtet, dass ein Gleichgewicht zwischen der Entwicklung von Aktivitäten zur gemeinsamen Nutzung innerhalb einer Energiegemeinschaft oder innerhalb eines Gebäudes und des Peer-to-Peer-Austauschs einerseits und der Solidarität bei der Deckung der Gesamtkosten der Netze sowie dem Beitrag zu Steuern, Zuschlägen und anderen regulierten Kosten andererseits gewährleistet ist.”;

4° Paragraf 2 wird um eine Ziffer 28 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

”28° in der Tarifmethodik wird die Gefährdung des Haushalts bei der Bestimmung des Tarifs berücksichtigt, der auf die Verfahren zur Aktivierung der Vorauszahlung im Falle der Nichtzahlung eines Haushaltskunden anwendbar ist. ”.

KAPITEL 4 — *2° Änderung des Dekrets vom 17. Dezember 2020
über die Gewährung einer Prämie zur Installierung von Mess- und Steuervorrichtungen*

Art. 52 - In Artikel 2 § 1 des Dekrets vom 17. Dezember 2020 über die Gewährung einer Prämie zur Installierung von Mess- und Steuervorrichtungen wird die Wortfolge ”bis zum 31. Dezember 2023” durch die Wortfolge ”bis zum 31. Dezember 2024” ersetzt.

Kapitel 5 - Schlussbestimmung

Art. 53 - Für Rechnungen, die zwischen dem 1. Januar 2024 und dem Datum des Inkrafttretens des vorliegenden Dekrets ausgestellt werden, beginnt die viermonatige Frist für die Einreichung des Prämienantrags gemäß Artikel 2 § 2 Absatz 1 des Dekrets vom 17. Dezember 2020 über die Gewährung einer Prämie zur Installierung von Mess- und Steuervorrichtungen ab dem Inkrafttreten des vorliegenden Dekrets.

Wir fertigen das vorliegende Dekret aus und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 25. April 2024

Der Ministerpräsident
E. DI RUPO

Der Vizepräsident und Minister für Wirtschaft, Außenhandel, Forschung und Innovation,
digitale Technologien, Raumordnung, Landwirtschaft, das IFAPME und die Kompetenzzentren
W. BORSUS

Der Vizepräsident und Minister für Klima, Energie, Mobilität und Infrastrukturen
Ph. HENRY

Die Vizepräsidentin und Ministerin für Beschäftigung, Ausbildung, Gesundheit,
soziale Maßnahmen und Sozialwirtschaft, Chancengleichheit und Rechte der Frauen
Ch. MORREALE

Die Ministerin für den öffentlichen Dienst, Datenverarbeitung, administrative Vereinfachung,
beauftragt mit den Bereichen Kindergeld, Tourismus, Erbe und Verkehrssicherheit
V. DE BUE

Der Minister für Wohnungswesen, lokale Behörden und Städte
Ch. COLLIGNON

Der Minister für Haushalt, Finanzen, Flughäfen und Sportinfrastrukturen
A. DOLIMONT

Die Ministerin für Umwelt, Natur, Forstwesen, ländliche Angelegenheiten und Tierschutz
C. TELLIER

—
Fußnote

(1) Sitzungsperiode 2023-2024.

Dokumente des Wallonischen Parlaments, 1672 (2023-2024) Nrn. 1 bis 4.

Ausführliches Sitzungsprotokoll, öffentliche Sitzung vom 24. April 2024.

Diskussion.

Abstimmung.

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2024/009089]

25 APRIL 2024. — Decreet tot wijziging van de decreten van 12 april 2001 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt, van 19 december 2002 betreffende de organisatie van de gewestelijke gasmarkt, van 19 januari 2017 betreffende de tariefmethodologie die van toepassing is op gas- en elektriciteitsdistributienetbeheerders en van 17 december 2020 betreffende de toekenning van een premie voor de installatie van meet- en stuurapparaten (1)

Het Waalse Parlement heeft aangenomen en Wij, Waalse Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

Artikel 1. Bij dit decreet wordt Richtlijn (EU) 2018/2001 van het Europees Parlement en de Raad van 11 december 2018 ter bevordering van het gebruik van energie uit hernieuwbare bronnen (herschikking), zoals gewijzigd bij Richtlijn (EU) 2023/2413 van het Europees Parlement en de Raad van 18 oktober 2023 tot wijziging van Richtlijn (EU) 2018/2001, Verordening (EU) 2018/1999 en Richtlijn 98/70/EG wat de bevordering van energie uit hernieuwbare bronnen betreft, en tot intrekking van Richtlijn (EU) 2015/652 van de Raad gedeeltelijk omgezet.

HOOFDSTUK 1. — *Wijzigingen in het decreet van 12 april 2001 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt*

Art. 2. In artikel 2 van het decreet van 12 april 2001 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt, laatst gewijzigd bij het decreet van 5 mei 2022, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in 2°quinquies, c), worden de woorden "de productie-installaties bevinden waarvan zij eigenaar is en waarop ze genotsrechten hebben;" vervangen door de woorden "de hernieuwbare energieprojecten bevinden waarop de gemeenschap heeft ingetekend en die zij heeft ontwikkeld;"; 2° er wordt een 29°bis/2 ingevoegd, luidend als volgt:

"29°bis/2 "gegevens van de communicerende meter": alle gegevens die worden verwerkt na de installatie van een communicerende meter of de activering van de communicerende functie van een communicerende meter in de gebouwen van een eindafnemer en die technische, meet- of identificatiegegevens betreffen;";

3° in 31°ter worden de woorden "de regels en procedures voor het uitwisselen van" vervangen door de woorden "de gevolgdde regels, procedures en communicatieprotocol voor het uitwisselen van".

4° artikel 2 wordt aangevuld met een punt 88°, luidend als volgt:

"88° "steunregeling": elk instrument, elke regeling of elk mechanisme dat is ontworpen om het gebruik of de productie van groene elektriciteit te bevorderen door de kosten van dergelijke elektriciteit te verlagen via een verhoging van de verkoopprijs of het aankoopvolume van dergelijke elektriciteit, door middel van een verplichting om dergelijke elektriciteit te gebruiken of een andere stimulans, met inbegrip van, maar niet beperkt tot, investeringssteun, belastingvrijstellingen of -verlagingen, terugbetaling van belasting, steunregelingen gekoppeld aan de verplichting om elektriciteit uit hernieuwbare bronnen te gebruiken, met inbegrip van regelingen die gebruik maken van groene certificaten, en directe prijssteunregelingen, met inbegrip van terugleveringsstarieven en variabele of vaste premies. "

Art. 3. Artikel 2 bis van hetzelfde decreet, ingevoegd bij het decreet van 19 juli 2018 en gewijzigd bij het decreet van 5 mei 2022, wordt opgeheven.

Art. 4. Artikel 4 van hetzelfde decreet, laatstelijk gewijzigd bij het decreet van 5 mei 2022, wordt aangevuld met een paragraaf 5, luidend als volgt:

"Elke vervreemding van de infrastructuur en de uitrusting die deel uitmaken van het lokale transmissienet, door de beheerder van het lokale transmissienet, wordt onderworpen aan de instemming van de Regering, na advies van de "CWaPE". "

Art. 5. In artikel 8 van hetzelfde decreet, laatstelijk gewijzigd bij het decreet van 5 mei 2022, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1, tweede lid, worden de woorden "onder de voorwaarden bepaald in artikel 11, § 2, tweede lid, 9°," ingevoegd tussen de woorden "om de netverliezen te compenseren" en de woorden "en om de eindafnemers te leveren in de gevallen bedoeld in dit decreet";

2° er wordt een paragraaf 1/1 ingevoegd, luidend als volgt:

"§ 1/1. In afwijking van paragraaf 1 mag de distributienetbeheerder de activiteiten van thermische energienetbeheerder, productie of levering van thermische energie uitvoeren onder de volgende voorwaarden:

1° de distributienetbeheerder richt een dochteronderneming op die specifiek gewijd is aan het uitvoeren van deze activiteiten. De dochteronderneming wijkt af van artikel 16, § 2, 5°;

2° ten minste 20% van de bestuurders van de dochteronderneming zijn onafhankelijke bestuurders in de zin van artikel 7:87, § 1, van het Wetboek van Vennootschappen en Verenigingen;

3° voor elk thermisch energienet, productie- of leveringsproject richt de dochteronderneming bedoeld in 1° een vennootschap op in de zin van Deel 1, Boek 1, Titel 1 van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen. De aldus opgerichte vennootschap kan afwijken van de bepalingen van artikel 16;

4° als een project betrekking heeft op de productie of levering van thermische energie, moet ten minste 25% van het aandelenkapitaal van de vennootschap bedoeld in 3° in handen zijn van een privaatrechtelijk of publiekrechtelijk lichaam dat geen dochteronderneming is en dat geen rechtstreeks of onrechtstreeks belang heeft in het kapitaal van een distributienetbeheerder. Om aan deze verplichting te voldoen, organiseert de dochteronderneming een open, transparante en niet-discriminerende aanbestedingsprocedure. Als er aan het einde van deze periode geen redelijk bod is ontvangen, kan de dochteronderneming van deze verplichting afzien;

5° de dochteronderneming bedoeld in 1° mag de activiteiten van de beheerder van een thermisch energienet, productie of levering van thermische energie uitoefenen en een vennootschap in de zin van 3° oprichten voor zover die activiteiten het voorwerp hebben uitgemaakt van een open, transparante en niet-discriminerende mededingingsprocedure.

Distributienetbeheerders mogen activiteiten voor de opwekking en levering van thermische energie uitvoeren tot 1 juli 2034. De Regering kan, op basis van een door de administratie opgestelde analyse van de marktrijpheid, deze termijn met 10 jaar verlengen.

In het kader van zijn activiteit als beheerder van een thermisch energienet of als producent of leverancier van thermische energie, is de distributienetbeheerder onderworpen aan de rechten en verplichtingen die zijn vastgelegd in het decreet van 15 oktober 2020 betreffende de organisatie van de thermische-energiemarkt en de thermische-energienetten.

Bij het uitvoeren van de activiteiten van netbeheerder van thermische energie, productie of levering van thermische energie, leeft de distributienetbeheerder de verplichtingen, vermeld in paragraaf 2 bis na inzake het voeren van een gescheiden boekhouding om elke kruissubsidiëring tussen gereguleerde en niet-gereguleerde activiteiten te vermijden overeenkomstig artikel 4, § 2, eerste lid, 18°, van het Tariefdecreet.

In het kader van haar toezichtsrol kan de CWaPE de betrokken distributienetbeheerder en de Administratie verzoeken om haar alle documenten of informatie te bezorgen met betrekking tot de activiteit van de distributienetbeheerder als beheerder van een thermisch energienet, met inbegrip van al zijn rekeningen. ”.

Art. 6. In artikel 11, § 2, van hetzelfde decreet, laatstelijk gewijzigd bij het decreet van 5 mei 2022, wordt punt 19° opgeheven.

Art. 7. In artikel 15 van hetzelfde decreet, laatstelijk gewijzigd bij het decreet van 5 mei 2022, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1, derde lid, worden de woorden “of enige andere alternatieve bron” ingevoegd tussen de woorden “voor buigzame toegang” en de woorden “om de versterking van de capaciteit van het”;

2° in paragraaf 2 worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) in lid 1 worden de woorden “, met inbegrip van de oplaadpunten,” ingevoegd tussen de woorden “met de vermoedelijke evolutie van het verbruik” en de woorden “en de gedecentraliseerde producties”;

b) in het tweede lid, 2°, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1 worden de woorden “van de opslaginstallaties” ingevoegd tussen de woorden “van de productie,” en de woorden “van het verbruik”;

2° de woorden “van de oplaadpunten” worden ingevoegd tussen de woorden “van het verbruik,” en de woorden “van de maatregelen van energie-efficiëntie”;

3) de komma tussen de woorden “flexibiliteit” en de woorden “en van de uitwisselingen met de andere netten” wordt geschrapt.

Art. 8. In artikel 15ter, van hetzelfde decreet, ingevoegd bij het decreet van 11 april 2014 en laatstelijk gewijzigd bij het decreet van 5 mei 2022, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1 bis, tweede lid, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) punt 11° wordt opgeheven;

b) punt 12° wordt opgeheven;

c) het lid wordt aangevuld met een punt 20°, luidend als volgt:

“20° de verplichting om reglementen, contracten en algemene voorwaarden ter goedkeuring voor te leggen aan de CWaPE, zoals bepaald in artikel 43, § 2, tweede lid, 2°. ”;

2° in paragraaf 2bis, eerste lid, worden de woorden “elke bepaling die door een professionele gesloten netbeheerder wordt opgelegd bij reglement, contract of algemene voorwaarden, alsook met betrekking tot” ingevoegd tussen de woorden “betwisting met betrekking tot” en de woorden “de berekeningsmethode”.

Art. 9. In artikel 16 bis, § 1, van hetzelfde decreet, ingevoegd bij het decreet van 17 juli 2008 en gewijzigd bij het decreet van 5 mei 2022, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° tussen de woorden “of aan derden” en de woorden “die handelen onder dekking” wordt een komma ingevoegd;

2° in de Franse versie wordt het woord “le” ingevoegd tussen de woorden “agissant sous” en de woorden “couvert du secret professionnel”;

3° er wordt, in de Franse versie, een komma ingevoegd tussen de woorden “couvert du secret professionnel” en de woorden “expressément prévues ou autorisées par des dispositions légales ou réglementaires”.

Art. 10. In artikel 25 quater, van hetzelfde decreet, ingevoegd bij het decreet van 17 juli 2008 en laatstelijk gewijzigd bij het decreet van 5 mei 2022, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in § 1, lid 1, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) de woorden “Elke eindafnemer” worden vervangen door de woorden “Elke natuurlijke of rechtspersoon die om aansluiting heeft verzocht,”;

de woorden “, met inbegrip van de wijziging van de bestaande aansluiting,” worden ingevoegd tussen de woorden “de effectieve aansluiting” en de woorden “niet heeft gerealiseerd binnen”;

2° in § 1, lid 1, 1°, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) de woorden “van de residentiële afnemers” worden vervangen door de woorden “bij laagspanning voor een onderschreven vermogen van 56 kVA of minder”;

b) de woorden “andersluidende overeenkomst” worden vervangen door de woorden “andersluidend verzoek van de aansluitingsaanvrager aanvaard door de netbeheerder”;

3° in § 1, lid 1, 2°, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) de woorden “niet-residentiële laagspanningsafnemers” worden vervangen door de woorden “andere aansluitingen bij laagspanning”;

b) de woorden “andersluidende overeenkomst” worden vervangen door de woorden “andersluidend verzoek van de aansluitingsaanvrager aanvaard door de netbeheerder”;

4° in § 1, lid 1, 3°, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

het woord “hoogspanningseindafnemers” wordt vervangen door de woorden “aansluitingen bij hoogspanning”;

b) de woorden “bij gebrek aan uitdrukkelijke bindende bepalingen, begint deze termijn te lopen”.

worden vervangen door de woorden "die, behalve andersluidend verzoek van de aansluitingsaanvrager aanvaard door de netbeheerder, begint te lopen";

5° in paragraaf 1, tweede lid, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) de woorden "de residentiële afnemers" worden vervangen door de woorden "de aanvragers van een laagspanningsaansluiting voor een onderschreven vermogen van 56 kVA of minder";

b) de woorden "de andere laagspanningsafnemers" worden vervangen door de woorden "de andere aanvragers van een laagspanningsaansluiting";

c) de woorden "de hoogspanningsafnemers" worden vervangen door de woorden "de aanvragers van een hoogspanningsaansluiting";

6° in paragraaf 1, derde lid, 1° en 2°, worden de woorden "de eindafnemer" telkens vervangen door de woorden "de aansluitingsaanvrager";

7° paragraaf 1 wordt aangevuld met een lid 5, luidend als volgt:

"De in deze paragraaf bedoelde termijnen kunnen in onderling overleg tussen de netbeheerder en elke natuurlijke of rechtspersoon die om aansluiting heeft verzocht, worden verlengd. ";

8° in paragraaf 2, lid 1, wordt het woord "eindafnemer" vervangen door de woorden "natuurlijke of rechtspersoon die om aansluiting heeft verzocht";

9° in paragraaf 3, lid 1, worden de woorden "de eindafnemer" vervangen door de woorden "de aansluitingsaanvrager";

10° in paragraaf 3, lid 4 en 5, wordt het woord "eindafnemer" telkens vervangen door het woord "aanvrager";

11° in paragraaf 4 worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) in de Franse versie worden de woorden "client final" vervangen door de woorden "demandeur de raccordement";

b) in de Franse versie worden de woorden "à l'étude, l'offre ou" ingevoerd tussen het woord "procéder" en de woorden "au raccordement effectif".

Art. 11. In artikel 25^{sexies}/1 van hetzelfde decreet, ingevoegd bij het decreet van 5 mei 2022, worden de woorden "en opslag" opgeheven.

Art. 12. In artikel 26 van hetzelfde decreet wordt paragraaf 2^{sexies} opgeheven.

Art. 13. In artikel 33, § 3, van hetzelfde decreet, laatstelijk gewijzigd bij het decreet van 5 mei 2022, worden de woorden ", onder meer" opgeheven.

Art. 14. In artikel 33 bis/1 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het vierde lid, worden de woorden "De leverancier kan een geautomatiseerde versie van het formulier aanbieden. In dit geval wordt dit aangegeven op het papieren formulier. ingevoegd tussen de woorden "in lid 3 bedoelde formulier op de hoogte. " en de woorden "In deze brief";

2° in het vijfde lid, worden de woorden "met het verzoek tot verbreking van het leveringscontract. " vervangen door de woorden "om elke maatregel te vragen die gericht is op de terugbetaling van de schuld, de activering van de vooruitbetaling of de beëindiging van het leveringscontract. De beslissing van de rechter kan voorzien in de automatische beëindiging van het contract indien geen maatregelen worden genomen om de schuld terug te betalen of de vooruitbetaling te activeren. ";

3° het artikel wordt aangevuld met de leden 11 en 12, luidend als volgt :

"Elk vonnis dat de beëindiging van het contract vaststelt, geeft de betrokken distributienetbeheerder automatisch het recht om de levering af te sluiten, met inbegrip van de toegang tot de meter, indien nodig met de hulp van de politie.

Als de afnemer woonachtig is op het verbruiksadres, mag de leverancier niet overgaan tot de afsluiting tot een maand nadat het besluit tot beëindiging aan het gezin is betekend. De leverancier moet het OCMW in de gemeente waar de afnemer woont, schriftelijk of elektronisch op de hoogte brengen van zijn beslissing om deze afsluiting uit te voeren in uitvoering van dit vonnis, tenzij het gezin eerder heeft geweigerd om zijn naam op te geven. "

Art. 15. In artikel 34, § 1, 2°, van hetzelfde decreet, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in f) :

a) wordt het woord "gratis" ingevoegd tussen het woord "de mededeling" en het woord "verzekeren";

b) worden de woorden "binnen tien dagen" ingevoegd tussen de woorden "aan elke eindafnemer die" en de woorden "erom verzoekt";

2° het wordt aangevuld met een punt l), luidend als volgt:

"l) Behalve in gevallen van bewezen kwade trouw van de eindafnemer, waarbij de meterstanden over een periode van meerdere jaren zijn geschat, mogen rectificaties van de meetgegevens en de daaruit voortvloeiende facturering geen betrekking hebben op een periode van meer dan vierentwintig maanden voorafgaand aan de laatste werkelijke meterstand. De totale hoeveelheid elektriciteit die tussen de laatste twee werkelijke meterstanden wordt verbruikt, wordt door de distributienetbeheerder verdeeld over de volledige periode tussen de twee werkelijke standen, en alleen het verbruik dat overeenstemt met de laatste 24 maanden kan aan de eindafnemer worden gefactureerd. Een rechtzetting en gunste van de netgebruiker gaat verder dan de periode van 24 maanden die voorafgaat aan de laatste werkelijke meterstand.

In geval van bewezen kwade trouw van de eindafnemer en indien de distributienetbeheerder niet heeft voldaan aan zijn verplichtingen uit hoofde van de wettelijke en reglementaire teksten die op hem van toepassing zijn, in het bijzonder met betrekking tot het verzamelen van meet- of telgegevens en telapparatuur, zoals voorzien door dit decreet en de uitvoeringsbesluiten ervan, kan de rechtzetting niet langer duren dan een periode van 5 jaar. "

Art. 16. In artikel 34 bis, § 1, lid 1, 2°, van hetzelfde decreet, ingevoegd bij het decreet van 17 juli 2008 en laatstelijk gewijzigd bij het decreet van 5 mei 2022, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in d) :

i) wordt het woord "leesbaar," ingevoegd tussen het woord "zijn" en het woord "billijk";

ii) worden, in de Franse versie, de woorden, "de leurs droits" ingevoegd tussen de woorden "à l'exercice" en de woorden "par les clients";

in de Franse versie worden de woorden "de leurs droits" opgeheven;

2° in f) worden de woorden "zichtbaar en" ingevoegd tussen de woorden "de eindafnemers" en de woorden "tijdig in kennis stellen van".

Art. 17. In artikel 35 van hetzelfde decreet, laatstelijk gewijzigd bij het decreet van 5 mei 2022, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1:

a) in lid 2 van de Franse versie worden de woorden "à lieu systématiquement" vervangen door de woorden "ont lieu systématiquement";

b) in lid 3 wordt het woord "verwerft" vervangen door de woorden "in gebruik neemt";

c) lid 4 wordt vervangen door wat volgt:

"De Regering bepaalt de voorwaarden waaronder de installatie van een communicerende meter of de activering van de communicatiefunctie van een communicerende meter technisch onmogelijk of economisch niet redelijk wordt geacht. ";

d) lid 7 wordt vervangen door wat volgt:

"Uiterlijk op 31 december 2029 bereikt de distributienetbeheerder de doelstelling van honderd procent van communicerende meters die op zijn net geplaatst worden. ";

2° in paragraaf 3, tweede lid, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) het woord "communicerende" wordt ingevoegd tussen de woorden "weigering om de" en de woorden "meter te plaatsen";

b) in de Franse versie worden de woorden "de la fonction communicante du compteur communicant" ingevoegd tussen de woorden "ou d'activation" et les mots "entraîne les conséquences suivantes: ";

c) in 1° van de Franse versie worden de woorden "de relève des index manuel" vervangen door de woorden "de relève manuelle des index";

d) het lid wordt aangevuld met de punten 6° en 7°, luidend als volgt :

6° de onmogelijkheid om de vooruitbetalingsfunctie te activeren;

7° de technische onmogelijkheid om de afwezigheid van een spanningskwaliteitsprobleem in verband met het distributienet na te gaan, waardoor het verzoek tot schadevergoeding voor de afschakeling van de omvormer bedoeld in artikel 25sexies/1 van dit decreet onontvankelijk wordt. ".

Art. 18. In artikel 35 bis, ingevoegd bij het decreet van 19 juli 2018 en vervangen bij het decreet van 5 mei 2022, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 3, tweede lid, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) de woorden "De in het tweede lid, 1°, bedoelde schatting dient," worden vervangen door de woorden "Teneinde de eindafnemer met voorschot in staat te stellen met voldoende regelmaat de evolutie van zijn verbruik budgettair te volgen, dient de in het tweede lid, 1°, bedoelde schatting;

2° het woord "24" wordt vervangen door het woord "vierentwintig";

2° het artikel wordt aangevuld met een paragraaf 5, luidend als volgt:

"§ 5. De Regering bepaalt de minimumfrequentie van gegevensregistratie op de communicerende meter alsook de modaliteiten voor het opslaan van deze gegevens om te voldoen aan de Europese vereisten in verband met de elektriciteitsmarkt. ".

Art. 19. In artikel 35 ter, ingevoegd bij het decreet van 19 juli 2018 en gewijzigd bij het decreet van 5 mei 2022, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1, eerste lid, worden de woorden "met strikte inachtneming van" vervangen door het woord "onverminderd";

2° in paragraaf 1 wordt het tweede lid opgeheven;

3° in paragraaf 2, eerste lid, wordt het woord "geaggregeerde" ingevoegd tussen het woord "Deze" en de woorden "gegevens worden jaarlijks".

Art. 20. In artikel 35 quinquies, § 1, tweede lid, van hetzelfde decreet, ingevoegd bij het decreet van 19 juli 2018 en gewijzigd bij het decreet van 5 mei 2022, worden de woorden "verbruiks- en injectiegegevens" vervangen door de woorden "opname- en injectiegegevens".

Art. 21. In artikel 35 septies van hetzelfde decreet, ingevoegd bij het decreet van 19 juli 2018 en gewijzigd bij het decreet van 5 mei 2022, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1 wordt het eerste lid opgeheven;

2° in paragraaf 1, lid 2 nu lid 1, worden de woorden "De slimme meters en netwerken" vervangen door de woorden "De communicerende meters en slimme netwerken";

3° paragraaf 2, tweede lid, wordt vervangen als volgt:

"De distributienetbeheerder verwerkt de gegevens van de communicerende meter uitsluitend met het oog op de uitvoering van zijn wettelijke of reglementaire verplichtingen krachtens dit decreet. ";

4° in § 3, lid 1, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) in de Franse versie worden de woorden "traiter les informations" worden vervangen door de woorden "traiter les données issues";

b) in de Franse versie wordt het woord "éclairée" vervangen door het woord "éclairé";

c) het woord ", expliciete" wordt ingevoegd tussen de woorden "specifieke, verlichte" en de woorden "en ondubbelzinnige";

d) de woorden "of de informatie wordt overgemaakt" worden vervangen door de woorden "of de gegevens worden overgemaakt";

5° in paragraaf 3, tweede lid, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) de woorden "persoonlijke meetgegevens" worden vervangen door de woorden "gegevens van een communicerende meter";

b) in 1° wordt het woord "meetgegevens" vervangen door het woord "gegevens";

c) in 1° worden de woorden "van communicerende meters" toegevoegd na de woorden "persoonlijke meetgegevens";

d) in 2° worden de woorden "de handel in informatie" vervangen door de woorden "de handel in gegevens";

e) in 2° wordt het woord "meetgegevens" vervangen door de woorden "gegevens van communicerende meters";

6° paragraaf 3, derde lid, wordt vervangen als volgt:

"De derde die persoonlijke gegevens verzamelt via de uitvoerpoort of een ander apparaat wordt verantwoordelijk voor de verwerking van deze gegevens. Deze gegevensverzameling vindt alleen plaats met de voorafgaande, vrije, specifieke, geïnformeerde en uitdrukkelijke toestemming van de eindafnemer, onder de voorwaarden bepaald in paragraaf 1. Hiertoe zal de derde de eindafnemer vooraf informeren over de rechten die hij kan uitoefenen met betrekking tot deze gegevens. ";

7° in § 4, lid 1, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

2° in de Franse versie wordt het woord "aux" ingevoegd tussen de woorden "aux destinataires et" en de woorden "catégories de destinataires suivants"; ;

b) de punten 1° tot 3° worden vervangen door de punten 1° tot 7°, luidend als volgt:

1° de leveranciers voor de levering van elektriciteit en diensten, facturering en klantenbeheer overeenkomstig de verplichtingen bedoeld in artikel 34bis;

2° de andere netbeheerders om het beheer en de operationele veiligheid van hun net te garanderen;

3° de evenwichtsverantwoordelijken om het evenwicht van het net te garanderen;

4° de leveranciers van energiediensten, flexibiliteitsdiensten en aggregatoren voor de levering van diensten en klantenbeheer;

5° de overheidsinstanties, organisaties en natuurlijke of rechtspersonen voor de uitvoering van taken van openbaar belang die bij of krachtens een wet, decreet of ordonnantie aan hen zijn opgedragen;

6° de CWaPE met het oog op de uitvoering van haar taken, verplichtingen en plichten opgelegd bij of krachtens dit decreet;

7° een derde, op voorwaarde dat de distributienetbeheerder, op verzoek van de betrokken derde, de voorafgaande, vrije, ondubbelzinnige, geïnformeerde en uitdrukkelijke toestemming van de eindafnemer heeft verkregen om zijn gegevens door de distributienetbeheerder aan deze derde door te geven. ";

8° in paragraaf 4 wordt het tweede lid vervangen als volgt:

"Elk van deze ontvangers is verantwoordelijk voor de verwerking van de persoonsgegevens die door de distributienetbeheerder worden verstrekt. ";

9° in paragraaf 4 wordt het derde lid vervangen als volgt:

"De distributienetbeheerder verleent de in de lid 1 vermelde ontvangers alleen toegang tot gegevens die strikt noodzakelijk zijn voor de uitvoering van hun respectieve taken en plichten. ";

10° in paragraaf 5 worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) in lid 1:

a) worden de woorden "persoonlijke meetgegevens" vervangen door de woorden "persoonlijke gegevens van de communicerende meters";

2) worden de woorden "afgeleide persoonsgegevens, mogen niet langer worden bewaard" vervangen door de woorden "afgeleide gegevens mogen slechts zolang worden bewaard";

3) worden de woorden "Deze periode mag in geen geval langer zijn" vervangen door de woorden "Deze periode mag langer zijn";

4) worden de woorden "vanaf de verzameling van de gegevens" toegevoegd na de woorden "vijf jaar";

b) in het derde lid worden de woorden "Persoonsgegevens worden anoniem gemaakt" vervangen door de woorden "De geanonimiseerde gegevens worden overgemaakt";

11° in paragraaf 6 worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) lid 1 wordt vervangen door wat volgt:

"Na de installatie van de communicerende meter en vóór de tenuitvoerlegging van de verwerking van gegevens van communicerende meters, verstrekt de distributienetbeheerder de netgebruikers de informatie die is opgesomd in artikel 13 van Verordening 2016/679/EU van 27 april 2016. ";

b) in lid 2 worden de woorden "De in lid 1 bedoelde informatie" vervangen door de woorden "Deze informatie, vermeld in artikel 13 van Verordening 2016/679/EU van 27 april 2016,";

c) paragraaf 6 wordt aangevuld met twee leden luidend als volgt:

"De toegang van de eindafnemer tot zijn eigen gegevens is kosteloos.

De andere voor de verwerking verantwoordelijken bedoeld in paragraaf 4 doen de in lid 1 bedoelde informatie toekomen aan de eindafnemers voordat de verwerking van de gegevens van de communicerende meters overeenkomstig lid 2 wordt uitgevoerd. ";

12° in paragraaf 7 wordt het eerste lid vervangen door tweede leden, luidend als volgt :

"§ 7. Geautomatiseerde toegang door de leverancier of aanbieder van flexibiliteitsdiensten tot de gegevens van de communicerende meters die beschikbaar zijn in de gegevensbanken van de distributienetbeheerder voor factureringsdoeleinden, vindt plaats via de MIG.

Geautomatiseerde toegang door derden, andere dan de eindafnemer of zijn aanbieder van flexibiliteitsdiensten, tot gegevens van communicerende meters die beschikbaar zijn in de databanken van de distributienetbeheerder voor andere doeleinden dan facturering, vindt plaats via de MIG TPDA in overeenstemming met de in lid 4 vastgestelde doeleinden. "

Art. 22. Artikel 35*octies*, § 1, lid 1, van hetzelfde decreet, ingevoegd bij het decreet van 15 mei 2022, wordt aangevuld met een punt 10°, luidend als volgt

"10° hernieuwbare elektriciteit van een peer-to-peer uitwisseling kopen. "

Art. 23. In artikel 35*nonies*, § 2, lid 8, van hetzelfde decreet ingevoegd bij het decreet van 5 mei 2022, worden de "het derde en vijfde lid" vervangen door de woorden "het vierde en het zesde lid".

Art. 24. Artikel 35*decies* van hetzelfde decreet, ingevoegd bij het decreet van 5 mei 2022, wordt opgeheven.

Art. 25. Artikel 35*undecies* wordt aangevuld met een paragraaf 5, luidend als volgt:

"§ 5. Hernieuwbare energiegemeenschappen zijn toegankelijk voor alle consumenten, ook voor mensen met een laag inkomen of in kwetsbare situaties. "

Art. 26. In artikel 35*duodecies*, § 1, lid 2, wordt 5° vervangen door hetgeen volgt:

"5° de objectieve, transparante, niet-discriminerende en evenredige voorwaarde voor deelneming aan en terugtrekking uit de gemeenschap alsmede de voorwaarden voor overdracht en overgang van aandelen van aandeelhouders en bijdragen;

Art. 27. In artikel 35*quaterdecies*, § 1, lid 2, van hetzelfde decreet, ingevoegd bij het decreet van 5 mei 2022, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in de Franse versie wordt het woord "pas" ingevoegd tussen de woorden "ne peuvent" en de woorden "être situées";

2° het woord "stroomopwaarts" wordt vervangen door het woord "stroomafwaarts".

Art. 28. In artikel 35*sexdecies*, § 2, lid 2, van hetzelfde decreet, ingevoegd bij het decreet van 5 mei 2022, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° de woorden "productie- en verbruiksgegevens" worden vervangen door de woorden "injectie- en opnamegegevens".

Art. 29. In artikel 35 *novodecies* van hetzelfde decreet, ingevoegd bij het decreet van 5 mei 2022, wordt paragraaf 3 opgeheven.

Art. 30. In Hoofdstuk X van hetzelfde decreet wordt een artikel 36 *quinquies* ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 36. *quinquies*. § 1. Met het oog op het bereiken of overtreffen van de gewestelijke doelstellingen voor het gebruik of de productie van groene elektriciteit, kan de Regering, via een expliciete delegatie, steunregelingen ten uitvoer leggen. Deze delegaties zijn onderworpen aan de voorwaarden en beginselen die in dit artikel worden beschreven.

§ 2. Steunregelingen bieden een stimulans voor de integratie van groene elektriciteit in de elektriciteitsmarkt op zodanige wijze dat zij marktgebaseerd zijn en reageren op marktsignalen, waarbij onnodige verstoringen van de elektriciteitsmarkten worden vermeden en rekening wordt gehouden met mogelijke systeemintegratiekosten en netstabiliteit.

§ 3. Steunregelingen voor groene elektriciteit zijn ontworpen om de optimale integratie van groene elektriciteit in de elektriciteitsmarkt te garanderen en om ervoor te zorgen dat producenten van hernieuwbare elektriciteit reageren op de prijssignalen van de markt en hun inkomsten uit de markt maximaliseren.

Daartoe wordt in het geval van regelingen voor rechtstreekse prijsondersteuning steun verleend in de vorm van een marktpremie, die variabel of vast kan zijn.

De Regering kan kleine productie-installaties en demonstratieprojecten vrijstellen van de bepalingen van deze paragraaf, onverminderd de Europese verordeningen die van toepassing zijn op de interne elektriciteitsmarkt.

§ 4. De Regering garandeert dat steun voor groene elektriciteit op een open, transparante, concurrerende, niet-discriminerende en kosteneffectieve manier wordt toegekend.

De Regering kan kleinschalige productie-installaties en demonstratieprojecten vrijstellen van openbare aanbestedingsprocedures. De Regering definieert het begrip kleinschalige productie-installaties waar nodig.

De Regering kan ook overwegen om mechanismen in te voeren om geografische diversificatie te garanderen bij de inzet van groene elektriciteit, in het bijzonder om een kosteneffectieve integratie in het systeem te garanderen.

Steunregelingen ten aanzien waarvan de Europese Commissie bij besluit heeft verklaard dat zij met de interne markt van de Europese Unie verenigbaar zijn, worden onherroepelijk geacht aan de in lid 1 bedoelde criteria te voldoen.

§ 5. Onverminderd paragraaf 4 kan de Regering de openbare aanbestedingsprocedures beperken tot bepaalde technologieën wanneer de openstelling van steunregelingen voor alle producenten van groene elektriciteit tot onvoldoende resultaten zou leiden om de volgende redenen :

1° het langetermijnpotentieel van een bepaalde technologie;

2° de nood aan diversificatie;

3° de netintegratiekosten;

4° de vereisten en de stabiliteit van het net;

5° voor de biomassa, de noodzaak om grondstoffenmarktenverstoringen te vermijden.

§ 6. Wanneer de steun voor groene elektriciteit wordt toegekend via een openbare aanbestedingsprocedure, moet de Regering, om een hoge uitvoeringsgraad van de projecten te garanderen, de volgende taken vervullen:

1° zij bepaalt en publiceert niet-discriminerende en transparante criteria om in aanmerking te komen voor aanbestedingsprocedures en legt data en regels vast met betrekking tot de uiterste datum voor de indienstelling van het project;

2° zij publiceert relevante informatie over eerdere aanbestedingsprocedures, in het bijzonder over de voltooiingspercentages van projecten. ”.

Art. 31. Artikel 37 van hetzelfde decreet, laatstelijk gewijzigd bij het decreet van 5 mei 2022, wordt aangevuld met de paragrafen 6 en 7, luidend als volgt:

”§ 6. De Regering publiceert jaarlijks of wanneer nodig een langetermijntijdschema voor de verwachte toewijzing van groene certificaten.

§ 7. De Regering zal de doeltreffendheid en efficiëntie van het systeem van groene certificaten minstens om de vijf jaar evalueren. Het verslag van deze beoordeling wordt openbaar gemaakt. ”.

Art. 32. In artikel 38 van hetzelfde decreet, laatstelijk gewijzigd bij het decreet van 31 januari 2019, wordt een paragraaf 6ter, luidend als volgt:

”§ 6ter. Elke neerwaartse aanpassing van het aantal groene certificaten dat tijdens de toekenningsperiode aan installaties voor de productie van groene elektriciteit wordt toegekend, is onderworpen aan de volgende cumulatieve voorwaarden:

1° de criteria om modulatie te bepalen zijn objectief;

2° de criteria die de modulatie bepalen, zijn van toepassing op het ogenblik dat het recht om groene certificaten toe te kennen, wordt verworven;

3° de modulatie brengt de economische levensvatbaarheid van de betrokken installaties niet in gevaar. ”.

Art. 33. In artikel 39, § 1, van hetzelfde decreet wordt het tweede lid vervangen als volgt:

”De Regering bepaalt de modaliteiten voor de terugbetaling van de modulatie van de in het eerste lid minimale hoeveelheid die ten onrechte is toegekend aan een eindafnemer of een conventionele autoproducent of ten gevolge van zijn uittreding uit een koolstofgemeenschap of ten gevolge van de niet-naleving van de verplichtingen van een koolstofovereenkomst gesloten overeenkomstig artikel 34, lid 1, 4°, van het decreet van 16 november 2023 Koolstofneutraliteit. De terugbetaling gebeurt niet via de leveranciers en gebeurt ten voordele van de toeslag bedoeld in artikel 42bis. ”.

Art. 34. In artikel 42 bis van hetzelfde decreet, ingevoegd bij het decreet van 11 december 2013 en laatstelijk gewijzigd bij het decreet van 20 januari 2022, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° de leden 1 tot en met 3 van paragraaf 5 worden vervangen door hetgeen volgt:

”§ 5. Voor elke kWh afgetapt van het net en verbruikt door eindafnemers vanaf 1 januari 2024 of de datum bepaald in een koolstofovereenkomst gesloten overeenkomstig artikel 34, eerste lid, 4°, van het besluit van 16 november 2023 Koolstofneutraliteit, van één of meerdere toegangspunten geïdentificeerd door een EAN-code, wordt een gedeeltelijke vrijstelling van de eerste termijn van de in § 1 bedoelde toeslag toegekend enkel aan de volgende eindafnemers:

1° vijftientig procent voor eindafnemers die lid zijn van een koolstofgemeenschap in de zin van artikel 28 van het decreet van 16 november 2023 Koolstofneutraliteit en die een koolstofovereenkomst hebben ondertekend overeenkomstig artikel 34, § 1, 4°, van het decreet van 16 november 2023 Koolstofneutraliteit, die elektriciteit afnemen van een of meerdere toegangspunten die geïdentificeerd zijn door een EAN-code die is opgenomen in de koolstofgemeenschap, voor een activiteit in een sector met een aanzienlijk risico op verplaatsing van activiteiten naar buiten de Europese Unie, zoals bedoeld in sectie 4.11.3.1, punt 405, a), en opgenomen in bijlage 1, bij de mededeling van de Europese Commissie (2022/C 80/01) betreffende richtsnoeren staatssteun ten behoeve van klimaat, milieubescherming en energie 2022;

2° vijfenzeventig procent voor eindafnemers die lid zijn van een koolstofgemeenschap in de zin van artikel 28 van het decreet van 16 november 2023 Koolstofneutraliteit en die een koolstofovereenkomst hebben ondertekend overeenkomstig artikel 34, § 1, 4°, van het decreet van 16 november 2023 Koolstofneutraliteit, die elektriciteit afnemen van een of meerdere toegangspunten die geïdentificeerd zijn door een EAN-code die is opgenomen in de koolstofgemeenschap, voor een activiteit in een sector met een risico op verplaatsing van activiteiten naar buiten de Europese Unie, zoals bedoeld in sectie 4.11.3.1, punt 405, a), en opgenomen in bijlage 1, bij de mededeling van de Europese Commissie (2022/C 80/01) betreffende richtsnoeren staatssteun ten behoeve van klimaat, milieubescherming en energie 2022;

3° vijftig procent voor eindafnemers die niet vallen onder de punten 1° en 2°, die aangesloten zijn op een spanningsniveau hoger dan laagspanning en die een jaarverbruik hebben van meer dan één GWh, die elektriciteit afnemen van een toegangspunt geïdentificeerd door een EAN-code, voor een activiteit die valt binnen de volgende primaire NACE-codes:

a) onderwijs, 85;

b) ziekenhuizen, 86;

4° medisch-sociaal (87-88).

Rekening houdend met alle voorwaarden van de toeslag betalen de eindafnemers bedoeld in lid 1, 1°, ten minste vijftien procent van de toeslag zoals berekend zonder gedeeltelijke vrijstelling. Rekening houdend met alle voorwaarden van de toeslag betalen de eindafnemers bedoeld in lid 1, 2°, ten minste vijftien procent van de toeslag zoals berekend zonder gedeeltelijke vrijstelling. De drempels worden globaal berekend voor alle toegangspunten van de eindafnemer, zelfs als deze toegangspunten geïdentificeerd zijn in verschillende koolstofgemeenschappen.

De gedeeltelijke vrijstelling voor eindafnemers mag niet leiden tot een heffing van minder dan EUR 0,5/MWh, bepaald op kwartaalbasis.

Ondernemingen in moeilijkheden in de zin van de Mededeling van de Europese Commissie (2014/C 249/01) betreffende richtsnoeren voor reddings- en herstructureringssteun aan ondernemingen in moeilijkheden die geen financiële instellingen zijn, komen niet in aanmerking voor de gedeeltelijke vrijstelling van de eerste termijn van de in § 1 bedoelde toeslag.

Ondernemingen ten aanzien waarvan de Commissie een beschikking heeft gegeven waarin de terugvordering van onrechtmatige en onverenigbare steun wordt gelast, maar waaraan nog geen definitieve of voorlopige uitvoering is gegeven, bijvoorbeeld door de opening van een geblokkeerde rekening, komen niet voor een gedeeltelijke vrijstelling van het eerste deel van de in § 1 bedoelde toeslag in aanmerking zolang de onrechtmatige en onverenigbare steun niet definitief of voorlopig is terugbetaald.”;

2° paragraaf 6 wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt:

”De Regering bepaalt de modaliteiten voor de terugbetaling van de gedeeltelijke vrijstelling van de eerste termijn van de toeslag die ten onrechte is toegekend aan een eindafnemer, of wanneer de heffing lager is dan de drempel bedoeld in paragraaf 5, derde lid, of na zijn uittreding uit een koolstofgemeenschap of na het niet-nakomen van de verplichtingen van een koolstofovereenkomst gesloten in overeenstemming met artikel 34, eerste lid, 4°, van het decreet van 16 november 2023 Koolstofneutraliteit. De terugbetaling gebeurt niet via de leveranciers en gebeurt ten voordele van de toeslag.”;

3° in paragraaf 7 wordt het derde lid aangevuld met de woorden ”en in artikel 54/1”;

4° in de paragrafen 8 en 9 worden de woorden ”de CWAPE” telkens vervangen door de woorden ”de Administratie”;

5° het artikel wordt aangevuld met een paragraaf 10, luidend als volgt:

”§ 10. De Regering wordt gemachtigd om de methode vast te stellen voor het controleren van de drempel voor gedeeltelijke vrijstelling bedoeld in § 5, derde lid, en om de procedure voor het bijwerken van de in § 7 bedoelde referentielijst van eindafnemers alsmede de procedure voor het meedelen en betalen van de verschuldigde bedragen aan vrijstellingen bedoeld in § 8 te wijzigen.”.

Art. 35. In artikel 42*bis*/1, eerste lid, van hetzelfde decreet, ingevoegd bij het decreet van 5 mei 2022, worden de woorden ”na de bekendmaking van een beslissing van de Administratie” vervangen door de woorden ”na de kennisgeving of de bekendmaking van elke handeling van de Administratie”.

Art. 36. In artikel 43 bis, § 2, lid 2, van hetzelfde decreet, ingevoegd bij het decreet van 7 juli 2008, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° de woorden ”en treedt pas in werking na goedkeuring door de Regering” worden opgeheven;

2° in de Franse versie worden de woorden ”de cette approbation” vervangen door de woorden ”suivant son adoption”.

Art. 37. In artikel 48, § 2, van hetzelfde decreet, laatstelijk gewijzigd bij het decreet van 5 mei 2022, worden, in lid 2 van de Franse versie, de woorden ”télécopie ou courrier électronique” vervangen door de woorden ”formulaire en ligne, courrier électronique ou par tout autre moyen proposé par le Service régional de médiation”.

Art. 38. In artikel 48 bis van hetzelfde decreet, ingevoegd bij het decreet van 5 mei 2022, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° paragraaf 1 wordt aangevuld met de woorden ”alsook over elke bepaling opgelegd door een beheerder van een gesloten beroepsnet in een reglement, contract of algemene voorwaarden”;

2° in paragraaf 2, eerste lid, worden de woorden ”op basis waarvan de berekeningsmethode en de tarieven zijn vastgesteld” opgeheven.

Art. 39. In artikel 51*ter*, § 1, 12°, van hetzelfde decreet, laatstelijk gewijzigd bij het decreet van 17 juli 2018, worden de woorden ”en in artikel 6 van het Samenwerkingsakkoord van 22 september 2023 tussen de Federale Staat, het Vlaamse Gewest, het Waalse Gewest en het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest betreffende sommige bepalingen van de verdeling van de Belgische klimaat- en energiedoelstellingen voor het begin van de periode 2021-2030 en de verdeling van de federale opbrengsten uit de veiling van emissierechten voor de jaren 2015 tot en met 2020” ingevoegd na de woorden ”voor de periode 2013-2020”.

Art. 40. Artikel 51*quinquies* van hetzelfde decreet, ingevoegd bij het decreet van 17 juli 2008, wordt aangevuld met een paragraaf 3, luidend als volgt:

”§ 3. In afwijking van de paragrafen 1 en 2 wordt bij de vaststelling van de vergoeding geen rekening gehouden met het elektriciteitsverbruik van een installatie die uitsluitend bestemd is voor opslag en die rechtstreeks op het net is aangesloten.”.

Art. 41. Artikel 52, tweede lid, van hetzelfde decreet, laatstelijk gewijzigd bij het decreet van 17 juli 2008, wordt aangevuld met een punt 3°, luidend als volgt:

”3° zij die, met uitzondering van de CWaPE en de netbeheerders, alsook hun dochterondernemingen, de vertrouwelijkheidsregels, vastgelegd door dit decreet en zijn uitvoeringsbesluiten, overtreden.”.

Art. 42. In artikel 53, § 1, van hetzelfde decreet, laatstelijk gewijzigd bij het decreet van 5 mei 2022, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in lid 3 wordt het woord ”jaarlijkse” ingevoegd tussen de woorden ”drie procent van de” en de woorden ”omzet die de betrokkene”;

2° paragraaf 4 wordt aangevuld met een vierde lid, luidend als volgt:

In afwijking van lid 3 bedraagt het bedrag van de administratieve geldboete die de CWaPE kan opleggen aan de lokale transmissienetbeheerder tussen EUR 250 en EUR 200.000 of, indien dit hoger is, tien procent van de jaarlijkse omzet die de persoon in kwestie heeft gerealiseerd op de regionale elektriciteitsmarkt tijdens het laatste boekjaar.”.

Art. 43. In artikel 54/1 van hetzelfde decreet, ingevoegd bij het decreet van 5 mei 2022, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in lid 3 wordt het woord ”jaarlijkse” ingevoegd tussen de woorden ”drie procent van de” en de woorden ”omzet die de betrokkene”;

2° het artikel wordt aangevuld met een lid 4, luidend als volgt:

”In afwijking van lid 3 bedraagt het bedrag van de administratieve geldboete die de Administratie kan opleggen aan de lokale transmissienetbeheerder tussen 250 euro en 200.000 euro of, indien dit hoger is, tien procent van de jaarlijkse omzet die de persoon in kwestie heeft gerealiseerd op de regionale elektriciteitsmarkt tijdens het laatste boekjaar.”.

HOOFDSTUK 2. — *Wijzigingen in het decreet van 19 december 2002 betreffende de organisatie van de gewestelijke gasmarkt*

Art. 44. In artikel 2 van het decreet van 19 december 2002 betreffende de organisatie van de gewestelijke gasmarkt, laatstelijk gewijzigd bij het decreet van 6 oktober 2022, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° er wordt een punt 28° ter ingevoegd, luidend als volgt:

"28°ter "Message Implementation Guide Third Party Data Access", afgekort "MIG TPDA": de handleiding die de regels, procedures en het gevolgde communicatieprotocol beschrijft voor de uitwisseling van niet-gevalideerde meetgegevens tussen de distributienetbeheerder en derden in opdracht van de netgebruiker;"

2° het artikel wordt aangevuld met de punten 60° en 61°, luidend als volgt :

"60 "gegevens van de communicerende meter": alle gegevens die worden verwerkt na de installatie van een communicerende meter of de activering van de communicatiefunctie van een communicerende meter in de gebouwen van een eindafnemer en die technische, meet- of identificatiegegevens betreffen;"

61° "transmissienetbeheerder voor aardgas": de beheerder als bedoeld in artikel 1°, 31°, van de wet van 12 april 1965 betreffende het vervoer van gasachtige producten en andere door middel van leidingen. "

Art. 45. Artikel 16, § 2, vijfde lid, van hetzelfde decreet, laatstelijk gewijzigd bij het decreet van 21 mei 2015, wordt aangevuld met een punt 9°, luidend als volgt:

"9° het aantal plaatsingen van communicerende meters in de gevallen bedoeld in artikel 33bis/1 en de activering van hun communicatiefunctie. "

Art. 46. In hetzelfde decreet wordt na artikel 33bis, een hoofdstuk VII/1 met als opschrift "Communicerende meters" ingevoegd.

Art. 47. In hoofdstuk VII/1, ingevoegd bij artikel 46, wordt een artikel 33bis/1 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 33 bis/1. § 1. Tenzij dit technisch onmogelijk of economisch niet redelijk is, of in geval van weigering door de netgebruiker overeenkomstig paragraaf 3, vindt de installatie en activering van de communicatiefunctie van een communicerende meter systematisch plaats in de volgende gevallen :

1° wanneer de vooruitbetalingsfunctie geactiveerd is overeenkomstig dit decreet;

2° wanneer een distributienetgebruiker daarom verzoekt, overeenkomstig de tarieven gepubliceerd volgens de regels vastgelegd in het Tariefdecreet.

De Regering bepaalt onder welke voorwaarden de plaatsing van een communicerende meter of de activering van de communicatiefunctie van een communicerende meter als technisch onmogelijk of economisch niet redelijk wordt beschouwd.

De Regering bepaalt de verplichtingen van de distributienetbeheerder ingeval de communicatiefunctie niet kan worden geactiveerd, met name wat betreft de informatieverstrekking aan de gebruiker en de maximale termijn voor de activering.

De Regering bepaalt de maximale termijn ten laste van de distributienetbeheerder voor de plaatsing van de communicerende meter in het geval bedoeld in lid 1, 2°.

§ 2. De CWaPE publiceert jaarlijks een verslag over de evolutie van het aantal plaatsingen van communicerende meters, met inbegrip van de ontwikkeling van aanverwante diensten in het Waalse Gewest. Dat verslag bevat ook een sectie over veranderingen in het aantal budgetmeters.

Een update over het aantal plaatsingen van communicerende gasmeters wordt voorgesteld op de vergaderingen van het opvolgingscomité aanleg communicerende meters elektriciteit zoals bedoeld in artikel 35, § 2, derde lid van het Elektriciteitsdecreet.

§ 3. Elke eindafnemer kan de installatie van een communicerende meter of de activering van de communicatiefunctie weigeren. Afhankelijk van de technische beschikbaarheid plaatst de distributienetbeheerder een communicerende meter waarvan de communicatiefunctie is uitgeschakeld of een meter zonder de mogelijkheid om gegevens te zenden en te ontvangen.

Hij informeert de eindafnemer dat een weigering om een communicerende meter te installeren of om de communicatiefunctie van de communicerende meter te activeren, de volgende gevolgen zal hebben:

1° de verplichting om de manuele indexen te lezen wanneer een marktproces dit vereist;

2° de onmogelijkheid om de vooruitbetalingsfunctie te activeren; "

Art. 48. In hoofdstuk VII/1, ingevoegd bij artikel 46, wordt een artikel 33bis/2 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 33 bis/2. § 1. De communicerende meter geeft de gebruikers van het lokale net bijna-realtime informatie over het gas dat hij afneemt. Deze informatie wordt in bijna-realtime weergegeven op het scherm van de meter.

De communicerende meter voldoet aan het koninklijk Besluit van 3 augustus 2012 betreffende de opvolging in bedrijf van de gasmeters voor huishoudelijk gebruik, handelsgebruik en lichtindustriële gebruik.

§ 2. Zodra de communicerende meter wordt geplaatst, of, in voorkomend geval, wanneer de communicatiefunctie wordt geactiveerd, wordt de communicerende meter voorzien van de volgende minimumfunctionaliteiten:

1° de voorafbetalingsfunctie en de weergave van een schatting van het beschikbare saldo op het scherm van de meter;

2° de veilige uitlezing op afstand van de indexwaarden voor het onttrokken gas door de distributiesysteembeheerder;

3° de afsluiting en, na controle van de waterdichtheid van de installatie, toestemming om de meter op afstand te heransluiten;

4° de supervisie op afstand en de alarmregistratie;

5° de uitvoering van updates op afstand.

Om de eindafnemer met een vooruitbetalingsmodus in staat te stellen de evolutie van zijn verbruik budgettair voldoende frequent te volgen, wordt de schatting, vermeld in het eerste lid, 1°, ten minste om de vierentwintig uur op de meter geactualiseerd en ten hoogste om het uur op de meter of op een andere drager geregistreerd.. Wanneer het beschikbare krediet onder de door de Regering vastgestelde drempel valt, wordt deze informatie aan de eindafnemer meegedeeld. De Regering specificeert de procedures voor de kennisgeving van de overschrijding van de drempel,

alsmede de procedures voor het gratis en veilig opladen van communicerende meters met ingeschakelde vooruitbetalingsfunctie door middel van diverse niet-discriminerende betaalmethoden.

§ 3. Gegevens worden niet meer dan één keer per uur op de communicerende meter geregistreerd.

Standaard worden de geregistreerde gegevens maximaal één keer per dag verzonden van de communicerende meter naar de distributienetbeheerder. De repatriëring van deze gegevens naar de distributienetbeheerder kan frequenter zijn wanneer de vooruitbetalingsfunctie is geactiveerd of voor de vervulling door de distributienetbeheerder van de taak van monitoring van het net door en onder de voorwaarden van dit decreet. ”.

Art. 49. In hoofdstuk VII/1, ingevoegd bij artikel 46, wordt een artikel 33bis/3 ingevoegd, luidend als volgt:

”Art. 33 bis/3. § 1. De distributienetbeheerder kan de communicerende meter van een afnemer op afstand afsluiten of de heraansluiting ervan toestaan, onverminderd de voorwaarden en procedures vastgesteld bij of krachtens dit decreet en, in het geval van een huishoudelijke afnemer, bij of krachtens Boek VI van het Wetboek van economisch recht en de wetgeving betreffende de bescherming van de persoonlijke levenssfeer.

§ 2. Niettegenstaande de bepalingen inzake de vooruitbetaling is het standaardmeetregime een systeem waarbij alleen de gemeten gashoeveelheden worden gebruikt voor de marktprocessen. Standaard worden deze geaggregeerde gegevens jaarlijks doorgestuurd naar de markspelers. De netgebruiker die met een communicerende meter is uitgerust, kan vrij kiezen voor een ander meetregime dat in het technisch reglement wordt bepaald.

Onverminderd de bepalingen voorzien inzake voorafbetaling is de frequentie van standaardfacturering jaarlijks. Elk meetregime maakt frequentere facturering op basis van het reëel verbruik mogelijk.

§ 3. De distributienetbeheerder stelt de gebruikers in staat hun verbruiksgegevens vrij en kosteloos te raadplegen. Daartoe is de distributienetbeheerder verantwoordelijk voor het ontwerp, de invoering en de exploitatie van een geautomatiseerd platform dat de gebruikers in staat stelt hun gegevens van de communicerende meter, met inbegrip van niet-gevalideerde opnamegegevens, vrij en kosteloos te raadplegen. De Regering bepaalt de raadplegingsmodaliteiten, waaronder onder meer het type en het formaat van de gegevens alsook de betrokken perioden. ”.

Art. 50. In hoofdstuk VII/1, ingevoegd bij artikel 46, wordt een artikel 33bis/4 ingevoegd, luidend als volgt:

”Art. 33 bis/4. § 1. Communicerende meters en slimme netten moeten zodanig worden ontworpen dat de accidentele of onwettige vernietiging van, toegang tot of wijziging van persoonsgegevens wordt voorkomen en dat deze gegevens veilig kunnen worden doorgegeven, waarbij terdege rekening moet worden gehouden met de beste beschikbare technieken om het hoogste niveau van bescherming op het gebied van cyberveiligheid te waarborgen en er tegelijkertijd voor moet worden gezorgd dat de kosten onder controle worden gehouden en het evenredigheidsbeginsel wordt nageleefd.

§ 2. De distributienetbeheerder is verantwoordelijk voor de verwerking van de persoonsgegevens die hij van de communicerende meter verzamelt.

De distributienetbeheerder verwerkt de gegevens van de communicerende meter uitsluitend met het oog op de uitvoering van zijn wettelijke of reglementaire verplichtingen krachtens dit decreet.

§ 3. Onverminderd het permanente recht van de distributienetbeheerder, mag niemand gegevens van een communicerende meter lezen, exporteren of verwerken zonder voorafgaande, kosteloze, specifieke, geïnformeerde, expliciete en ondubbelzinnige toestemming van de betrokken netgebruiker, behalve wanneer bekendmaking aan een derde is toegestaan krachtens een wettelijke of regelgevende bepaling of wanneer de gegevens worden doorgegeven aan een onderaannemer die optreedt namens en voor rekening van de distributienetbeheerder.

De verwerking van gegevens voor de volgende doeleinden is verboden:

1° de handel in persoonlijke gegevens van communicerende meters;

2° de handel in gegevens of energieprofielen die statistisch zijn vastgesteld op basis van periodiek gemeten persoonlijke gegevens van de communicerende meters en aan de hand waarvan het verbruiksgedrag van de eindafnemer kan worden afgeleid;

3° het opstellen van lijsten van eindafnemers met betrekking tot fraudeurs en wanbetalers.

De derde die persoonlijke gegevens verzamelt via de uitvoerpoort of een ander apparaat wordt verantwoordelijk voor de verwerking van deze gegevens. Deze gegevensverzameling vindt alleen plaats met de voorafgaande, vrije, specifieke, geïnformeerde en uitdrukkelijke toestemming van de eindafnemer, onder de voorwaarden bepaald in lid 1. Hiertoe zal de derde de eindafnemer vooraf informeren over de rechten die hij kan uitoefenen met betrekking tot deze gegevens.

§ 4. Onder de bij en krachtens dit decreet bepaalde voorwaarden kan de distributienetbeheerder de gegevens die hij van de communicerende meters verzamelt, meedelen aan de volgende ontvangers en categorieën van ontvangers:

1° de leveranciers voor de levering van elektriciteit en diensten, facturering en klantenbeheer overeenkomstig de verplichtingen bedoeld in artikel 33;

2° de andere distributienetbeheerders en de beheerder van het aardgastransmissiesysteem om het beheer en de operationele veiligheid van hun net te garanderen;

3° de CWaPE met het oog op de uitvoering van haar taken, verplichtingen en plichten opgelegd bij of krachtens dit decreet;

4° de overheidsinstanties, organisaties en natuurlijke of rechtspersonen voor de uitvoering van taken van openbaar belang die bij of krachtens een wet, decreet of ordonnantie aan hen zijn opgedragen;

5° een derde, op voorwaarde dat de distributienetbeheerder, op verzoek van de betrokken derde, de voorafgaande, vrije, ondubbelzinnige, geïnformeerde en uitdrukkelijke toestemming van de eindafnemer heeft verkregen om zijn gegevens door de distributienetbeheerder aan deze derde door te geven.

Elk van deze ontvangers is verantwoordelijk voor de verwerking van de persoonsgegevens die door de distributienetbeheerder worden verstrekt.

De distributienetbeheerder verleent de in lid 1 opgesomde ontvangers alleen toegang tot gegevens die strikt noodzakelijk zijn voor de uitvoering van hun respectieve taken en plichten.

§ 5. De persoonlijke gegevens van de communicerende meters, met inbegrip van de afgeleide gegevens, mogen niet langer worden bewaard dan nodig is voor het bereiken van het doel waarvoor zij zijn verzameld. Deze periode mag niet langer zijn dan vijf jaar vanaf de datum waarop de gegevens zijn verzameld.

In afwijking van het eerste lid mogen gegevens langer dan vijf jaar worden bewaard indien de uitvoering van de taken van de voor de verwerking verantwoordelijke zulks vereist. In dat geval moet de verantwoordelijke voor de verwerking de redenen voor de langere opslagperiode opgeven.

Persoonlijke gegevens worden anoniem gemaakt zodra individualisering ervan niet langer noodzakelijk is voor de verwezenlijking van de doeleinden waarvoor zij worden verzameld.

§ 6. "Na de installatie van de communicerende meter en vóór de tenuitvoerlegging van de verwerking van gegevens van communicerende meters, verstrekt de distributienetbeheerder de netgebruikers de informatie die is opgesomd in artikel 13 van Verordening 2016/679/EU van 27 april 2016.

Deze informatie, opgesomd in artikel 13 van Verordening 2016/679/EU van 27 april 2016, wordt op een neutrale, uniforme en duidelijke manier meegedeeld via verschillende informatiekanalen zoals brochures, brieven of websites.

De distributienetbeheerder vermeldt op zijn website de contactgegevens van de relevante afdeling waar betrokkenen de bovengenoemde privacyrechten kunnen uitoefenen.

De toegang van de eindafnemer tot zijn eigen gegevens is kosteloos.

De andere voor de verwerking verantwoordelijken bedoeld in paragraaf 4 doen de in lid 1 bedoelde informatie toekomen aan de eindafnemers voordat de verwerking van de gegevens van de communicerende meters overeenkomstig lid 2 wordt uitgevoerd.

§ 7. Geautomatiseerde toegang van de leverancier tot gegevens van communicerende meters die beschikbaar zijn in de databanken van de distributienetbeheerder voor facturatie doeleinden verloopt via de MIG.

Geautomatiseerde toegang door andere derde partijen dan de leverancier van de eindafnemer tot gegevens van communicerende meters die beschikbaar zijn in de databanken van de distributienetbeheerder voor andere doeleinden dan facturering vindt plaats via de MIG TPDA in overeenstemming met de in paragraaf 4 vastgestelde doeleinden.

De toegang tot de gegevens is niet-discriminerend en kan door verschillende partijen gelijktijdig worden verleend.

De MIG en de MIG TPDA worden opgesteld overeenkomstig artikel 14bis, in overeenstemming met de in de technische verordening vastgelegde procedure. "

*HOOFDSTUK 3. — Wijzigingen in het decreet van 19 januari 2017
betreffende de tariefmethodologie die van toepassing is op gas- en elektriciteitsdistributienetbeheerders*

Art. 51. In artikel 4 van het decreet van 19 januari 2017 betreffende de tariefmethodologie die van toepassing is op gas- en elektriciteitsdistributienetbeheerders, laatstelijk gewijzigd bij het decreet van 5 mei 2022, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

in paragraaf 1, derde lid, worden de woorden "de effecten van hernieuwbare-energiegemeenschappen en van de bijzondere regelingen bedoeld in artikel 26" vervangen door de woorden "de effecten van energiegemeenschappen, van de activiteiten tot deling binnen een energiegemeenschap of binnen hetzelfde gebouw en van peer-to-peer uitwisseling, en van de bijzondere regelingen bedoeld in artikel 26";

2° in paragraaf 2 wordt punt 22° opgeheven ;

3° in paragraaf 2 wordt punt 23° vervangen door hetgeen volgt:

"23° de tariefmethodologie zorgt voor een evenwicht tussen de ontwikkeling van de activiteiten tot deling binnen een energiegemeenschap of binnen een gebouw en peer-to-peer handel enerzijds en solidariteit in het dekken van de totale kosten van de netten en de bijdrage aan belastingen, toeslagen en andere gereguleerde kosten anderzijds.;"

4° paragraaf 2 wordt aangevuld met een punt 28°, luidend als volgt:

"28° de tariefmethodologie houdt rekening met de kwetsbaarheid van het huishouden bij het bepalen van het tarief dat van toepassing is op procedures voor het activeren van voorafbetaling in geval van niet-betaling door een huishoudelijke afnemer. "

*HOOFDSTUK 4. — Wijziging van het decreet van 17 december 2020
betreffende de toekenning van een premie voor de installatie van meet- en stuurapparaten*

Art. 52. In artikel 2, § 1, van het decreet van 17 december 2020 betreffende de toekenning van een premie voor de installatie van meet- en stuurapparaten worden de woorden "tot 31 december 2023" vervangen door de woorden "tot 31 december 2024".

HOOFDSTUK 5. — Slotbepaling

Art. 53. Voor facturen uitgereikt tussen 1 januari 2024 en de datum van inwerkingtreding van dit besluit begint de termijn van vier maanden voor het indienen van de premieaanvraag bedoeld in artikel 2, § 2, eerste lid, van het besluit van 17 december 2020 betreffende de toekenning van een premie voor de installatie van meet- en regelapparatuur te lopen vanaf de inwerkingtreding van dit decreet.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 25 april 2024.

De Minister-President,
E. DI RUPO

De Vice-Minister-President en Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek, Innovatie,
Digitale Technologieën, Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het "IFAPME", en de Vaardigheidscentra,
W. BORSUS

De Vice-Minister-President en Minister van Klimaat, Energie, Mobiliteit en Infrastructuur,
Ph. HENRY

De Vice-Minister-President en Minister van Werk, Vorming, Gezondheid,
Sociale Actie en Sociale Economie, Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,
Ch. MORREALE

De Minister van Ambtenarenzaken, Informatica, Administratieve Vereenvoudiging,
belast met Kinderbijslag, Toerisme, Erfgoed en Verkeersveiligheid,
V. DE BUE

De Minister van Huisvesting, Plaatselijke Besturen en Stedenbeleid,
Ch. COLLIGNON

De Minister van Begroting en Financiën, Luchthavens en Sportinfrastructuur,
A. DOLIMONT

De Minister van Leefmilieu, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden en Dierenwelzijn,
C. TELLIER

Nota

(1) Zitting 2023-2024.
Stukken van het Waalse Parlement 1672 (2023-2024) Nrs. 1 tot 4.
Volledig verslag, plenaire vergadering van 24 april 2024.
Bespreking.
Stemming.

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2024/204930]

25 AVRIL 2024. — Arrêté ministériel portant approbation des modifications apportées au règlement spécifique des crédits accordés par la Société wallonne du Crédit social et par les guichets du crédit social du 28 mai 2019, modifié le 16 juillet 2021

Le Ministre du Climat, de l'Énergie, de la Mobilité et des Infrastructures,

Le Ministre du Logement, des Pouvoirs Locaux et de la Ville,

Vu le Code wallon de l'habitation durable, l'article 175.2, § 3, inséré par le décret du 15 mai 2003 et modifié par le décret du 9 février 2012;

Vu la décision du Conseil d'administration de la Société wallonne du Crédit social du 9 février 2023 adoptant les modifications apportées au règlement spécifique d'octroi des crédits accordés par la Société wallonne du crédit social et par les guichets du crédit social du 28 mai 2019, modifié le 16 juillet 2021;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 mai 2019, modifié le 14 juillet 2021 et le 23 février 2024 portant adoption du règlement général définissant les principes généraux d'octroi des crédits par la Société wallonne du Crédit social et les Guichets du crédit social;

Vu l'avis de l'Inspecteur des finances du 12 janvier 2024;

Considérant le contrat de gestion 2022-2025 conclu entre la Région wallonne et la Société wallonne du Crédit social,

Arrêtent :

Article 1^{er}. Les modifications apportées par le Conseil d'administration au règlement spécifique des crédits accordés par la Société wallonne du Crédit social et par les guichets du crédit social du 28 mai 2019, modifié le 16 juillet 2021, telles qu'elles sont reprises en annexe, sont approuvées.

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur dès son adoption.

Namur, le 25 avril 2024.

Ph. HENRY
Ch. COLLIGNON

Annexe

ANNEXE. — Modifications apportées au règlement spécifique des crédits accordés par la Société wallonne du Crédit social et par les guichets du crédit social.

Article 1^{er}. À l'article 2 du règlement spécifique des crédits accordés par la Société wallonne du Crédit social et par les guichets du crédit social, approuvé le 28 mai 2019, les mots « l'arrêté du GW du 16/05/2019 » sont remplacés par les mots « le règlement général du 16 mai 2019 définissant les principes généraux d'octroi des crédits par la Société wallonne du Crédit social et des Guichets du Crédit social ».

Art. 2. À l'article 4 du même règlement, les mots « Sous réserve de l'application de l'article 21, » sont chaque fois insérés au début des paragraphes 1^{er}, 2 et 3.

Art. 3. À l'article 6 du même règlement, les modifications suivantes sont apportées :

1° le paragraphe 2 est remplacé par ce qui suit :

« Les emprunteurs consentent une cession de rémunération et de créances à la société prêteuse. »

2° les mots « Sous réserve de l'application de l'article 21, » sont à chaque fois insérés au début des paragraphes 3 et 4.

Art. 4. Dans le même règlement, un article 7/1 est inséré comme suit :

« Art. 7/1. Sous réserve de l'application de l'article 21, les documents fournis lors de l'instruction de la demande de crédit sont valables six mois à compter de la date d'immatriculation de la demande. ».

Art. 5. À l'article 9, paragraphe 1^{er}, du même règlement, modifié par le règlement du 16 juillet 2021, les mots « du ménage » sont insérés entre les mots « globalement (RIG) » et les mots « du demandeur ».

Art. 6. Au début de l'article 10 du même règlement, les mots « Sous réserve de l'application de l'article 21, » sont insérés.

Art. 7. À l'article 11 du même règlement, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots « Sous réserve de l'application de l'article 21, » sont chaque fois insérés au début des paragraphes 1^{er}, 2 et 3;

2° au paragraphe 1^{er}, alinéa 2, les mots « du ménage » sont insérés entre les mots « imposables globalement » et les mots « du demandeur ».